



**Avant-projet v0  
Programme d'action pour combattre l'insécurité alimentaire<sup>i</sup> lors des crises prolongées  
(CSA-A4A)**

**Groupe de soutien technique, Rome, Février 2014**

**Table des matières**

<b>CONTEXTE ET PRINCIPE .....</b>	<b>2</b>
<b>OBJECTIF, OBJET, PORTÉE, POSITIONNEMENT ET PUBLIC.....</b>	<b>4</b>
<b>Objectif.....</b>	<b>4</b>
<b>Objet .....</b>	<b>4</b>
<b>Portée.....</b>	<b>4</b>
<b>Positionnement.....</b>	<b>4</b>
<b>Public .....</b>	<b>5</b>
<b>PARTIE 1 – PRINCIPES D'ACTION .....</b>	<b>6</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>6</b>
<b>Principes d'action.....</b>	<b>6</b>
<b>La voie à suivre .....</b>	<b>17</b>
<b>PARTIE 2 – TRANSFORMER LES PRINCIPES EN ACTION.....</b>	<b>19</b>
<b>Annexe A – Exemples de politiques et de mesures.....</b>	<b>19</b>
<b>Annexe B – Études de cas .....</b>	<b>40</b>
<b>Annexe C – Recueil de documents d'orientation et de documents de référence     clés .....</b>	<b>42</b>
<b>Annexe D – Glossaire .....</b>	<b>65</b>
<b>Notes .....</b>	<b>70</b>

## PRÉFACE

[Sera rédigée après l'examen de l'avant-projet par le Groupe de travail à composition non limitée et après la Consultation mondiale.]

## CONTEXTE ET PRINCIPE

1. Les catastrophes naturelles et les catastrophes causées par l'homme peuvent avoir des incidences directes sur la sécurité alimentaire et la nutrition des populations et des communautés particulièrement vulnérables. Ces dernières années, cette vulnérabilité a été exacerbée par des crises alimentaires et financières, ainsi que par des crises humanitaires de grande ampleur, telles que les sécheresses chroniques dans la Corne de l'Afrique et dans le Sahel.
2. L'insécurité alimentaire et la malnutrition sont particulièrement graves et persistantes, et frappent à une grande échelle dans les situations de crise prolongée. Sur la base des critères adoptés pour l'édition 2010 de l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde<sup>ii</sup>, on estimait à environ 366 millions le nombre de personnes qui vivaient dans des situations de crise prolongée, parmi lesquelles environ 129 millions étaient sous-alimentées entre 2010 et 2012 (compte tenu d'estimations prudentes pour les pays pour lesquels on ne disposait pas de données). Ce chiffre représentait environ un cinquième du nombre total de personnes souffrant de l'insécurité alimentaire dans le monde, ou juste un peu plus de 40 pour cent du total si l'on exclut l'Inde et la Chine. Dans la région du Sahel, on estime en 2014 qu'une personne sur huit souffre de l'insécurité alimentaire, soit environ 20,2 millions de personnes, ce qui constitue une hausse impressionnante par rapport aux 11,3 millions de personnes qui étaient touchées en 2013<sup>iii</sup>.
3. En 2012, la prévalence moyenne de la sous-alimentation dans les situations de crise prolongée était de 35 pour cent, contre 14 pour cent en Chine et en Inde prises ensemble, et contre 15 pour cent en moyenne dans le reste du monde en développement.
4. Aux fins du présent document, les expressions «contexte de crise prolongée», «situation de crise prolongée» et «crise prolongée» sont interchangeables. Ces expressions décrivent des contextes et des situations qui partagent certaines caractéristiques, mais pour lesquels il n'existe pas de définition acceptée par tous.
5. L'absence d'une ou plusieurs des caractéristiques énumérées ici dans un cas précis ne signifie pas forcément qu'il n'y a pas situation de crise prolongée, et aucune caractéristique ne suffit à elle seule à définir une crise prolongée. Une crise prolongée se caractérise notamment par: de multiples causes profondes, des catastrophes causées par l'homme et/ou naturelles récurrentes, sa durée ou longévité, des conflits et/ou de l'insécurité, la faiblesse de la gouvernance, des moyens d'existence non durables et vulnérables, de mauvais résultats en matière de sécurité alimentaire, une croissance agricole faible, une faible capacité institutionnelle publique et/ou informelle à répondre ou à faire face aux problèmes critiques. On comprend donc que les situations de crise prolongée peuvent être très différentes les unes des autres<sup>iv</sup>.
6. Une crise prolongée peut être limitée à une zone géographique donnée d'un État ou d'un territoire, et peut ne pas toucher l'ensemble de la population. Les crises prolongées peuvent aussi présenter des aspects internationaux, régionaux et transfrontières, et avoir des incidences à ces trois niveaux.
7. De nombreuses évaluations et autres sources de preuve (voir l'annexe C) ont montré que les actuelles politiques et mesures sont souvent inefficaces pour la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition lors des crises prolongées.
8. Ces politiques et mesures présentent souvent les imperfections suivantes, par exemple: leur approche est étroite et axée sur la satisfaction des besoins alimentaires immédiats; elles ont

peu de retombées sur les causes profondes et sur la résistance aux chocs; elles sont mal adaptées aux contextes; elles sont animées depuis l'extérieur, ce qui peut nuire aux priorités, aux capacités, aux besoins, aux stratégies et aux institutions du niveau local; les réponses qu'elles apportent, en particulier l'assistance d'urgence en réponse aux signaux d'alerte rapide, sont tardives ou n'arrivent pas au bon moment.

9. Ces imperfections s'expliquent notamment par les raisons suivantes: les analyses sont étroites (par exemple, on n'analyse ni les tendances historiques, ni les capacités existantes, ni les causes profondes); il n'y a pas de volonté de soutenir les communautés politiquement marginales; des intérêts commerciaux, politiques et institutionnels sont en jeu; les acteurs humanitaires et les acteurs du développement sont partagés sur les plans conceptuel, opérationnel et institutionnel et concernant les politiques (par exemple, le renforcement de la résilience est oublié).
10. Il est dans l'intérêt de tous de corriger ces imperfections. Non seulement la satisfaction des besoins alimentaires et des besoins en moyens d'existence durables est un droit humain fondamental, mais en plus la non-satisfaction de ces besoins a des incidences sur la croissance économique, sur la paix et sur la stabilité pour tous.
11. Il est nécessaire de transformer les politiques et les mesures pour mettre en place une approche complète de la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition lors des crises prolongées, qui permette non seulement de répondre aux besoins alimentaires immédiats, à court terme, mais aussi de créer des moyens d'existence et des systèmes alimentaires résilients, et de s'attaquer aux causes profondes du problème.
12. Les nombreuses évaluations des politiques et mesures relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition mises en œuvre pendant des crises prolongées font ressortir des recommandations pour la transformation de ces politiques et mesures, par exemple:
  - Favoriser la mise en place d'une analyse à plusieurs parties prenantes de la situation et des réponses apportées qui soit une condition préalable au processus de prise de décision politique et qui soit protégée de ce processus.
  - Intégrer dans les politiques et programmes de développement des mesures permettant de s'attaquer aux causes profondes et de renforcer la résilience.
  - Investir dans des programmes de protection sociale en réponse aux crises, et renforcer les programmes existants.
  - Veiller à ce que la réaction humanitaire s'appuie sur la compréhension des politiques, institutions et capacités existantes.
  - Diversifier les possibilités d'intervention d'urgence afin qu'il soit possible d'adapter les mesures aux contextes.
  - Veiller à ce que les acteurs humanitaires puissent réagir rapidement et travailler dans le respect des principes humanitaires.
  - Créer une distance entre le processus de prise de décision politique et le déblocage des fonds (par exemple en mettant en place des systèmes de déblocage automatique des fonds en fonction des changements qui surviennent dans les indicateurs ou seuils critiques d'alerte rapide).
  - Sensibiliser le public aux avantages sociaux et économiques et aux avantages en termes de sécurité que présentent la prévention, l'atténuation et l'intervention rapide.
13. Les principes d'action fondés sur des éléments concrets arrêtés dans le présent document expriment la prise de conscience et le consensus politiques sur les imperfections de nombreuses politiques et mesures existantes, et sur ce qui doit être fait différemment. Comme le montrent les annexes, la pratique nous donne assez de preuves pour nous permettre de conclure qu'il est possible de modifier l'approche de la sorte. L'objectif du présent document est de générer l'engagement politique nécessaire pour transformer les politiques et mesures de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition pendant les crises prolongées, et d'aplanir les contraintes politiques qui entravent cette transformation.

## OBJECTIF, OBJET, PORTÉE, POSITIONNEMENT ET PUBLIC

### *Objectif*

14. L'objectif général du CSA-A4A est de contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des populations exposées à un risque de crise prolongée ou déjà touchées par une telle crise.

### *Objet*

15. Le CSA-A4A cherche à obtenir de toutes les parties prenantes la volonté politique de haut niveau:
- de s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, de créer des moyens d'existence et des systèmes alimentaires résilients et de répondre aux besoins immédiats dans les situations de crise prolongée;
  - de transformer les politiques, les mesures, les investissements et les mécanismes institutionnels en se fondant sur des éléments concrets, au moyen d'exemples et d'études de cas.

### *Portée*

16. Les principes du CSA-A4A sont volontaires et non contraignants. Ils doivent être interprétés et mis en œuvre dans les conditions prévues par les systèmes nationaux et leurs institutions, comme il convient.
17. La partie 1 et la partie 2 font toutes deux partie intégrante du CSA-A4A. Les principes sont décrits dans la partie 1; la façon de les mettre en œuvre et des exemples sont présentés dans la partie 2.

### *Positionnement*

18. Le CSA-A4A s'inscrit dans le cadre des actuelles orientations politiques et recommandations du CSA, présentées dans le «Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition», le point de vue adopté étant celui de la lutte contre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées.
19. Le CSA-A4A doit être interprété et appliqué conformément aux obligations existantes découlant tant de la législation nationale que du droit international, et compte dûment tenu des engagements volontaires contractés en vertu des instruments internationaux et régionaux applicables. Ces principes complètent et étayent les initiatives nationales, régionales et internationales qui concernent les droits de l'homme ainsi que les initiatives visant à améliorer la gouvernance. Aucune disposition du CSA-A4A ne saurait être interprétée comme portant atteinte ou préjudice à l'une quelconque des obligations juridiques contractées par un État en application du droit international.
20. Le CSA-A4A est conforme à plusieurs grands principes et valeurs essentielles qui donnent un fondement à l'action. Ces principes et valeurs sont notamment: le respect de la dignité humaine, l'élimination ou l'atténuation des torts, le respect de la culture et des coutumes, la prise en compte des sexospécificités et l'égalité des sexes, la participation et la consultation, la transparence et l'ouverture, l'autonomisation, la responsabilité et l'état de droit<sup>v</sup>. Ils s'ajoutent aux principes humanitaires d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance<sup>vi</sup>. Le présent document s'appuie aussi sur les trois piliers du développement durable (les piliers économique, environnemental et social), qui se renforcent mutuellement et qui sont au cœur du processus d'élaboration des objectifs de développement durable pour l'après-2015.
21. Plusieurs cadres internationaux revêtent, pour les acteurs qui y ont souscrit ou qui les ont approuvés, une importance particulière en raison de leur pertinence pour les situations de

crise prolongée. Les principes pertinents de ces cadres donnent des orientations sur les éléments suivants:

- i) l'engagement international et la façon de renforcer le rôle de la communauté internationale dans les situations de conflit et de fragilité de manière générale;
- ii) une véritable coopération en matière de développement entre les donateurs et les pays en développement, impliquant les principes d'appropriation, de concordance, d'harmonisation, de gestion axée sur les résultats et de responsabilité mutuelle;
- iii) la promotion du développement durable dans les situations de conflit et de fragilité, la conclusion de partenariats pour renforcer la résilience et réduire la vulnérabilité face aux situations difficiles, la lutte contre la corruption et les flux illicites, les liens entre le secteur privé et le développement, et le financement afférent au changement climatique;
- iv) les domaines d'action prioritaires s'agissant de la réduction des risques de catastrophe et du renforcement de la résistance des pays et des communautés face aux catastrophes.

### **Public**

22. Le CSA-A4A est conçu pour toutes les parties prenantes qui s'attachent à combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées ou celles qui risquent d'être touchées, ou qui sont déjà touchées, par cette insécurité, parmi lesquelles, notamment:

- les communautés et populations touchées par l'insécurité alimentaire dans une situation de crise prolongée;
- tous les pouvoirs publics à tous les niveaux, y compris ceux des pays qui risquent d'être touchés, ou qui sont déjà touchés, par des crises prolongées et ceux des autres pays, dont les politiques et mesures peuvent avoir une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées, s'agissant notamment de la coopération et de l'aide internationales;
- les acteurs non étatiques se trouvant dans une situation de crise prolongée;
- les organisations intergouvernementales et régionales, y compris les institutions financières multilatérales aux échelons international et régional;
- les organisations de la société civile;
- les instituts de recherche, les universités et les organismes de vulgarisation;
- les entreprises, les fondations et les institutions financières privées (nationales ou étrangères), y compris les organisations et coopératives d'agriculteurs et de producteurs alimentaires, de toutes tailles.

23. Chaque groupe de parties prenantes peut utiliser les principes, mais l'on notera que chaque groupe a ses propres rôles et responsabilités. Les rôles et responsabilités des différentes parties prenantes s'agissant de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des politiques et des mesures sont mis en évidence en *italiques* dans chaque principe. Ils sont également mis en évidence dans la section intitulée «La voie à suivre», à la fin de la partie 1. Les principes rendront les nombreux acteurs, à tous les niveaux, plus à même d'élaborer des politiques et mesures judicieuses et concrètes pour combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées, et permettent de recenser les grands domaines sur lesquels concentrer les efforts pour favoriser l'apparition d'environnements propices à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans ces contextes.

24. Les principes sont conçus pour que les membres et participants du CSA les intègrent et les incorporent dans leurs politiques et mesures de lutte contre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées, en particulier au niveau national.

## PARTIE 1 – PRINCIPES D'ACTION

### *Introduction*

25. La partie 1 présente dix «principes d'action» qui guideront l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques et mesures visant à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les situations de crise prolongée.
26. Avec ces principes, l'objectif est de changer la façon dont on fait les choses aujourd'hui afin de s'attaquer aux causes profondes et aux effets de l'insécurité alimentaire aiguë, de contribuer à faire sortir les populations de l'insécurité alimentaire chronique en créant des moyens d'existence plus résilients, et de veiller à ce que les réponses apportées soient plus rapides et judicieuses. Créer des moyens d'existence résilients nécessite d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.
27. Pour atteindre ces objectifs de base, il faut exploiter au mieux les perspectives et les ressources des acteurs de l'aide humanitaire et du développement, pour maximiser les possibilités et atténuer les clivages contre-productifs. Les différentes interventions en faveur d'une meilleure sécurité alimentaire et d'une meilleure nutrition pourront ainsi s'enchaîner, se superposer et se combiner de façon plus stratégique.
28. Le concept de résilience permet déjà d'établir des liens entre les actions humanitaires et les actions de développement, et de veiller à la mise en place d'une approche globale de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Il est actuellement au cœur de débats politiques de différentes organisations et constitue l'élément central d'interventions de grande ampleur, souvent bien financées. Bon nombre de membres et de participants du CSA adoptent de plus en plus, dans leurs politiques et mesures, une approche fondée sur la résilience, comprenant que la relation entre les actions humanitaires et les actions de développement est plus complexe et plus dynamique qu'une simple «transition» des unes vers les autres.
29. Plusieurs caractéristiques communes et principes centraux de la notion de résilience ont été recensés, et les initiatives à plusieurs parties prenantes axées sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans des contextes de crise prolongée s'appuient sur des compréhensions communes de ces concepts. Cet aspect est approfondi à l'annexe D.
30. Il devient évident que l'approche axée sur la résilience présente plusieurs avantages. En effet, celle-ci permet aux parties prenantes, par exemple:
  - d'élaborer des programmes de développement qui tiennent compte de l'incertitude et de l'instabilité, pour protéger les acquis;
  - de concevoir des programmes humanitaires en ayant l'objectif de développement durable à l'esprit;
  - de faire éventuellement des économies en réduisant les dépenses humanitaires, en évitant des pertes et en obtenant des acquis du développement;
  - de contribuer au soutien des interventions qui font le lien entre secours et développement;
  - de compléter les capacités d'absorption, d'adaptation et de transformation dont disposent les populations touchées, plutôt que de nuire à ces capacités;
  - d'obtenir un point d'entrée leur permettant de s'attaquer à la fois aux symptômes et aux causes de la malnutrition, de manière globale, tant depuis l'angle humanitaire que depuis l'angle du développement.

### *Principes d'action*

31. **Principe 1** – Respecter les actuelles obligations internationales humanitaires et dans le domaine des droits de l'homme et s'appuyer sur les orientations politiques du CSA, en mettant l'accent sur la protection de l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées.

- i) Garantir la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées nécessite de remettre l'accent sur la protection fondée sur les droits de l'homme. Il a été apporté des innovations dans les modalités de fourniture de l'assistance aux populations touchées lors des crises prolongées qui sont tributaires de la culture, du bétail, du poisson, des forêts et des autres ressources naturelles, avoirs et capacités disponibles pour leur sécurité alimentaire et leur nutrition. Au vu des menaces qui planent sur les populations pauvres et marginales et sur leurs avoirs, les marchés, les services publics et les infrastructures, il convient d'adopter un programme de protection pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, fondé sur les cadres et obligations internationaux dans le domaine humanitaire et dans le domaine des droits de l'homme.
- ii) En faisant respecter le droit à une nourriture suffisante et les principes y afférents qui fondent les droits de l'homme (participation, responsabilité, non-discrimination, transparence, dignité humaine, autonomisation et état de droit) lors des crises prolongées, on peut améliorer le ciblage, l'efficacité, l'efficacé et la durabilité des actions humanitaires et de développement, et favoriser la cohérence entre ces deux types d'actions.
- iii) Adopter une approche fondée sur les droits de l'homme implique de comprendre les obligations de protection des droits de l'homme et les facteurs qui alimentent les violations de ces droits, ainsi que les mécanismes de réaction correspondants qui favorisent les droits et protègent ceux qui doivent en jouir.
- iv) La création de moyens d'existence résilients est une approche centrée sur la population. Il en découle qu'il faut respecter les droits des personnes et des groupes, et mettre en place les capacités requises pour la concrétisation des droits de l'homme, et notamment le droit à une nourriture suffisante.
- v) Les principes humanitaires doivent être respectés par toutes les parties intervenant dans les situations de crise prolongée. Les notions d'élimination ou d'atténuation des torts et de responsabilité à l'égard des populations touchées peuvent constituer des points de départ pour des approches plus élaborées s'appuyant sur des cadres relatifs aux droits de l'homme approuvés au niveau international. Il convient d'étudier comment équilibrer au mieux les besoins humanitaires et la nécessité de travailler avec les pouvoirs publics nationaux en vue du renforcement des capacités et de la gestion des risques.
- vi) L'absence de bonne gouvernance est l'une des caractéristiques essentielles des crises prolongées; dans ces cas de figure, la redevabilité peut être faible et il est nécessaire de renforcer et d'appuyer les mécanismes qui doivent permettre de veiller au respect et à l'application des obligations existantes sur le plan humanitaire et concernant les droits de l'homme. Il convient de mettre en place des mécanismes pour suivre, recenser et lutter contre les violations perpétrées par les États et d'autres parties prenantes.
- vii) Le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition offre un cadre général et est un document de référence unique contenant des conseils pratiques sur les recommandations essentielles concernant les stratégies, les politiques et les interventions de sécurité alimentaire et de nutrition qui ont été validées par la prise en main, la participation et la consultation de grande ampleur que permet le CSA. Il fournit des orientations pour permettre aux multiples parties prenantes de mieux coordonner et synchroniser leurs interventions en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, dans tous les contextes, y compris les situations de crise prolongée, et favorise la mise en place d'approches fondées sur les droits de l'homme.

**32. Principe 2** – Faciliter l'adoption de politiques et de mesures nationales pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, qui seront élaborées, mises en œuvre et évaluées avec la participation active de toutes les parties prenantes.

- i) *Les pouvoirs publics nationaux* sont responsables au premier chef de la sécurité alimentaire et de la nutrition de leurs citoyens. Ils doivent s'approprier l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et mesures nationales, et créer un environnement

propice aux actions menées au niveau des communautés, en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Ils doivent veiller à ce que les politiques soient inspirées par les besoins et les intérêts de tous les citoyens, en particulier de ceux qui sont les plus touchés par l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

- ii) Les pouvoirs publics doivent rendre des comptes d'abord et avant tout à leur propre population, et pas aux autres pouvoirs publics; le principe d'appropriation des politiques par les pays va dans le sens de cette logique. *Les partenaires de coopération extérieurs* doivent fournir un appui selon des modalités conformes aux politiques et aux plans nationaux en matière de sécurité alimentaire et de nutrition qui ont été élaborés avec plusieurs parties prenantes.
- iii) L'appropriation des politiques par les pays implique de faire participer plusieurs parties prenantes, en donnant la priorité aux personnes et aux communautés les plus touchées par l'insécurité alimentaire, afin de veiller à ce que les politiques et les mesures soient centrées sur la population, respectent et favorisent les approches fondées sur les droits de l'homme et bénéficient d'une large adhésion. *Toutes les parties prenantes*, qu'il s'agisse de pouvoirs publics nationaux, de partenaires de coopération ou encore d'organisations internationales, par exemple, doivent veiller à la participation de plusieurs parties prenantes. Lorsqu'il y a plusieurs parties prenantes, il faut donner la priorité aux parties prenantes nationales pour les politiques, la coordination et les essais. *Les pouvoirs publics nationaux et les partenaires de coopération* doivent fournir l'appui et les ressources nécessaires pour permettre la participation de toutes les parties prenantes, par exemple les chefs traditionnels, les organisations à assise communautaire et les groupes de femmes, entre autres, dans les communautés touchées.
- iv) Dans les contextes de crise prolongée, les capacités institutionnelles nationales sont souvent compromises et inadaptées, et ne permettent pas aux responsables de faire face à la situation. Ce n'est cependant pas une excuse valable pour contourner les structures nationales. *Les partenaires de coopération* doivent respecter les principes qui sous-tendent l'appropriation des politiques par les pays, laquelle doit être un fil rouge pour une aide efficace et des solutions à long terme. Cette logique implique que les pays s'approprient leur développement, y compris la vision, les priorités, les stratégies, la mise en œuvre et, si nécessaire, le renforcement des capacités pour atteindre cet objectif.
- v) Il peut être particulièrement difficile d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans des contextes de conflit et de fragilité. Lorsque les institutions nationales ou intérieures sont tombées en déliquescence, et lorsque la gouvernance est faible, il peut être difficile de trouver les bons partenaires nationaux et les bons points d'entrée pour les interventions. Par ailleurs, il se peut que les partenaires et les pouvoirs publics locaux soient exclus, soit parce qu'ils sont impliqués dans un conflit violent qui exacerbe l'insécurité alimentaire, ou sont perçus comme des parties à ce conflit, soit parce qu'ils ne sont pas en mesure, pour toute une série de raisons possibles, de s'attaquer aux facteurs sous-jacents et aux causes profondes de l'insécurité alimentaire.

### 33. **Principe 3** – Garantir et soutenir des analyses exhaustives de la situation et des réponses apportées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sur lesquelles fonder des politiques et mesures globales.

- i) Bien souvent, les analyses de la sécurité alimentaire lors des crises prolongées portent uniquement sur les impacts des risques naturels ou des chocs sur la disponibilité des aliments et sur la capacité des populations à satisfaire leurs besoins alimentaires. Cette approche étroite ne permet pas de rendre correctement compte des causes politiques, économiques et institutionnelles de la vulnérabilité des moyens d'existence et de l'insécurité alimentaire, pas plus que des stratégies de subsistance et d'adaptation ou de la résilience des populations touchées. Cela contribue à l'adoption de politiques et de mesures étroites et portant sur le court terme, qui aident peut-être à la satisfaction des



- besoins immédiats mais qui ne permettent pas de s'attaquer aux causes profondes et qui, dans certains cas, peuvent même exacerber et prolonger les crises.
- ii) *Toutes les parties prenantes* doivent veiller à l'exhaustivité de leurs analyses afin que les politiques et les programmes mis en place permettent de s'attaquer aux causes profondes, de créer des moyens d'existence et des systèmes alimentaires résilients et durables et de répondre aux besoins immédiats.
  - iii) La réalisation d'analyses exhaustives des moyens d'existence, de la sécurité alimentaire et de la nutrition suppose que les différents acteurs humanitaires et de développement, en particulier les personnes les plus touchées par les crises, procèdent à des évaluations et à un suivi communs et coordonnés. *Les pouvoirs publics nationaux* doivent veiller à ce que les analyses portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition soient intégrées dans les évaluations plus larges portant sur la pauvreté, la fragilité, les risques et la situation humanitaire.
  - iv) Chaque fois que c'est possible, *les pouvoirs publics et les autres parties prenantes nationales* doivent s'approprier, diriger et coordonner les processus d'évaluation et d'analyse à plusieurs parties prenantes. Il est essentiel de permettre la participation de toutes les parties prenantes pertinentes aux évaluations et aux analyses afin de dégager un consensus sur la situation et sur les politiques et les mesures qu'il convient de prendre.
  - v) *Toutes les parties prenantes* doivent chercher l'objectivité et l'impartialité dans leurs analyses. Force est cependant de reconnaître qu'en réalité, les parties prenantes ont souvent leurs propres intérêts et leurs propres préconceptions politiques, institutionnelles et autres. Le recours à des normes et protocoles communs, acceptés au niveau international, permet de faire de l'analyse de la situation un processus technique et facilite l'examen par les pairs entre les parties prenantes.
  - vi) Les analyses exhaustives doivent porter notamment sur les points suivants: les politiques et mesures mondiales et régionales qui ont une incidence sur la sécurité alimentaire aux niveaux national et sous-national; les environnements politique, institutionnel et de sécurité aux niveaux national et local (répartition du pouvoir et de la richesse, politiques et réglementations publiques, capacités institutionnelles, marchés, etc.), en particulier dans la mesure où ces aspects ont une influence sur la sécurité alimentaire et la sécurité des moyens d'existence; la situation en matière de vulnérabilité (chocs, risques, saisonnalité, etc.); les avoirs et stratégies de subsistance des populations, leurs stratégies d'adaptation, la résistance des ménages aux chocs naturels et causés par l'homme, ainsi que les résultats tels que la sécurité alimentaire et la sécurité des revenus; la santé et l'état nutritionnel.
  - vii) Dans toutes les crises prolongées, mais en particulier dans les situations de conflit, il est essentiel de comprendre les systèmes formels et informels de gouvernance et de gestion des terres et des autres ressources naturelles. Il convient dès lors d'analyser le rôle des communautés locales dans la gestion des ressources naturelles, et les mécanismes mis en place en la matière, et de procéder à une analyse participative, portant sur les deux sexes et sur les différentes parties prenantes, afin de recenser l'ensemble des droits (coutumiers ou autres) des différents acteurs par rapport à une ressource et les modalités d'accès à cette ressource.
  - viii) En cas de conflit violent, il est essentiel que les *partenaires de coopération extérieurs* combinent les analyses du conflit et de l'économie politique et les analyses de la sécurité alimentaire. Les politiques et les programmes auront plus d'impact sur la paix et la sécurité alimentaire si ceux qui les conçoivent tiennent compte des relations entre ces questions.
  - ix) *Toutes les parties prenantes* doivent entreprendre une analyse détaillée et ventilée afin de comprendre les incidences différentes qu'ont les crises sur la sécurité alimentaire et la nutrition des différents groupes vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les personnes âgées et handicapées, les groupes minoritaires et les groupes marginalisés, et afin de faire apparaître également les différences entre les contextes ruraux et les

contextes urbains. Les analyses doivent porter sur les rôles attribués aux hommes et aux femmes et sur les relations entre les sexes, afin d'étayer des interventions visant à soutenir l'autonomisation et la citoyenneté des femmes et l'égalité des sexes de manière plus générale.

- x) Il est essentiel de suivre régulièrement les changements qui surviennent dans les modes de subsistance et les stratégies d'adaptation lors des crises prolongées, en s'appuyant sur des lignes de référence. Il est fondamental d'opérer ce suivi pour mettre en place des réactions efficaces afin de s'attaquer aux faiblesses et de renforcer la capacité des ménages et des communautés à faire face aux chocs.
- xi) Dans les situations de crise prolongée, le manque de données nationales exhaustives est souvent un problème. Il convient d'analyser et, selon les besoins, d'améliorer progressivement la capacité statistique et la capacité de collecte de données des interlocuteurs nationaux.
- xii) Toute une série de politiques et de programmes sont nécessaires et disponibles dans les situations de crise prolongée (voir le principe 4). Il n'existe pas de solution unique. Il est nécessaire de mettre en place une procédure d'analyse des réactions et de prise de décision à plusieurs parties prenantes, qui s'appuierait sur une analyse de la situation fondée sur des éléments concrets, afin de faire les choix utiles et efficaces.

**34. Principe 4 – Concevoir, soutenir et mettre en œuvre des politiques et mesures exhaustives et axées sur la résilience pour s'attaquer à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition dans les contextes de crise prolongée.**

- i) Les politiques et mesures exhaustives pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les situations de crise prolongée doivent viser à la prévention de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans ces situations en contribuant à l'élimination des causes profondes et structurelles du problème (parmi lesquelles les conflits, la mauvaise gouvernance et les faiblesses institutionnelles); à la protection et à la création de moyens d'existence et de systèmes alimentaires résilients et durables pour atténuer les incidences des crises; et à la préparation aux crises pour veiller à ce que les réactions soient rapides et appropriées.
- ii) L'action sur deux fronts, qui figure parmi les «Principes de Rome pour une sécurité alimentaire mondiale durable» et qui est mentionnée dans le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition, décrit les mesures qu'il faut prendre pour: i) lutter de manière immédiate contre la faim et la malnutrition dont souffrent les plus vulnérables et ii) renforcer la résilience et s'attaquer aux causes profondes de la faim.
- iii) Ce modèle est particulièrement pertinent dans les situations de crise prolongée et les mesures proposées doivent être appliquées et adaptées selon les besoins. Les mesures de soutien vital en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sont les éléments constitutifs sur lesquels on peut élaborer des programmes et interventions de renforcement de la résilience à grande échelle de façon à atteindre les personnes les plus vulnérables et à contribuer à préserver les gains éventuellement déjà engrangés en termes de résilience. Il convient de synchroniser et d'entreprendre de manière coordonnée différents types d'interventions, en se fondant sur l'expérience de toutes les parties prenantes, afin de lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire et de concrétiser progressivement le droit à une nourriture suffisante lors des crises prolongées.
- iv) *Les pouvoirs publics* doivent veiller à l'intégration des politiques et mesures exhaustives de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans des politiques et programmes de développement nationaux et régionaux plus larges. Les échecs essuyés lorsqu'il s'agit de s'attaquer aux causes profondes et de renforcer la résilience sont des échecs des politiques et des acteurs du développement. *Les pouvoirs publics des pays touchés par des crises prolongées et les autres acteurs du développement* doivent assumer une plus grande responsabilité en vue de l'élimination des causes profondes et

- de la promotion de moyens d'existence et de systèmes alimentaires résilients lors des crises prolongées.
- v) L'élaboration de programmes en vue de la création de moyens d'existence résilients pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition poursuit plusieurs objectifs: répondre aux besoins de base et contribuer à la protection des civils (fourniture de moyens d'existence), protéger les avoirs et aider à leur récupération (protection des moyens d'existence) ou encore améliorer les stratégies en renforçant les institutions et en influant sur les politiques (promotion des moyens d'existence).
  - vi) On a souligné dans le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition l'importance de la protection sociale et de la réduction des risques de catastrophe lorsqu'il s'agit de «relier les deux fronts». Ces approches sont particulièrement importantes dans les crises prolongées pour protéger et pour créer des moyens d'existence et des systèmes résilients. *Les acteurs humanitaires* doivent contribuer au renforcement du degré de préparation afin qu'il soit possible de renforcer les systèmes de protection sociale à long terme et de réduction des risques de catastrophe en réaction aux chocs et aux dangers cycliques, qui sont monnaie courante lors des crises prolongées.
  - vii) Parmi les autres possibilités programmatiques, on peut citer des méthodes innovantes d'achat pour l'aide alimentaire, des investissements dans les moyens d'existence agricoles et non agricoles, l'association avec le secteur privé, le recours à des programmes de transferts en espèces, des interventions en espèces et l'alimentation thérapeutique, dans les communautés, pour traiter la malnutrition aiguë.
  - viii) Les interventions de sécurité alimentaire doivent tenir compte de la nutrition, c'est-à-dire être conçues pour permettre une amélioration de l'état nutritionnel. Cet aspect est essentiel pour le renforcement de la résilience: des personnes bien nourries sont en meilleure santé, sont plus productives et sont capables de faire face aux chocs et aux facteurs de stress qui peuvent apparaître.
  - ix) Lors de la conception et de la mise en œuvre des politiques et des mesures, il convient de prêter une attention particulière aux besoins nutritionnels des mères, notamment les femmes enceintes et qui allaitent, et des jeunes enfants, en particulier entre la conception, la phase d'alimentation complémentaire et l'âge de deux ans.
  - x) Les politiques et mesures doivent tenir compte des incidences de la saisonnalité sur la sécurité alimentaire et la nutrition.
  - xi) La recherche agronomique pourrait jouer un rôle important dans la revitalisation des institutions et organisations de producteurs locales et rurales en vue de la création de moyens d'existence durables et résilients, l'objectif étant de lutter contre l'insécurité alimentaire et de contribuer à la revitalisation de la société par le transfert de connaissances, de l'innovation et de la technologie.
  - xii) Chaque fois que c'est possible, il faut renforcer la recherche participative, la vulgarisation et les services agricoles, en particulier lorsqu'ils visent à répondre aux besoins spécifiques des petits exploitants et des exploitants familiaux, et notamment des agricultrices et des jeunes.
  - xiii) Pour que les interventions soient adaptées au contexte et aux capacités locales, il convient de favoriser une technologie qui fonctionne au sein des communautés et avec celles-ci, de façon à accroître la productivité, à diversifier la production, à améliorer la valeur nutritive et à renforcer la résilience dans le respect des principes du développement durable.
  - xiv) Les politiques et mesures visant à prévenir l'insécurité alimentaire et la malnutrition et à protéger et à créer des moyens d'existence et des systèmes alimentaires résilients et durables sont souvent négligées lors des crises prolongées, alors qu'il est possible de les mettre en place. Les principes 5, 6 et 7 recensent des points particulièrement importants dont il convient de tenir compte à cet égard.

**35. Principe 5** – Préserver l'accès des petits producteurs d'aliments et des exploitants familiaux aux avoirs productifs et aux ressources naturelles, en favorisant une gouvernance stable et équitable des droits sur les terres et les autres ressources naturelles avant et pendant les crises prolongées, ainsi qu'au sortir de ces crises.

- i) Les ressources naturelles sont l'élément de base fondamental de nombreux moyens d'existence dans les situations de crise prolongée, tant pour la survie que pour la récupération. L'accès des petits producteurs d'aliments et des exploitants familiaux aux avoirs productifs et aux ressources qui contribuent à la sécurité alimentaire et à la nutrition est à la fois important et critique lors des crises prolongées. C'est là un élément clé pour la lutte contre la faim et la pauvreté et pour l'amélioration des moyens d'existence ruraux, ainsi que pour l'amélioration de la santé et de l'éducation et pour la mise en place d'un développement durable sur les plans social, économique et environnemental.
- ii) Fournissant subsistance et ressources naturelles, et apportant un sentiment d'appartenance et d'identité, la terre a souvent un profond sens politique, socioéconomique, émotionnel et symbolique pour les populations, ce qui en fait une ressource pouvant donner lieu à des affrontements. Les crises prolongées peuvent faire passer l'accès inégal aux terres du statut de source structurelle de pauvreté à celui d'effet multiplicateur de conflits. Les différends relatifs aux droits sur la terre et les ressources naturelles peuvent alimenter et déclencher des conflits et sont un des problèmes les plus complexes qu'il faut régler lors des crises prolongées. En veillant à ce que les interventions de sécurité alimentaire règlent de façon permanente les inégalités entre les groupes, en particulier s'agissant de la terre, l'on pourrait réduire le risque de conflits violents.
- iii) *Toutes les parties prenantes* doivent éviter les actions qui dégradent des ressources naturelles essentielles aux moyens d'existence et qui pourraient entraver l'accès à ces ressources. Elles doivent chercher à obtenir les conditions de sécurité publique qui permettent aux agriculteurs, et en particulier aux femmes, d'accéder aux terres pour les cultures et les récoltes, qui permettent aux personnes d'accéder aux marchés pour acheter et vendre des produits, et qui permettent aux personnes d'accéder à leurs familles et à leurs réseaux sociaux afin de s'entraider. Elles doivent adopter des mesures proactives pour protéger les femmes contre la violence physique liée aux ressources et contre les autres risques pesant sur leur sécurité.
- iv) La stabilité environnementale, les conflits et la sécurité alimentaire sont influencés par les régimes fonciers, et influencent ces régimes. Une gestion efficace des terres et des ressources naturelles peut favoriser la consolidation de la paix (c'est-à-dire réduire le risque de rechute dans un conflit et/ou des troubles sociaux), soutenir le développement et améliorer la sécurité alimentaire dans les situations de crise prolongée. Le fait de négocier une gestion responsable des ressources communes (par exemple l'eau, la terre ou les forêts) pourra faciliter la conclusion d'un accord sur d'autres questions auxquelles il est trop difficile de s'attaquer dans un premier temps.
- v) Il convient d'élaborer des lignes directrices pour tous les acteurs pour la gestion et le partage de ressources rares en s'appuyant sur l'analyse du rôle des communautés locales et sur les mécanismes traditionnels que celles-ci appliquent. Il convient aussi de favoriser la participation des femmes dans les structures formelles et informelles de prise de décision ainsi que dans les procédures de gouvernance liées à la gestion des ressources naturelles.
- vi) Aux côtés des communautés locales, il convient de faciliter l'adaptation des mécanismes traditionnels aux changements qui surviennent dans le contexte immédiat, par exemple les incidences démographiques, transfrontières, climatiques et autres.
- vii) Dans les situations de crise prolongée, les femmes sont souvent d'abord et avant tout chargées de satisfaire les besoins en eau, en nourriture et en énergie des ménages et des communautés. Il convient d'exploiter la possibilité que représentent les rôles des femmes dans la gestion des ressources naturelles afin d'éviter de perpétuer les

inégalités et de ne pas entraver la reprise après une crise prolongée; les femmes recèlent un potentiel inexploité en tant que moteurs de la revitalisation économique.

- viii) Il faut cibler les femmes du secteur traditionnel, dont le soutien économique est essentiel pour leurs familles et leurs communautés et qui, avec les aînés, ont souvent beaucoup de poids dans les situations de conflit, et travailler avec ces femmes. Il faut chercher à mettre en place des interventions visant à l'égalité des sexes, à l'autonomisation des femmes et à la gestion durable des ressources naturelles afin d'améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et la consolidation de la paix.
- ix) Les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale doivent être appliquées comme il convient. Ces Directives fournissent des orientations pertinentes en réponse au changement climatique, aux catastrophes naturelles et aux conflits. Elles englobent les obligations au titre du droit national et du droit international, compte dûment tenu des engagements volontaires pris au titre des instruments régionaux et internationaux applicables.

**36. Principe 6** – Admettre et mieux comprendre la relation qui unit conflit violent et insécurité alimentaire et nutritionnelle; favoriser la mise en place de solutions pour la sécurité alimentaire et la nutrition et intégrer ces solutions dans les efforts liés à la consolidation de la paix, à l'administration de la justice en période de transition et à la gouvernance.

- i) Il faut admettre l'impact négatif que le conflit violent et l'insécurité ont sur la sécurité alimentaire et la nutrition, tant sur les moyens d'existence ruraux que sur les moyens d'existence urbains, et admettre aussi que l'insécurité alimentaire peut avoir un effet multiplicateur sur les menaces et/ou alimenter le conflit et l'insécurité. La violence peut conduire à l'insécurité alimentaire, et peut être alimentée par cette dernière.
- ii) Il est essentiel de mettre en œuvre, aux niveaux national, régional et mondial, des interventions et stratégies de consolidation de la paix, d'amélioration de la gouvernance, de réduction de la fragilité et d'administration de la justice en période de transition pour sortir des crises prolongées et pour créer des environnements institutionnels propices pour des systèmes alimentaires viables qui soutiendront la sécurité alimentaire et la nutrition. Les organisations internationales doivent encourager la consolidation de la paix et la résolution des crises prolongées, et nombre des interventions nécessaires ont trait à l'insécurité alimentaire. Les acteurs compétents en matière de sécurité alimentaire sont encouragés à mener dans toute la mesure possible des processus d'atténuation des conflits et d'autres processus similaires, en adoptant des mesures qui intègrent la question des conflits.
- iii) Par ailleurs, les programmes de sécurité alimentaire peuvent avoir des retombées positives au-delà du contexte de la lutte contre la faim et la malnutrition dans les populations touchées par les crises prolongées, et offrir des possibilités qui dépassent ce contexte. L'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition peut contribuer à la réalisation des objectifs de consolidation durable de la paix, notamment du fait du renforcement de la cohésion et de la participation sociales, de l'équité, des capacités, de la confiance et de la légitimité.
- iv) Des programmes bien conçus et pilotés par les communautés peuvent améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, en atténuant les tensions et les facteurs de conflit, en renforçant la confiance, en recensant et en éliminant les causes, en empêchant l'aggravation de l'insécurité alimentaire, en redonnant un sens de «normalité» et en ouvrant la voie à une reprise fondée sur des moyens d'existence plus durables.
- v) *Les pouvoirs publics nationaux* et les partenaires de coopération doivent veiller à ce que les initiatives nationales, gérées et mises en œuvre par les pays, visant au soutien de la transition vers la stabilité, reflètent correctement et clairement les considérations de sécurité alimentaire.

**37. Principe 7** – Soutenir activement les capacités institutionnelles et la bonne gouvernance et veiller à l'existence de celles-ci.

- (i) *Les pouvoirs publics nationaux* doivent poursuivre les objectifs de bonne gouvernance. On rappellera à cet égard que la bonne gouvernance est essentielle pour la concrétisation de tous les droits de l'homme, y compris l'élimination de la pauvreté et la garantie de moyens d'existence satisfaisants pour tous.
- (ii) Les facteurs structurels, parmi lesquels les institutions en faillite, sont souvent à la base des crises prolongées, et jouent aussi un rôle important dans l'entretien de ces crises. Une mauvaise gouvernance et une capacité institutionnelle faible figurent parmi les principales caractéristiques des crises prolongées, qui font payer un lourd tribut aux institutions informelles et qui peuvent sérieusement affaiblir les réseaux sociaux qui, autrement, pourraient faire office de tampons contre les effets néfastes des crises.
- (iii) Le processus d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation des politiques et mesures relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition lors des crises prolongées doit être axé sur le consensus, participatif, transparent, équitable et ouvert, cohérent par rapport aux obligations internationales relatives aux droits de l'homme, efficient et efficace, et impliquer une obligation de rendre compte.
- (iv) Les problèmes de gouvernance sont importants et complexes, en particulier lorsque les acteurs ont tendance à recourir à la violence. De récentes analyses soulignent qu'il est nécessaire de soutenir directement les institutions pour lutter contre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées; il est par ailleurs essentiel de renforcer les institutions et structures de gouvernance légitimes pour fournir sécurité, justice, emplois et services sociaux afin de rompre le cycle de la violence. Investir dans des interventions relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition peut se révéler efficace pour la promotion d'une meilleure gouvernance au moyen du renforcement de la confiance et de la légitimité, entre autres avantages, et il convient de le faire en parallèle avec les efforts déployés aux niveaux local, national, régional et international.
- (v) *Toutes les parties prenantes* doivent comprendre le pouvoir politique, les intérêts et le cadre de gouvernance qui caractérisent une situation de crise prolongée afin de veiller à ce que les interventions ne nuisent pas aux structures formelles et informelles existantes qui sont efficaces et responsables. Il est essentiel de recenser les systèmes en fonction, au sein des institutions locales et des autres réseaux de parties prenantes existants, qui soutiennent les moyens d'existence et qui permettent leur existence, et ensuite de reconstruire ces systèmes et les cadres institutionnels qui leur sont associés. On contribuera ainsi à la pertinence des mesures, à leur acceptation par les destinataires et à l'amélioration durable de la sécurité alimentaire, et l'on veillera à ce que le renforcement de la résilience soit ancré dans le contexte local dans toute la mesure possible.
- (vi) Il est important d'éviter tout cloisonnement entre les rôles des différents fournisseurs d'aide, en particulier des fournisseurs d'aide alimentaire et des partenaires gouvernementaux. Fournir une protection sociale risque de conduire, à terme, à une obligation illimitée de fournir des services sociaux de base. Travailler de préférence seulement avec les institutions de la société civile plutôt qu'avec les institutions formelles liées à l'État peut affaiblir les autorités locales et encourager le développement de systèmes de gouvernance parallèles. Pour contrer cette tendance, il faut renforcer en permanence la capacité technique et logistique du gouvernement et des autres institutions locales à jouer des rôles plus centraux dans la fourniture des services et dans la protection sociale.
- (vii) Une mauvaise gouvernance incite davantage à la corruption et laisse plus de place à celle-ci. De la même manière, la corruption fragilise la gouvernance dans la mesure où elle altère les décisions politiques et la mise en œuvre de celles-ci. La promotion de la bonne gouvernance contribue à la lutte contre la corruption. Elle complète les initiatives ciblant la corruption de manière plus directe, telles que les processus participatifs pilotés par les communautés, la sensibilisation du public et le

renforcement de la capacité et l'amélioration du fonctionnement des commissions nationales de lutte contre la corruption, lorsqu'elles existent.

- (viii) À mesure que s'améliore la capacité à garantir une bonne gouvernance, il est important que les partenaires travaillent avec le gouvernement et les autres institutions pour délimiter clairement les rôles et responsabilités de chacun s'agissant de la fourniture des infrastructures et de la sécurité et de la création des conditions propices à la paix et à la stabilité.
- (ix) Les institutions coutumières ou informelles, y compris celles qui sont chargées de la protection sociale, de la résolution des différends et de la justice, prennent souvent la relève des institutions nationales lorsque celles-ci sont défaillantes, pour combler des lacunes importantes. Dans certains cas, elles peuvent avoir un potentiel suffisant pour jouer un rôle déterminant dans la lutte contre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées.

**38. Principe 8** – Veiller à la mise en place de mécanismes de financement pluriannuels, prévisibles et souples, qui soient cohérents par rapport aux plans nationaux et qui établissent un lien entre les réactions et les interventions à court terme et à long terme.

- i) Lorsque les acteurs prennent des engagements de fourniture de ressources, que ce soit aux niveaux national et/ou international, ils doivent tenir compte de la longue période qui sera nécessaire pour améliorer la situation et pour vaincre l'insécurité alimentaire dans une crise prolongée. *Les fournisseurs d'aide* sont encouragés à créer des mécanismes et un financement pluriannuels et souples qui: a) facilitent les approches multisectorielles de lutte contre l'insécurité alimentaire, b) s'attaquent aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aux niveaux régional et national, et c) soient susceptibles de générer des économies en raison de la réaction précoce et de la planification à plus long terme.
- ii) Les programmes de renforcement de la résilience à long terme doivent pouvoir être adaptés au changement de circonstances. *Les fournisseurs d'aide* sont encouragés à fournir un appui souple, qu'ils pourront adapter rapidement aux difficultés que poseront les crises prolongées et qu'ils pourront intensifier en réponse aux nouveaux chocs et facteurs de stress.
- iii) Il existe déjà une multitude de mécanismes; *les fournisseurs d'aide* doivent étudier de près les questions de savoir comment harmoniser ces mécanismes et mieux les utiliser, et comment améliorer la coordination des différents acteurs. Une plus grande souplesse et le renforcement de la collaboration entre les financements et les programmes de développement et les financements et les programmes humanitaires permettront aux acteurs de mieux définir les responsabilités lorsqu'il s'agit de s'attaquer à la vulnérabilité profonde aux crises, et de concevoir des programmes plus susceptibles d'empêcher que les crises de sécurité alimentaire ne se transforment en situations de nécessité aiguë.
- iv) *Les fournisseurs d'aide* doivent veiller à ce que les restrictions du financement à court terme n'entravent pas les possibilités de renforcement de la résilience. Les interruptions du soutien, ou les retards pris dans celui-ci, y compris ceux d'ordre bureaucratique ou procédural, auront un effet négatif sur la lutte contre l'insécurité alimentaire dans les communautés vulnérables. Des politiques opérationnelles flexibles, laissant la place à la souplesse et à la capacité d'adaptation aux changements soudains de contexte, sont nécessaires, tout comme les capacités et compétences qui doivent accompagner ces politiques.
- v) Il faut opérer un basculement fondamental pour gérer le risque d'insécurité alimentaire de façon responsable, au moyen du renforcement de la résilience et de l'action et de la réaction anticipées, au lieu de transférer ce fardeau aux populations vulnérables qui sont les moins à même de faire face au problème. Les organisations doivent adopter une approche de gestion du risque et non d'aversion pour le risque afin de stimuler une réaction précoce aux premiers signaux d'alerte d'une crise, et ainsi sauver des moyens

d'existence et des vies. Il est essentiel que les professionnels, les pouvoirs publics et les donateurs reconnaissent que même si les prévisions peuvent parfois être fausses, la gestion du risque constitue, de manière générale, une meilleure approche. Ce sont *les pouvoirs publics et la communauté internationale*, et non les populations touchées, qui doivent absorber ce risque.

- vi) La fourniture d'un soutien ne doit pas nuire aux capacités et aux structures de gouvernance locales. En investissant dans la prise de décision au niveau local, par les pouvoirs publics et les communautés, on contribue à ce que les interventions et les programmes restent à la fois bien étayés et réactifs. Il faut favoriser une programmation de l'aide souple, qui permette aux personnes de combiner leurs ressources et capacités aux ressources fournies dans le cadre du soutien national ou international.
- vii) *Les fournisseurs d'aide* doivent donc être prêts à envisager de risquer un niveau accru d'investissement en amont dans les situations de crise prolongée. Même si les raisons de ne pas investir dans la réduction préalable des risques pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées peuvent être impérieuses, cela n'a pas beaucoup de sens à long terme et peut déboucher sur une situation qui nécessitera une aide humanitaire prolongée.

**39. Principe 9** – Garantir et intégrer un apprentissage systématique tiré de l'expérience dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition lors des crises prolongées afin d'améliorer continuellement les politiques et mesures.

- i) Les mesures futures doivent s'appuyer sur l'expérience collective, sur les approches testées et éprouvées et sur les leçons tirées par les différentes parties prenantes au cours des nombreuses années qu'elles ont passées à chercher à prévenir et à combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées. La pratique future doit s'accompagner d'approches d'apprentissage systématique et de gestion des connaissances.
- ii) Pour être efficaces, les approches et stratégies doivent rester adaptées au contexte. Il convient de continuer à remettre en question les pratiques et méthodes actuelles, et à adopter des approches nouvelles, améliorées et adaptées au contexte.
- iii) Il convient de continuer à élaborer des mécanismes de suivi et d'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et de mesure de la résistance des ménages à l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées, afin d'étayer des programmes fondés sur des éléments concrets et d'améliorer sans cesse la situation. Pour contribuer à la réalisation de cet objectif, toutes les parties prenantes doivent avoir la capacité de planifier, de mettre en œuvre et de suivre des programmes et des projets qui traitent de la sécurité alimentaire et de la nutrition lors des crises prolongées.
- iv) Il convient de renforcer la capacité officielle d'alerte rapide et améliorer son efficacité en investissant dans la capacité nationale d'alerte rapide, en s'appuyant sur une analyse exhaustive des capacités disponibles et des besoins actuels dans les zones à risque.
- v) *Les fournisseurs d'aide* doivent envisager de créer des plateformes, des programmes et des processus pour veiller à une action rapide, en intégrant les capacités à court terme dans des programmes à plus long terme qu'ils pourraient adapter et intensifier en réponse aux signaux d'alerte rapide.

**40. Principe 10** – Renforcer la responsabilité à l'égard de toutes les parties prenantes, y compris les populations touchées, pour veiller à ce que les mesures de prévention de l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées et les mesures de réaction soient prises rapidement et dans le respect des droits des individus touchés par les crises.

- i) L'absence de responsabilisation est l'une des raisons qui expliquent la persistance de situations graves d'insécurité alimentaire, en particulier dans des crises prolongées où



les structures de gouvernance sont faibles et les institutions démocratiques imparfaites ou absentes.

- ii) *Les institutions et les services des organismes et pouvoirs publics* qui conçoivent et mettent en œuvre les réactions doivent être tenus de rendre des comptes aux populations touchées. Plus spécialement, ils doivent veiller à ce que, tout au long du cycle du programme, tous les segments d'une communauté touchée (compte tenu du sexe, de l'âge et de la diversité) reçoivent les informations dont ils ont besoin pour prendre des décisions éclairées, puissent participer à la prise des décisions qui influent sur leur vie, ou être représentés dans cette prise de décisions, et puissent formuler des commentaires et des réclamations sur l'aide ou les services qui leur sont fournis. Il convient tout particulièrement de veiller à ce que les personnes touchées soient protégées contre toute forme d'exploitation ou d'abus, notamment sexuel, par tout intervenant associé à la mise en œuvre de la réaction.
- iii) L'établissement de priorités dans les mesures à prendre s'appuyant sur des données et informations d'alerte rapide, sur la consultation de plusieurs parties prenantes, sur des approches fondées sur les droits de l'homme et axées sur les résultats et sur des objectifs réalistes contribue à favoriser une responsabilisation accrue s'agissant des résultats obtenus en matière de sécurité alimentaire.
- iv) Il faut créer des outils pour recenser les rôles et fonctions assumés par les différentes parties prenantes dans la lutte contre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées, afin d'attribuer aux différents acteurs les responsabilités pour les différentes fonctions. Il faut utiliser ces outils pour voir lesquelles de ces responsabilités, s'agissant de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les crises prolongées, sont assumées et lesquelles ne le sont pas, afin de prendre les mesures correctives voulues.
- v) *Tous les acteurs* associés doivent instaurer officiellement des mécanismes efficaces de responsabilité à plusieurs parties prenantes, à tous les niveaux et dans toutes les phases d'une crise prolongée, afin de garantir que les politiques et mesures donneront des résultats.
- vi) *Tous les acteurs* qui appliquent les principes présentés dans le CSA-A4A et les lois et normes existantes qui concernent les interventions visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les situations de crise prolongée doivent répondre de leurs décisions, des mesures qu'ils prennent et des incidences de celles-ci.
- vii) *Toutes les parties prenantes* doivent travailler à des cadres communs pour des approches axées sur les résultats en vue de lutter contre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées, en s'appuyant sur les expériences des plateformes régionales existantes et en cherchant à améliorer les liens entre l'alerte rapide et l'action rapide.
- viii) Le choix d'une réaction sera plus facile à justifier si cette réaction a été testée et s'il a été prouvé qu'elle fonctionnait. Les *acteurs compétents* doivent travailler ensemble pour tester de nouvelles approches et pour démontrer l'efficacité de celles-ci. Grâce à ce type de partenariats, on pourrait contribuer à étayer des programmes communs de long terme et souples, conçus pour être rapides et réactifs, dans les régions vulnérables qui connaissent des crises prolongées. On pourra ainsi: fonder la conception des interventions sur une base concrète afin d'apporter le plus d'avantages à ceux qui en ont besoin; éviter de causer du tort; produire des hypothèses sur les cycles de changement sur lesquelles on pourrait appuyer le suivi; connaître le type et l'ampleur des interventions requises pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.

### ***La voie à suivre***

41. Il incombe à *tous les membres et participants du CSA* de diffuser ces principes et de promouvoir leur utilisation lors de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des politiques et mesures aux niveaux mondial, régional, national et local.
42. Cette diffusion s'appuiera sur la mise en œuvre de la stratégie de communication du CSA, qui exploite les réseaux existants.

43. *Les pouvoirs publics nationaux* sont encouragés à faciliter et à institutionnaliser volontairement des processus à plusieurs parties prenantes impliquant les éléments suivants:
- i) le recours aux principes du CSA-A4A aux fins de l'examen et du développement des politiques, des mesures, des investissements et des capacités institutionnelles nationaux pour la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition lors des crises prolongées;
  - ii) le partage des plans et des enseignements tirés avec les autres parties prenantes du CSA, notamment les documents de politique et de stratégie, les directives opérationnelles, les outils et les conclusions des évaluations (par exemple en passant par une plateforme de connaissances à plusieurs parties prenantes).
44. Il s'agit notamment d'examiner, d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et mesures dans les zones à risque et dans les zones touchées, ainsi que dans les autres pays dont les politiques et mesures peuvent avoir une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans des crises prolongées, s'agissant notamment de la coopération et de l'aide internationales.
45. *Les donateurs, les partenaires de coopération, les organisations internationales, les entreprises et les organisations de la société civile* sont également encouragés à faciliter la mise en place de leurs propres processus participatifs d'examen des politiques et mesures, et à partager les enseignements qu'ils tirent et leurs plans pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, par l'intermédiaire du CSA.
46. L'examen et le suivi des politiques et mesures doivent être conformes aux cinq principes énumérés dans le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition<sup>vii</sup> et s'appuyer sur le «Cadre de suivi des décisions du CSA»<sup>viii</sup>, approuvé par le CSA. Le suivi doit permettre de garantir que les responsables rendent des comptes aux populations à risque et aux populations touchées, et permettre à celles-ci de formuler des observations pendant la mise en œuvre des politiques et des mesures. Les mécanismes de suivi doivent s'appuyer sur les mécanismes existants aux niveaux mondial, régional, national et local.
47. Les principes énoncés dans le présent document fournissent une base par rapport à laquelle on pourra mesurer les progrès réalisés. Ils permettent à toutes les parties prenantes de définir si les mesures qu'elles proposent, et les mesures des autres, sont adaptées et pertinentes, et de rendre des comptes à ce sujet.
48. Le CSA est l'enceinte mondiale dans laquelle tous les acteurs compétents peuvent tirer des enseignements des expériences des uns et des autres, et évaluer les progrès réalisés dans la concrétisation des objectifs et objets du CSA-A4A, ainsi que la pertinence, l'efficacité et l'impact des principes d'action.
49. Les principes du CSA-A4A seront intégrés dans les futures versions du Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Le CSA devra les examiner et les actualiser tous les cinq ans en s'appuyant sur les enseignements tirés.
50. Au niveau mondial, *le Bureau et le Groupe consultatif du CSA* doivent superviser la création et les travaux d'un groupe de travail technique à plusieurs parties prenantes. Ce groupe de travail doit: fournir et faciliter un soutien, selon les demandes, aux régions et aux pays en vue de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des politiques et mesures; compiler et diffuser les enseignements tirés (par exemple au travers d'une plateforme de connaissances); aider le CSA à actualiser les principes d'action. Il convient d'utiliser les capacités existantes chaque fois que c'est possible. Le groupe de travail doit faire rapport au Bureau et au Groupe consultatif du CSA au moins une fois par an et selon les orientations adoptées dans un Cadre de suivi des décisions du CSA.

## PARTIE 2 – TRANSFORMER LES PRINCIPES EN ACTION

### *Annexe A – Exemples de politiques et de mesures*

#### **A.1 Introduction**

Cette annexe cible les responsables politiques et les décideurs chargés de la conception et de la mise en œuvre des politiques et des mesures de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition pendant les crises prolongées. Elle a pour objet de les inspirer et de les guider dans l'élaboration et l'exécution de politiques et de mesures conformes aux principes du Programme d'action (CFS-A4A).

Les utilisateurs de cette annexe sont encouragés à étudier ces exemples, ces orientations et ces outils de façon plus approfondie et à prendre contact avec les personnes ayant contribué à l'élaboration de ces instruments afin d'apprendre de l'expérience d'autrui et de déterminer les approches applicables dans leur contexte.

L'annexe comprend les types suivants de ressources liées aux principes:

- Exemples de politiques et de mesures nationales (y compris des programmes) de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition pendant les crises prolongées. Les exemples de bonne pratique sont parfois limités, d'où la nécessité du Programme d'action. Certains exemples fournis décrivent des politiques et des mesures qui ne respectent pas les principes, et ce afin d'illustrer les limites de ces instruments pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition.
- Exemples d'initiatives mondiales et régionales visant à soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de mesures à l'échelle régionale et au niveau des pays.
- Exemples de directives et d'outils susceptibles d'aider à l'application des principes.
- Mesures possibles à mettre en œuvre pour concrétiser les principes.

Les exemples présentés à l'Annexe A n'impliquent aucune approbation de la part du Comité de la sécurité alimentaire mondiale ni des États membres ou d'autres participants. Ils sont fournis à des fins d'illustration uniquement et ont été choisis sur la base des critères ci-dessous par le Groupe de soutien technique qui a accompagné la rédaction du Programme d'action:

- Les exemples doivent faire clairement écho au principe qu'ils illustrent et contribuer à montrer de quelle façon celui-ci peut être transformé en action.
- Ils doivent illustrer différents types de crises prolongées, et ne pas être utilisés plus d'une fois si possible.
- Ils doivent donner la priorité aux politiques et aux mesures élaborées et conduites par les gouvernements et d'autres parties prenantes nationales, mais présenter aussi des politiques et des mesures mondiales et régionales menées par des entités régionales, des organisations internationales, des donateurs ou des organisations non gouvernementales (ONG) internationales, sous réserve que ces politiques et mesures éclairent les principes traités.

Comme indiqué à la section consacrée à la voie à suivre dans la première partie, les décideurs et les directeurs de programme sont encouragés à l'avenir à échanger leurs exemples de politiques, de stratégies, de plans, de directives opérationnelles, d'outils et de résultats d'évaluations ou encore d'enseignements tirés de l'expérience.

Les exemples fournis à l'Annexe A doivent servir de point de départ à la constitution d'un référentiel public de bonnes pratiques et d'outils susceptibles d'être utilisés par l'ensemble des pays et des parties prenantes pour prévenir, atténuer, voire éliminer l'insécurité alimentaire et la malnutrition pendant les crises prolongées.

## **Principe 1**

### ***A.1.1 Malawi: vers une loi-cadre nationale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle<sup>1</sup>***

Le Malawi est un pays où les niveaux d'insécurité alimentaire chronique sont élevés et qui a, dans un passé récent, connu des crises alimentaires aiguës et répétées, provoquées par des catastrophes naturelles. Un quart des Malawiens sont «ultra-pauvres», ce qui signifie que leur revenu est inférieur au coût estimé de l'apport énergétique journalier recommandé.

Environ la moitié des enfants de moins de 5 ans montrent des signes de malnutrition chronique. On estime que 48 pour cent sont trop petits compte tenu de leur âge (retard de croissance), que 30,6 pour cent ont un poids insuffisant pour leur âge (insuffisance pondérale) et que 11,4 pour cent ont un poids trop faible au vu de leur taille (émaciation). Les sécheresses et les inondations poussent en moyenne 265 000 personnes supplémentaires dans la pauvreté tous les ans et occasionnent une perte annuelle moyenne de 1,7 pour cent du PIB.

Le Malawi dispose d'un large éventail de politiques et de stratégies bien rédigées et clairement orientées qui visent à accélérer la concrétisation du droit à une nourriture suffisante. Il lui manque toutefois un cadre plus solide qui fasse le lien entre ses multiples politiques, stratégies et programmes et crée des effets de synergie entre les différents instruments. Idéalement, un cadre de ce type pourrait être ancré dans la législation, à travers une loi-cadre nationale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle/le droit à l'alimentation. Le Rapporteur spécial a été encouragé par l'intérêt pour une telle loi-cadre qu'ont manifesté ses interlocuteurs au sein du Gouvernement et dans la société civile. Les premiers pas en ce sens ont déjà été faits à l'occasion de débats autour d'un projet de loi sur la sécurité alimentaire, rédigé en consultation avec des organisations de la société civile sous l'égide du Réseau national pour le droit à l'alimentation.

Le Rapporteur spécial encourage le Gouvernement à relancer cette proposition, en consultation avec les parties prenantes concernées, à savoir les commissions parlementaires, la Commission des lois et la Commission des droits de l'homme du Malawi, les organisations de la société civile, les associations d'agriculteurs et le secteur privé.

### ***A.1.2 Sierra Leone: création de mécanismes communautaires de règlement des différends pour la médiation et la résolution de problèmes liés à la sécurité alimentaire et au droit à l'alimentation<sup>2</sup>***

En Sierra Leone, la fourniture gratuite de services parajuridiques à une communauté a débouché sur des solutions locales tout en renforçant la responsabilité et la transparence. Dirigée par le Centre juridique d'accès à la justice, cette expérience montre qu'une autre voie est possible pour résoudre les différends entre les citoyens ou les communautés, et les fonctionnaires de l'Administration lorsqu'une procédure officielle est trop coûteuse, inaccessible ou culturellement inacceptable.

L'expérience s'est déroulée en quatre étapes:

1. sensibilisation aux droits et présentation à la communauté du rôle des assistants juridiques;
2. mise en place de conseils de surveillance composés de membres volontaires dont le rôle est de faire le lien avec la communauté et de servir de voies de communication entre cette dernière et les assistants juridiques mobiles du Centre juridique;
3. recensement, examen et médiation des litiges avec le concours des assistants juridiques;
4. renvoi des problèmes complexes ou non résolus à l'avocat-superviseur du Centre juridique.

<sup>1</sup> Source: End of mission statement by the Special Rapporteur on the Right to Food, Malawi, 12 au 22 juillet 2013 [www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=13567&LangID=E](http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=13567&LangID=E)

<sup>2</sup> Source: FAO 2012. Note d'orientation: Intégrer le droit à une alimentation adéquate aux programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Rome. [www.fao.org/docrep/019/i3154f/i3154f.pdf](http://www.fao.org/docrep/019/i3154f/i3154f.pdf)

La médiation a fait intervenir des membres de la communauté, des tiers représentant l'État et des parties prenantes opérant dans le district. Parmi les 11 affaires relatives à la sécurité alimentaire rapportées figuraient un différend entre un propriétaire foncier et l'Institut de recherche agricole de la Sierra Leone et une affaire opposant trois membres de la communauté à une société de construction qui s'était appropriée leurs terrains en détruisant les récoltes sans indemnisation.

Les membres de la communauté ont été dotés des moyens de signaler les questions ayant une incidence sur leurs moyens d'existence, questions qui, sans cela, seraient tombées dans l'oubli. Pour permettre aux communautés de prendre le contrôle du traitement de ces dossiers, des conseils communautaires de surveillance ont été créés. Leur rôle était de suivre les activités des assistants juridiques et d'évaluer si elles leur étaient bénéfiques, d'informer les communautés, et de créer un environnement d'apprentissage dans l'optique d'une médiation pacifique des différends liés à l'alimentation, en renforçant la sensibilisation aux droits.

## **Principe 2**

### ***A.2.1. Haïti: Commission nationale de lutte contre la faim et la malnutrition (COLFAM) – une plateforme interministérielle au service des politiques de sécurité alimentaire et de nutrition<sup>3</sup>***

Les situations d'urgence sont récurrentes en Haïti et compromettent souvent les bénéfices potentiels de la lutte contre la malnutrition. Après le tremblement de terre dévastateur de 2010, les inondations provoquées par l'ouragan Sandy dans le nord du pays ont détruit plusieurs centres de récupération nutritionnelle. D'autres régions ont subi une baisse de la production agricole en raison des dommages causés aux récoltes. Haïti recherche donc les moyens d'intégrer pleinement les interventions d'urgence et les activités de préparation aux catastrophes dans sa lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

La Commission nationale de lutte contre la faim et la malnutrition (COLFAM) est chargée de l'orientation stratégique d'ABA GRANGO, le cadre national stratégique de lutte contre la faim et la malnutrition mis en place par le Gouvernement haïtien. Ce cadre permet de fédérer, de renforcer et d'harmoniser l'action de neuf ministères, de sept organismes autonomes, de la Croix-Rouge Haïtienne (CRH) et de 21 programmes gouvernementaux.

ABA GRANGO met en œuvre des programmes gouvernementaux par l'entremise des ministères selon trois axes stratégiques: i) programmes de filets de sécurité sociale visant à améliorer l'accès à la nourriture des plus vulnérables; ii) programmes d'investissements agricoles tendant à augmenter la production vivrière nationale; et iii) programmes de fourniture de services essentiels ciblant les familles les plus vulnérables (programmes en faveur de la santé et de la nutrition et amélioration des infrastructures d'eau, d'assainissement et de stockage des récoltes).

La COLFAM est composée de représentants de la Présidence, des services du Premier Ministre, des principaux ministères concernés et du Parlement. L'Unité de coordination nationale ABA GRANGO (UNAG) est chargée de l'exécution et de la coordination des activités définies dans ce cadre stratégique.

Des organismes des Nations Unies collaborent avec ABA GRANGO et la COLFAM par le truchement d'un comité technique sur la nutrition intervenant aux niveaux national et départemental, ainsi qu'à l'occasion de tables rondes sectorielles. Le Fonds international de développement agricole (FIDA) est un exemple d'organisation internationale soutenant l'élaboration, avec la participation des parties prenantes, de politiques et de mesures prises en main par le pays.

---

<sup>3</sup> Source: [scalingupnutrition.org/fr/pays-sun/haïti](http://scalingupnutrition.org/fr/pays-sun/haïti)

### ***A.2.2 Sahel et Afrique de l'Ouest: Alliance globale pour l'Initiative Résilience (AGIR)<sup>4</sup>***

Dans la région du Sahel, on estime que 20 pour cent de la population (12 millions de personnes) souffre d'insécurité alimentaire chronique et est exposée aux effets des sécheresses, des mauvaises récoltes, des hausses de prix des produits alimentaires et des conflits. Comme dans la corne de l'Afrique, les épisodes de famine y sont de plus en plus rapprochés, les grandes crises de 2005, 2008, 2010 et 2012 ayant sapé la capacité d'adaptation de la population de la région.

En 2012, l'Union européenne a lancé un nouveau partenariat pour renforcer la résilience face aux crises à venir dans le Sahel. Ce partenariat, baptisé Alliance globale pour l'Initiative Résilience (AGIR-Sahel), vise à s'assurer que les populations du Sahel pourront mieux faire face aux sécheresses futures. AGIR-Sahel part du principe que, bien que les interventions d'urgence soient indispensables pour sauver des vies lors de crises telles que celles survenues ces dernières années, le moment est venu de redoubler les efforts pour aider les populations de la région, et notamment les plus vulnérables, à mieux affronter ces crises répétées.

AGIR-Sahel a pour but d'améliorer la synergie, la cohérence et l'efficacité des initiatives en faveur de la résilience dans la région. Son objectif est de «réduire structurellement et de manière durable la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle en accompagnant la mise en œuvre des politiques sahéniennes et ouest-africaines». Placée sous la direction politique et technique de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), l'Alliance s'appuie sur les plateformes et réseaux existants, notamment le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA). Bâtie autour de l'objectif « Faim zéro » d'ici 20 ans, l'Alliance a vocation à fédérer les efforts des acteurs de la région et de la communauté internationale autour d'un cadre commun et partagé de résultats. La feuille de route régionale adoptée en avril 2013 précise les objectifs et les principales orientations d'AGIR-Sahel, les pays définissant ensuite leurs «priorités nationales en matière de résilience».

AGIR-Sahel est un exemple d'alliance régionale poursuivant des objectifs communs et menant de manière complémentaire des actions aux trois échelles: i) locale, en appui aux communautés locales et aux initiatives et mécanismes endogènes; ii) nationale, en appui aux programmes d'investissement et aux mécanismes de concertation existants; et iii) régionale, en appui aux plans régionaux et mécanismes mis en place par les trois organisations régionales (CEDEAO, UEMOA, CILSS). Cette alliance internationale réunit des gouvernements, des organisations régionales et leurs partenaires internationaux, ainsi que la société civile.

## **Principe 3**

### ***A.3.1 Afghanistan et République démocratique du Congo: analyses de la sécurité alimentaire nationale au moyen du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC)<sup>5</sup>***

Le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) a été conçu pour répondre aux besoins des décideurs en leur fournissant en temps voulu des connaissances détaillées et concrètes sur la sécurité alimentaire dans différentes régions. La méthode est conforme non seulement au principe visant à effectuer et soutenir des analyses détaillées de la sécurité alimentaire et de la nutrition, mais aussi à d'autres principes énoncés dans le présent document:

- elle est détaillée, les analyses portant sur les causes profondes, les risques, la résilience et les effets directs;
- elle est fondée sur des données probantes;
- elle est multipartite;
- elle fait appel à un cadre d'analyse commun;

<sup>4</sup> Sources: [globalallianceforaction.com/fr/default.html](http://globalallianceforaction.com/fr/default.html); [www.oecd.org/fr/sites/rpca/agir/](http://www.oecd.org/fr/sites/rpca/agir/); [ec.europa.eu/echo/policies/resilience/agir\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/echo/policies/resilience/agir_fr.htm).

<sup>5</sup> Source: [www.ipcinfo.org/](http://www.ipcinfo.org/)

- elle permet de parvenir à un consensus technique pour éclairer la prise de décisions;
- elle protège l'analyse technique, fondée sur les droits de l'homme, des intérêts politiques et institutionnels;
- elle permet de suivre l'évolution de la situation et d'émettre des alertes rapides.

*République démocratique du Congo (RDC):* depuis 2008, l'institutionnalisation de l'IPC et son appropriation par le Gouvernement se développent. Au départ, le processus était dirigé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), mais les responsabilités ont par la suite été transférées au Ministère de l'agriculture. Ces dernières années, le Gouvernement a entièrement pris en main les opérations, tandis que la FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM) apportaient des fonds ainsi qu'une aide administrative et technique. En RDC, l'IPC a contribué à attirer l'attention sur les urgences humanitaires et les crises prolongées aussi bien à l'est (Sud-Kivu et Nord-Kivu en particulier) qu'à l'ouest du pays (Équateur). Les résultats des analyses effectuées à l'aide de l'IPC sont utilisés, par exemple, pour éclairer les choix de financement opérés par le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF) en RDC ainsi que la prise de décisions et les allocations de fonds des donateurs.

*Afghanistan:* l'introduction de l'IPC en Afghanistan date de 2012 et s'est heurtée au début à de multiples difficultés, telles que le manque de données, l'insuffisance des capacités ou encore des préoccupations liées à la sécurité. Malgré ces problèmes, l'IPC a été mis en œuvre avec succès et a rapidement conquis un large soutien du Gouvernement, des donateurs et d'autres parties prenantes. La couverture et la qualité de l'analyse se sont améliorées, et l'IPC porte désormais sur l'ensemble du pays. L'institutionnalisation du dispositif se poursuit à travers le pays, et l'intérêt et le soutien qu'il suscite de la part du Gouvernement, des partenaires de l'IPC et des donateurs ne se démentent pas.

### ***A.3.2 Soudan du Sud: analyse de la résilience comme indicateur de l'impact des projets<sup>6</sup>***

Le renforcement de la résilience est l'un des moyens les plus efficaces d'atténuer – voire de prévenir – l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Ce point doit être pris en compte dans la façon dont les actions humanitaires et les interventions de développement sont élaborées. La résilience est la capacité de faire en sorte que les chocs n'aient pas de conséquences négatives durables sur le développement, y compris sur la sécurité alimentaire des ménages.

En collaboration avec ses partenaires, la FAO a mis au point une méthode permettant de mesurer la résilience des ménages face aux menaces que font peser sur la sécurité alimentaire les crises d'origine naturelle ou humaine. Le modèle de mesure et d'analyse de l'indice de résilience (RIMA) détermine et pondère les facteurs qui font qu'un ménage est capable de résister à l'insécurité alimentaire, et évalue leur stabilité au fil du temps. Dans le cadre d'analyse RIMA, la résilience explique pourquoi un ménage retrouve un niveau souhaité de sécurité alimentaire alors qu'un autre ménage, similaire, n'y parvient pas. Le modèle fournit les données probantes nécessaires pour concevoir, apporter, suivre et évaluer plus efficacement l'aide aux populations démunies, en fonction des besoins les plus pressants de celles-ci.

Au Soudan du Sud, l'indice de résilience est utilisé comme un indicateur de l'impact des projets afin de renforcer la stabilité des communautés et d'améliorer durablement leur sécurité alimentaire. Une enquête de référence a été menée en 2012; l'enquête finale aura lieu une fois que la situation au regard de la sécurité se sera stabilisée. Une analyse comparative mettra en évidence les répercussions de la résurgence de la violence sur la résilience des populations et des zones ciblées. Les constatations serviront i) à suivre régulièrement les progrès accomplis et les résultats obtenus en matière de sécurité alimentaire pour les ménages bénéficiaires des projets, ii) à faire la synthèse des enseignements tirés de l'expérience, en fournissant aux donateurs et aux parties prenantes des éléments leur permettant de planifier et d'investir en connaissance de cause, et iii) à communiquer des profils détaillés de sécurité alimentaire,

<sup>6</sup> Pour en savoir plus: [www.foodsec.org/web/resilience/measuring-resilience/en/](http://www.foodsec.org/web/resilience/measuring-resilience/en/)



accompagnés d'informations sur les conditions socioéconomiques, la production agricole et la résilience.

Ce travail novateur contribuera à enrichir les données disponibles sur le rôle de l'analyse de la résilience dans l'amélioration des interventions menées en faveur des populations touchées par des crises, et guidera l'amélioration de la conception des analyses futures.

### ***A.3.3 Pakistan: méthode multipartite d'évaluation du rétablissement des moyens d'existence (LRA)<sup>7</sup>***

La LRA est un outil d'enquête adopté par le module de la sécurité alimentaire du Comité permanent interorganisations au Pakistan pour mesurer les répercussions des grands épisodes annuels d'inondation qui se sont succédés dans le sud du pays, le redressement qui a suivi ces catastrophes, et la résilience des ménages touchés. Il s'agit d'un outil multipartite, approuvé par les autorités locales, provinciales et fédérales, qui a été élaboré et mis en œuvre par le module de la sécurité alimentaire en place au Pakistan, en étroite collaboration avec les acteurs concernés.

Les résultats préliminaires sont partagés et débattus par les parties prenantes au niveau provincial, et des ateliers sont organisés pour parvenir à un consensus sur les conclusions et les implications pour les programmes. La LRA a été conduite trois années consécutives (en 2011, 2012 et 2013), ce qui a permis une analyse à plus long terme de l'évolution des moyens d'existence et de l'efficacité des interventions en faveur du redressement.

L'analyse est détaillée et porte sur les causes tant immédiates que sous-jacentes de la vulnérabilité. Elle fournit une évaluation de la qualité, de l'ampleur et de l'adéquation du soutien apporté aux moyens d'existence dans un contexte d'exposition chronique aux risques naturels et en présence de problèmes complexes de gouvernance.

Le renouvellement de l'enquête sur plusieurs années consécutives offre une vaste base de données factuelles susceptible d'être utilisée pour appuyer durablement et de façon ciblée les communautés et les ménages touchés par des chocs prolongés et répétés. Du fait de la taille importante des échantillons, il est possible d'estimer très précisément la situation et l'évolution du capital humain, naturel, physique, financier ou social ainsi que les effets directs obtenus en matière de sécurité alimentaire à l'échelle des ménages.

## **Principe 4**

### ***A.4.1 Corne de l'Afrique: dispositif régional pour la résistance à la sécheresse et la viabilité (IDDRSI) et Unité d'analyse de la résilience à l'échelle régionale***

Face à la grave sécheresse qui a dévasté la région en 2010/2011, le Secrétariat de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) a été chargé de coordonner la conception et la mise en œuvre d'une stratégie visant à instaurer un dispositif régional pour la résistance à la sécheresse et la viabilité (IDDRSI).

Cette stratégie a été mise au point en collaboration avec des institutions spécialisées de l'IGAD, des acteurs publics et non étatiques des États membres et d'autres parties prenantes touchées par la sécheresse ou participant à la lutte contre ses effets, dont le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), des organismes des Nations Unies et des partenaires de développement.

De 2013 à 2017, elle guidera et éclairera la conduite d'initiatives de résistance à la sécheresse aux niveaux national, régional et international, concertées et harmonisées grâce à la coordination et à la direction générales du Secrétariat de l'IGAD. La stratégie IDDRSI reconnaît qu'il est nécessaire d'aborder la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition chroniques de manière cohérente et globale, et s'attaque à la pauvreté profonde et à la dégradation de l'environnement afin de renforcer la résilience des communautés et des ménages

<sup>7</sup> Voir: [foodsecuritycluster.net/countries/pakistan](http://foodsecuritycluster.net/countries/pakistan)



face aux effets des sécheresses et d'autres chocs dans la région. Les sept domaines d'intervention prioritaires sont les suivants:

- accès équitable aux ressources naturelles et utilisation durable de ces ressources;
- accès aux marchés, facilitation des échanges et fourniture de services financiers souples;
- accès équitable au soutien des moyens d'existence et aux services sociaux de base;
- capacités de gestion des risques de catastrophe et préparation à intervenir efficacement;
- réalisation et exploitation de travaux menés dans les domaines de la recherche, de la connaissance, des technologies et de l'innovation;
- prévention et résolution des conflits et consolidation de la paix;
- mécanismes de coordination, arrangements institutionnels et partenariats<sup>8</sup>.

En 2013, l'IGAD a demandé à la FAO, au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et au PAM de créer une Unité d'analyse de la résilience pour appuyer la Stratégie par l'amélioration de la mesure et de l'analyse de la résilience à l'échelle régionale. Ce partenariat sur cinq ans doit permettre à l'IGAD, à ses États membres et à d'autres parties prenantes concernées d'élaborer des analyses robustes de la résilience, et de se doter des capacités nécessaires pour les mener à bien dans l'avenir, afin de concevoir des politiques et des programmes fondés sur des données probantes, de les mettre en œuvre et d'en évaluer l'impact.

La stratégie IDDRSI est un bon exemple de création d'un cadre commun d'élaboration de programmes nationaux et régionaux dans le but de renforcer la résilience à la sécheresse en tirant parti d'approches innovantes et en œuvrant en faveur d'une plus grande durabilité dans la région de l'IGAD.

#### ***A.4.2 Éthiopie: un programme mixte de secours et de développement<sup>9</sup>***

Envisager la situation sous l'angle de la résilience implique d'élaborer des politiques et des mesures qui associent de manière innovante le secteur des secours et celui du développement. Ces dix dernières années, le Gouvernement éthiopien et divers partenaires de développement internationaux ont expérimenté des programmes novateurs combinant des éléments de ces deux secteurs.

Le Programme de protection sociale fondé sur des activités productives (PPSAP) de l'Éthiopie a été mis en place en 2005 par les pouvoirs publics dans le cadre d'une stratégie de lutte contre l'insécurité alimentaire chronique. Il apportait une solution originale à deux problèmes majeurs: i) la nature ponctuelle, irrégulière et imprévisible des programmes de transfert classiques et ii) l'opinion communément admise selon laquelle l'attention excessive portée aux secours fait obstacle à un développement rural durable. En associant protection sociale et création d'équipements publics, le PPSAP contribue tout à la fois aux secours et au développement à plus long terme<sup>10</sup>.

Le PPSAP fournit des espèces et des vivres aux personnes ayant des besoins alimentaires prévisibles, sous une forme qui permet aussi à ces personnes d'améliorer leurs moyens d'existence, et donc leur résilience aux chocs futurs.

Il arrive toutefois qu'un choc provoque une insécurité alimentaire transitoire, dont l'ampleur dépasse ce que peut gérer le PPSAP dans sa version standard. Un appui temporaire complémentaire s'impose alors. Dans ce cas, des fonds supplémentaires sont prélevés sur le budget conditionnel du PPSAP, puis, une fois ce budget épuisé, sur le mécanisme de financement

<sup>8</sup> IGAD. 2013. The IDDRSI Strategy - IGAD Drought Disaster Resilience and Sustainability Initiative. ([www.itacaddis.org/docs/2013\\_09\\_24\\_07\\_50\\_06\\_IDDRSI%20Strategy%20Revised%20January%202013.pdf](http://www.itacaddis.org/docs/2013_09_24_07_50_06_IDDRSI%20Strategy%20Revised%20January%202013.pdf)).

<sup>9</sup> Source: *Humanitarian Exchange Magazine*, n° 53, mars 2012. « How Ethiopia's Productive Safety Net Programme (PSNP) is responding to the current humanitarian crisis in the Horn » ([www.odihpn.org/humanitarian-exchange-magazine/issue-53](http://www.odihpn.org/humanitarian-exchange-magazine/issue-53)).

<sup>10</sup> Indice de la faim dans le monde 2013. Welthungerhilfe/Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)/Concern Worldwide ([www.ifpri.org/ghi/2013](http://www.ifpri.org/ghi/2013)).

des risques. Ce dernier permet de transposer le PPSAP à plus grande échelle en période de crise et vise à réduire le délai «normal» nécessaire pour lancer une intervention humanitaire, de sorte que les ménages reçoivent une assistance avant d'être frappés par les effets d'un choc.

Dans le Global Humanitarian Assistance Report 2012, il est noté que les réponses rapides aux alertes et le renforcement accéléré du PPSAP ont contribué à atténuer de manière significative les répercussions générales de la crise alimentaire de 2011. Le coût par bénéficiaire dans les régions où le programme élargi a été utilisé a été estimé à 53 USD, contre 169 USD là où une intervention d'aide humanitaire classique avait été menée<sup>11</sup>.

Le PPSAP est un exemple de programme de protection sociale à long terme pris en main par le pays, qui crée des moyens d'existence résilients et peut être transposé à plus grande échelle en cas de choc. À ce titre, cette expérience est riche d'enseignements et constitue une aide précieuse pour l'élaboration d'approches similaires ailleurs.

#### ***A.4.3 Programmes innovants: transferts monétaires***

De plus en plus de données probantes attestent que les transferts monétaires ont de nombreux effets positifs et permettent d'optimiser l'utilisation des ressources. Les distributions d'aides en espèces et de bons peuvent être des moyens rapides et avantageux de fournir une assistance pendant les crises prolongées. Lorsque les conditions s'y prêtent, elles peuvent donner aux bénéficiaires les moyens de prendre des décisions et de faire des choix en fonction de leurs besoins, et donner un coup de fouet à l'économie locale sans effets inflationnistes indésirables.

Un nombre croissant de donateurs et d'organismes mettent en œuvre des programmes fondés sur la distribution d'espèces et élaborent des politiques en ce sens:

- Dans son examen 2010-2011 de l'aide bilatérale, le Ministère du développement international (DFID) du Royaume-Uni annonçait une augmentation des engagements en faveur des programmes de transferts monétaires et le versement d'aides importantes au profit du Kenya, du Pakistan, de l'Éthiopie et du Bangladesh<sup>12</sup>.
- L'Union européenne a fait des programmes fondés sur les aides en espèces et les bons une priorité sectorielle. De 2007 à 2010, la part des fonds destinés à ces types de programmes a plus que doublé, si bien qu'aujourd'hui tous les programmes d'assistance alimentaire financés par la Direction générale de l'aide humanitaire (ECHO) en Haïti et au Pakistan ont une composante utilisant des espèces ou des bons<sup>13</sup>.
- En 2008, le PAM a mis en œuvre la politique exposée dans le document intitulé «Bons d'alimentation et transferts monétaires comme instruments d'assistance alimentaire: enjeux et perspectives». Depuis lors, ses programmes utilisant des aides en espèces et des bons se sont grandement développés, le nombre de projets prévus étant passé de cinq interventions en 2008 à 35 en 2010<sup>14</sup>.

En 2012, la Somalie a reçu 33 millions d'USD dans le cadre de programmes humanitaires fondés sur des transferts monétaires<sup>15</sup>. Une déclinaison de ces programmes, appelée «Espèces contre travail» (ECT), fournit une aide immédiate en espèces tout en jetant les bases d'un redressement à moyen terme. En effet, ce type d'activités rétablit tout à la fois les moyens d'existence et les

<sup>11</sup> Global Humanitarian Assistance Report 2012 ([www.globalhumanitarianassistance.org/wp-content/uploads/2012/07/GHA\\_Report\\_2012-Websingle.pdf](http://www.globalhumanitarianassistance.org/wp-content/uploads/2012/07/GHA_Report_2012-Websingle.pdf)).

<sup>12</sup> Source: Ministère du développement international (DFID), 2011. Disponible à l'adresse suivante: [r4d.dfid.gov.uk/PDF/Articles/cash-transfers-literature-review.pdf](http://r4d.dfid.gov.uk/PDF/Articles/cash-transfers-literature-review.pdf).

<sup>13</sup> Source: Commission européenne, Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile (ECHO), 2013. Disponible à l'adresse suivante: [ec.europa.eu/echo/policies/sectoral/cash\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/echo/policies/sectoral/cash_fr.htm).

<sup>14</sup> Programme alimentaire mondial (PAM), 2011. Disponible à l'adresse suivante: [documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/eb/wfp187995.pdf](http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/eb/wfp187995.pdf).

<sup>15</sup> Source: Global Humanitarian Assistance Report (GHA), 2013. Disponible à l'adresse suivante: [www.globalhumanitarianassistance.org/wp-content/uploads/2013/07/GHA-Report-2013.pdf](http://www.globalhumanitarianassistance.org/wp-content/uploads/2013/07/GHA-Report-2013.pdf). D'après une analyse des données du Service de surveillance financière du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA).

infrastructures. Les possibilités de travail qu'offrent les activités ECT permettent aux personnes vulnérables de rester dans leur communauté, ce qui évite de nouveaux déplacements et préserve les liens sociaux. Conjuguées à d'autres interventions, les activités ECT contribuent à asseoir une stabilité qui empêchera les crises de se répéter.

Compte tenu de la reconnaissance croissante de l'utilité des programmes de transferts monétaires dans les situations humanitaires, la faisabilité de leur extension et de la mesure de leur efficacité, en particulier sous l'angle de la parité hommes-femmes, fait maintenant l'objet d'un examen plus minutieux. La participation plus systématique des bénéficiaires et de leur communauté au suivi et à l'évaluation des programmes de transferts monétaires et la prise en compte des questions de parité et de nutrition dès la phase de conception<sup>16</sup> devraient améliorer l'efficacité de la programmation<sup>17</sup>.

#### ***A.4.4 Cisjordanie et Bande de Gaza: utilisation de l'agriculture urbaine dans la lutte contre l'insécurité alimentaire***

En Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, il apparaît que les approches intégrant l'agriculture urbaine améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition à court et long termes, favorisent la génération de revenus et la création d'emplois et contribuent à l'autonomisation et à l'inclusion sociale. Devant les restrictions d'accès à la terre, l'inflation des prix des produits alimentaires, l'urbanisation rapide et la très forte densité démographique, les jardins cultivés sur le toit des maisons et les potagers familiaux jouent un rôle vital pour renforcer la résilience des ménages palestiniens.

Faisant fond sur les innovations communautaires, plusieurs organisations de la société civile locales et internationales présentes à Gaza, parmi lesquelles les comités palestiniens d'aide à l'agriculture, l'Union of Agricultural Work Committees et Oxfam Italie, ont mis au point des programmes de développement agricole urbains et périurbains dont l'objet est de progresser sur les aspects suivants:

- chaînes de valeur agricoles urbaines;
- projets de récupération d'eau en milieu urbain;
- remise en état et culture intégrées des terres;
- accès aux marchés locaux;
- innovation et recherche;
- petites entreprises et micro-entreprises;
- amélioration de la productivité et réduction des déchets alimentaires;
- amélioration de la nutrition et systèmes de production d'aliments sains.

Les organisations et les organismes internationaux adhèrent également à cette approche. Depuis 2011, la FAO a apporté son appui à 500 jardins cultivés sur les toits et potagers familiaux à Gaza, et a aussi expérimenté des systèmes d'aquaponie. Ces derniers se composent d'installations verticales aménagées sur le toit des maisons ou dans des potagers familiaux, et reliées à un bassin d'élevage de poissons. Ce système de production intégré tire parti des synergies entre l'aquaculture (élevage de poissons) et l'horticulture (culture de légumes ou de fruits), et peut fonctionner là où il n'y a pas de terres, où l'espace est très limité et où les ressources sont rares.

Les eaux usées issues des bassins de pisciculture servent à irriguer les jardins verticaux installés sur les toits et font office d'engrais organique, ce qui accroît la production de légumes ou de fruits sans qu'il soit besoin d'apporter des engrais chimiques. Inversement, les déchets végétaux sont utilisés pour nourrir les poissons. Les systèmes aquaponiques constituent une source peu

<sup>16</sup> Voir [www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ib79.pdf](http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ib79.pdf) (p. 6) pour des informations sur les transferts monétaires et les effets directs obtenus en matière de nutrition au Niger.

<sup>17</sup> Ministère du développement international (DFID), 2013. Disponible à l'adresse suivante : [www.gov.uk/government/news/dfid-research-transforming-cash-transfers](http://www.gov.uk/government/news/dfid-research-transforming-cash-transfers).

onéreuse de protéines animales et de vitamines et améliorent donc grandement les régimes alimentaires et la santé des ménages vulnérables<sup>18</sup>.

## Principe 5

### ***A.5.1 Soudan du Sud: utilisation des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire mondiale<sup>19</sup>***

Approuvées en mai 2012, les Directives volontaires ont été la première réalisation majeure du CSA réformé, saluée comme une décision historique. Elles favorisent la sécurité alimentaire et le développement durable en rendant plus sûr l'accès à la terre, aux pêcheries et aux forêts et en protégeant les droits fonciers légitimes de millions de personnes, dont une grande partie sont pauvres et en situation d'insécurité alimentaire. Ces directives sont un document de référence permettant de concevoir des projets d'administration des terres – comme dans le cas récent du projet d'administration intégrée des terres en Serbie.

Aucun pays ne peut appliquer l'ensemble des Directives volontaires, car l'éventail des thèmes traités est trop vaste. Chaque pays a ses propres priorités et, point tout aussi important, se trouve à un stade de développement différent selon les thèmes. Les pays sont donc invités à procéder à une auto-évaluation de leur gouvernance foncière.

Le Soudan du Sud prévoit d'utiliser les Directives volontaires pour élaborer une politique foncière agricole ainsi qu'un plan d'action pour la mise en œuvre et le suivi de cette dernière. Le Gouvernement a sollicité l'appui technique et institutionnel de la FAO à cet effet. La politique foncière agricole sera établie en tenant compte des principes énoncés dans les Directives volontaires et de ceux figurant dans le cadre et les lignes directrices de l'Initiative sur les politiques foncières. Il s'agira d'un processus consultatif faisant intervenir des parties prenantes nationales et étatiques clés, qui donnera une assise aux initiatives d'appui des régimes fonciers en cours et à venir et créera des effets de synergie entre ces initiatives.

La FAO et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique sont sur le point de signer un protocole d'accord dont l'objet est de renforcer les liens et de concrétiser les effets de synergie dans toute la région entre les Directives volontaires et l'Initiative sur les politiques foncières.

### ***A.5.2 État du Nord-Kordofan (Soudan): l'expérience de SOS Sahel en matière de transformation des conflits entre agriculteurs et éleveurs pastoraux<sup>20</sup>***

L'exemple ci-après illustre le risque, pour les projets de développement, d'exacerber les conflits au sujet des ressources naturelles, et l'importance d'une collaboration avec les institutions coutumières existantes, même dans une situation de troubles et d'incertitude.

Le projet avait pour objectif «de concevoir et de mettre en œuvre une stratégie à long terme sur une période de 10 à 20 ans pour gérer durablement les ressources forestières de la réserve d'El Ain et de la zone tampon environnante, tout en tenant compte de certains besoins urgents des populations locales, à savoir: la garantie de l'accès aux énergies renouvelables, l'arrêt de la dégradation accélérée de l'environnement». Ses quatre principaux axes de mise en œuvre étaient les suivants: la vulgarisation, qui encourageait plusieurs activités basées sur les ressources naturelles (foyers améliorés, micro-barrages, pépinières villageoises, etc.), la promotion d'une gestion locale des forêts, la recherche, et la diffusion des enseignements tirés de l'expérience.

<sup>18</sup> Voir: [www.preventionweb.net/files/33680\\_fao.pdf](http://www.preventionweb.net/files/33680_fao.pdf)

<sup>19</sup> Voir: [www.fao.org/nr/tenure/voluntary-guidelines/fr/](http://www.fao.org/nr/tenure/voluntary-guidelines/fr/)

<sup>20</sup> Source: [www.sahel.org.uk/pdf/Securing%20the%20Commons%20No.5%20\(French\).pdf](http://www.sahel.org.uk/pdf/Securing%20the%20Commons%20No.5%20(French).pdf)

Le projet ciblait les villageois vivant aux abords de la forêt El Ain, afin de rechercher avec eux les moyens de conserver les ressources forestières locales en réduisant la demande de bois de chauffe et de matériaux de construction. Les populations locales ont déterminé comment la forêt devait être gérée, par qui et dans quel but, et ont commencé à la réhabiliter.

Le projet a permis d'obtenir de véritables progrès, mais après quelque temps, il est apparu clairement que l'exclusion des éleveurs pastoraux, qui dépendaient aussi des ressources de la région, menaçait la pérennité des réalisations et risquait d'exacerber les tensions existantes entre ces derniers et les agriculteurs sédentaires. La situation s'est aggravée lorsque le Gouvernement a attribué une grande zone de pâturage à une société privée.

Les responsables du projet ont alors décidé d'agir pour aider à dénouer la situation. Ne pas intervenir risquait de compromettre bon nombre des résultats qu'avait obtenus la communauté locale avec l'appui du projet au cours des huit années précédentes. L'équipe du projet a suivi une formation à l'analyse et à la résolution des conflits, à laquelle participait également des membres de la communauté, le Gouvernement et des groupes de la société civile habitués à gérer des situations de conflit. Elle a ensuite choisi une zone qu'elle connaissait bien, où elle pourrait expérimenter une approche de résolution des conflits avec l'appui des dirigeants locaux et de la communauté.

L'un des principaux résultats a été un accord négocié entre les agriculteurs du village de Gagrur et les éleveurs pastoraux sebeihsats sur l'utilisation des ressources communes du secteur, l'accès à ces ressources et leur gestion, ce qui a permis d'améliorer les relations intercommunautaires, de faire reconnaître les droits des pasteurs et d'apaiser les conflits entre ces derniers et les agriculteurs.

#### ***A.5.3 Réduction des disparités entre hommes et femmes: amélioration des résultats<sup>21</sup>***

Le rapport *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* (SOFA) 2010-2011 s'attaque à la question du fossé qui sépare hommes et femmes dans l'agriculture et l'emploi rural. Les résultats du secteur agricole de nombreux pays en développement sont inférieurs à ce qu'ils pourraient être, en partie parce que les femmes y ont un accès plus restreint que les hommes aux ressources et aux débouchés qui leur permettraient d'être plus productives.

La disparité entre les sexes coûte cher à la société lorsqu'on la mesure en pertes de production agricole, de sécurité alimentaire et de croissance économique. La promotion de la parité n'est pas seulement une bonne chose pour les femmes, elle l'est aussi pour le développement agricole. Les femmes contribuent de façon essentielle à l'économie rurale dans toutes les régions des pays en développement, en tant qu'agricultrices, ouvrières agricoles ou exploitantes. Leurs rôles sont variés et changent rapidement, aussi convient-il de se méfier des généralisations. Cependant, quel que soit le pays et le contexte, un fait ressort avec une régularité frappante: les femmes ont un accès plus limité que les hommes aux moyens de production, aux intrants et aux services agricoles ainsi qu'aux emplois ruraux.

Dans les situations de crise prolongée, ce sont principalement les femmes qui sont chargées de répondre aux besoins des ménages et des communautés en matière d'eau, d'alimentation et d'énergie. Dans le rapport SOFA 2010-2011, les auteurs constataient que le fait de donner aux femmes un accès aux actifs et aux finances équivalent à celui des hommes pouvait contribuer à accroître les rendements des exploitations de 20 à 30 pour cent. De la même façon, il a été démontré qu'en moyenne, il faudrait augmenter le revenu des hommes de 110 USD pour parvenir à une amélioration de la santé des enfants et de la nutrition équivalente à celle que l'on obtient avec une hausse de 10 USD du revenu des femmes.

Pendant les crises prolongées, notamment celles liées à un conflit, au cours desquelles les femmes tendent à jouer un rôle plus important dans l'agriculture, un rééquilibrage entre

---

<sup>21</sup> La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 2010-2011. [www.fao.org/docrep/013/i2050f/i2050f.pdf](http://www.fao.org/docrep/013/i2050f/i2050f.pdf)



hommes et femmes permettrait d'accroître la production agricole totale, de faciliter grandement le redressement et d'améliorer nettement la sécurité alimentaire et la nutrition.

## Principe 6

### ***A.6.1 Soudan: programme de transformation du conflit des monts Noubas (NMPACT)<sup>22</sup>***

Le programme NMPACT a été conçu pour permettre d'intervenir sur le terrain dans une situation d'urgence complexe et prolongée, et d'apporter une solution innovante à une crise naissante de la sécurité alimentaire.

Il prônait une intervention dirigée par les Noubas eux-mêmes pour répondre aux besoins de ce peuple qui vit dans les montagnes soudanaises, terre de conflit depuis 1985. Il a débuté en 2002 alors qu'une partie de la région ne bénéficiait plus d'aucune aide publique depuis plus dix ans, que les moyens d'existence traditionnels avaient été détruits, que l'accès aux terres agricoles traditionnelles était très limité et que de nombreuses personnes avaient été déplacées à l'intérieur du pays.

Il s'agissait d'un programme interorganisations s'adressant à tous les belligérants en présence, fruit d'un processus de planification consultatif qui avait duré deux ans et demi et auquel avait participé la majorité des acteurs nationaux et internationaux opérant dans la région. La démarche se caractérisait essentiellement par l'accent mis sur le rôle des dirigeants locaux et des capacités des communautés locales et sur la ferme appropriation des opérations par les contreparties. Remarquable pour avoir réuni différents acteurs autour de principes d'engagement communs, NMPACT a été le seul programme d'action au Soudan auquel les deux parties belligérantes ont souscrit pendant le conflit.

En créant un environnement propice à la mise en œuvre d'interventions susceptibles de répondre aux besoins à court et long termes et d'appuyer plus efficacement les processus de transformation du conflit et de consolidation de la paix dans la région, le programme NMPACT rompait avec les initiatives extérieures traditionnelles de lutte contre l'insécurité alimentaire. Tirant les enseignements de l'opération Survie au Soudan, les responsables de ce programme ont adopté une approche axée sur le renforcement des capacités, l'agriculture durable et la relance des marchés, tout en œuvrant en faveur de la transformation du conflit et de la consolidation de la paix.

Partenariat fondé sur des principes d'engagement, le programme NMPACT a abouti à une action coordonnée et efficace qui s'est attaqué aux principaux facteurs du conflit et de l'insécurité alimentaire.

### ***A.6.2 Pacte pour la Somalie: une stratégie nationale multipartite de renforcement de l'État et de consolidation de la paix intégrant des objectifs de sécurité alimentaire et des objectifs humanitaires<sup>23</sup>***

Le *New Deal* pour l'engagement dans les États fragiles (le *New Deal*) a été élaboré par le Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, qui réunit le groupe g7+, composé de 19 pays fragiles et en conflit, de partenaires de développement et d'organisations internationales.

Le *New Deal* est un accord passé entre les États fragiles et leurs partenaires en vue de changer les politiques et les pratiques en matière d'engagement. Il part du constat suivant: «Les processus de dialogue politique ont souvent échoué en raison d'un manque de confiance, d'inclusion et de *leadership*. Les partenaires internationaux contournent souvent les intérêts et

<sup>22</sup> Source: S. Pantuliano. 2005. Changes and Potential Resilience of Food Systems in the Nuba Mountains Conflict (disponible à l'adresse [www.fao.org/docrep/008/af141e/af141e00.htm](http://www.fao.org/docrep/008/af141e/af141e00.htm)).

<sup>23</sup> Sources: [www.pbsbdialogue.org/The%20Somali%20Compact.pdf](http://www.pbsbdialogue.org/The%20Somali%20Compact.pdf); [www.newdeal4peace.org/about-the-new-deal/](http://www.newdeal4peace.org/about-the-new-deal/); [www.newdeal4peace.org/wp-content/themes/newdeal/docs/new-deal-pour-dans-les-etats-fragiles-fr.pdf](http://www.newdeal4peace.org/wp-content/themes/newdeal/docs/new-deal-pour-dans-les-etats-fragiles-fr.pdf).

les acteurs nationaux, en fournissant l'aide d'une manière trop technocratique qui sous-estime l'importance d'harmoniser le contexte national et local et soutient des résultats à court terme au détriment des résultats durables sur le moyen à long terme par le renforcement des capacités et des systèmes.»

Le *New Deal* propose des objectifs fondamentaux pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, se concentre sur de nouvelles façons de s'engager et détermine les engagements permettant de renforcer la confiance mutuelle et d'obtenir de meilleurs résultats. Certains se sont inquiétés de ce que ce dispositif ne prenait pas suffisamment en compte les préoccupations liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition, les indicateurs de la sécurité alimentaire n'étant, par exemple, pas bien intégrés dans les évaluations de la fragilité.

Le Pacte pour la Somalie est un exemple de cadre stratégique global fondé sur les principes du *New Deal*, dont l'objet est de coordonner les initiatives de consolidation de la paix et de renforcement de l'État menées sur le plan politique et sur celui de la sécurité et du développement.

L'un des objectifs stratégiques de ce pacte est de «relancer et développer l'économie somalienne, priorité étant donnée à l'amélioration des moyens d'existence, à la création d'emplois et à une croissance généralisée et ouverte à tous». Il est admis que l'économie a un rôle essentiel à jouer dans les processus de renforcement de l'État et de consolidation de la paix en Somalie, y compris par la création d'emplois, pour les jeunes et les femmes en particulier. La priorité suivante est énoncée dans le Pacte: «[...] axer l'appui sur les secteurs productifs, en particulier l'agriculture (culture, élevage et pêche)». Une autre priorité est de «[...] promouvoir le développement durable et la gestion des ressources naturelles en élaborant des cadres juridiques et réglementaires et en renforçant les capacités d'institutions clés de gestion des ressources naturelles».

Les parties prenantes au Pacte pour la Somalie s'engagent à respecter les principes humanitaires et à assurer le libre accès aux personnes démunies. La stratégie humanitaire pour 2013-2015, qui porte principalement sur les interventions nécessaires pour sauver des vies et le renforcement de la résistance à la sécheresse et à d'autres chocs, est considérée comme faisant partie intégrante du Pacte.

#### ***A.6.3 Assistance alimentaire à Mindanao (Philippines): consolidation de la paix avant la paix<sup>24</sup>***

À Mindanao, le PAM a combiné des interventions immédiates pour répondre aux besoins humanitaires et des actions à moyen et long termes pour soutenir le relèvement, le redressement et le développement.

Il a mené pour ce faire des activités d'alimentation scolaire et de nutrition maternelle et infantile ainsi que des activités de type Vivres contre travail (VCT) et Vivres pour la formation (VPF), et a prêté assistance aux personnes déplacées à l'intérieur du pays. Son action s'est concentrée dans les communes pauvres de Mindanao touchées par le conflit, telles que répertoriées par le Gouvernement et le Front de libération islamique Moro.

Le PAM a commandé une évaluation de l'efficacité du programme sur la période allant de juin 2006 à mars 2009, au vu de laquelle il est apparu que les activités du PAM contribuaient indirectement au processus de paix. Les personnes déplacées ont indiqué que la présence internationale leur donnait de l'espoir pour l'avenir et l'assurance d'un retour sur leur lieu d'origine, à terme. Alors qu'on craignait la création d'un phénomène de relative dépendance à

<sup>24</sup> Source: Brinkman et Hendrix, 2011.

[documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/newsroom/wfp238358.pdf](http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/newsroom/wfp238358.pdf)

l'aide alimentaire, les personnes déplacées ont déclaré qu'elles retourneraient bel et bien chez elles dès que les conditions de sécurité le permettraient.

Les repas scolaires ont permis d'augmenter le nombre d'enfants allant à l'école et ont amélioré l'accès des ménages à la nourriture. Ils ont également accru l'intégration communautaire: les parents ont indiqué qu'ils s'étaient rapprochés des autres membres de leur communauté, qu'ils étaient davantage enclins à faire confiance à ces derniers et étaient plus sensibles à leurs besoins. Les repas scolaires ont aussi multiplié les possibilités de dialogue entre les pouvoirs publics et les communautés ciblées.

Les activités VCT et VPF se sont déroulées à petite échelle, mais elles ont eu des effets positifs sur les communautés. Les gens sont devenus plus coopératifs et ont mis sur pied de nouveaux projets ensemble. Les projets VCT n'ont pas aggravé la dépendance à l'égard de l'aide extérieure, et ont procuré un soutien en nature précieux aux familles.

Il est évident que la présence et les activités du PAM ont favorisé la consolidation de la paix dans la région. Les bénéficiaires et d'autres parties prenantes ont déclaré à la mission d'évaluation que la présence du PAM les avaient protégés contre la faim, mais aussi contre le désespoir. Les activités du PAM ont encouragé les membres des communautés à travailler ensemble et ont eu un effet psychologique positif. À Mindanao, les programmes d'assistance alimentaire ont produit des dividendes de la paix qui ont contribué à forger un sentiment de stabilité au sein des populations les plus touchées par le conflit.

## Principe 7

### *A.7.1 Mozambique: rôle des institutions traditionnelles<sup>25</sup>*

Les institutions informelles des villages suppléent souvent au manque d'institutions et de dispositifs de protection sociale officiels et ont tendance à se maintenir même durant les périodes de crise, y compris en cas de tension avec l'administration centrale. Lorsque les relations entre les villages et l'administration centrale s'améliorent, parfois avec l'intervention d'ONG, l'expérience montre qu'il est possible de redynamiser et de consolider les institutions locales, plus résilientes et plus souples, en vue de leur attribuer de nouveaux rôles et responsabilités, en particulier dans les domaines de la gestion des ressources naturelles et de la planification du développement rural.

On a constaté qu'une compréhension plus fine des institutions traditionnelles et de l'«ordre social local», qui offrent différentes formes d'assistance mutuelle et de liens communautaires, jouait un rôle clé dans le développement des connaissances et des capacités au service d'une meilleure gouvernance dans les régions vulnérables. Il est plus facile de transformer les valeurs à cet échelon pour renforcer les capacités. Les interventions de règlement des différends sont lancées avec d'autant plus d'efficacité qu'elles font intervenir des institutions traditionnelles de taille plus réduite, au sein desquelles existent des liens de solidarité communautaire et d'assistance mutuelle, plutôt que des institutions nationales.

On a recensé dans quatre communautés du Mozambique des institutions locales essentielles qui soutiennent les moyens d'existence et agissent pour réduire la pauvreté. L'analyse de la participation des ménages à ces institutions locales et de l'importance qu'ils leur accordaient a fait ressortir que, dans les quatre villages étudiés, l'église arrivait en première position (notamment pour les femmes), suivie des autorités traditionnelles et des partis politiques.

Le calme remarquable dans lequel s'est effectuée la réinstallation des personnes déplacées à l'intérieur du pays en raison de la guerre civile au Mozambique a été attribué dans une large mesure au rôle essentiel qu'ont joué les autorités traditionnelles pour régler les revendications foncières et octroyer un accès à la terre aux nouveaux arrivants.

<sup>25</sup> Source: R. Marsh. 2003. *Working with Local Institutions to Support Sustainable Livelihoods*. Rome: FAO. ([www.fao.org/docrep/006/y5083e/y5083e00.htm](http://www.fao.org/docrep/006/y5083e/y5083e00.htm)).



### **A.7.2 Mise en application des cadres de lutte contre la corruption<sup>26</sup>**

Le but de l'aide au développement est de réduire la pauvreté et de soutenir les pays dans leur développement. Les partenaires de développement – pourvoyeurs et bénéficiaires de l'aide – ont un rôle et une responsabilité partagés à assumer dans la prévention de l'un des principaux facteurs d'inefficacité de l'aide: la corruption.

Lors des crises prolongées, l'aide fournie injecte des ressources considérables dans des contextes de pauvreté, et souvent d'insécurité, et de besoins très élevés. Cependant, elle n'atteint pas forcément les populations les plus vulnérables. La complexité qui caractérise les opérations menées dans ces circonstances rend la lutte contre la corruption – et contre les tabous qui entourent ce fléau – particulièrement indispensable pour les organismes d'aide. L'absence de systèmes permettant de lutter de manière proactive et cohérente contre la corruption compromet les flux d'aide à venir. Ce problème s'est posé avec une acuité particulière en Somalie, pays auquel les principaux donateurs ont retiré leur aide ces dernières années. Avec l'Afghanistan et la République populaire démocratique de Corée, la Somalie est considérée comme ayant le niveau de corruption du secteur public le plus élevé d'après l'Indice de perception de la corruption (IPC) 2013 établi par Transparence internationale.

Les méthodes de lutte contre la corruption sont plus efficaces lorsque des activités de suivi et des mécanismes de reddition de comptes pilotés par les communautés sont déjà en place. Le Programme régional pour l'Afrique en matière de lutte contre la corruption (2011-2016), initiative conjointe des Nations Unies et de l'Union africaine, facilite l'élaboration et la mise en œuvre de deux cadres stratégiques et politiques clés – la Convention des Nations Unies contre la corruption (2003) et la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption (2003).

Ce programme suit une méthode stratégique à plusieurs volets qui englobe la recherche et l'analyse stratégiques, la formation et le développement des capacités, l'apprentissage mutuel, le partage de connaissances et d'informations et la collecte des données concernant les meilleures pratiques de lutte contre la corruption, ainsi que la concertation sur l'action à mener. Le programme intervient aux niveaux national, sous-régional et régional, et travaille aux côtés de la société civile et des institutions nationales de lutte contre la corruption au moyen de formations au contrôle et à l'établissement de rapports, et d'ateliers qui rassemblent les partenaires en vue d'élaborer des «plans d'action» viables.

## **Principe 8**

### **A.8.1 Capacité africaine de gestion des risques (ARC — African Risk Capacity)<sup>27</sup>**

L'ARC est un nouveau partenariat entre l'Union africaine, des organismes des Nations Unies, des fondations philanthropiques et des bailleurs de fonds, et se veut «... une entité financière africaine autonome qui fournira aux gouvernements africains des fonds de secours rapides, avantageux et fiables en cas de sécheresse sévère, en mutualisant les risques sur tout le continent».

À l'aide d'un modèle d'évaluation des risques sophistiqué élaboré par le PAM, l'ARC convertit les données pluviométriques en un «coût d'intervention» approximatif. Les pays versent des primes, calculées en fonction des risques, à un mécanisme d'assurance indexée. Ce mécanisme répartit le risque de sécheresse sur plusieurs pays, tirant parti de la diversité des systèmes météorologiques en Afrique, lesquels rendent improbable le fait que toutes les parties du continent soient touchées par des sécheresses la même année et qu'il faille indemniser tous les

<sup>26</sup> Sources: [www.transparency.org/cpi2013](http://www.transparency.org/cpi2013) et [www.uneca.org/sites/default/files/publications/lutte-contre-la-corruption-renforcement-de-la-gouvernance-en-afrique-2011-2016.pdf](http://www.uneca.org/sites/default/files/publications/lutte-contre-la-corruption-renforcement-de-la-gouvernance-en-afrique-2011-2016.pdf).

<sup>27</sup> Pour plus d'informations, veuillez vous reporter au document [African Risk Capacity \(ARC\) Dossier préparatoire](http://www.africanriskcapacity.org/) et au site [www.africanriskcapacity.org/](http://www.africanriskcapacity.org/).

pays participants en même temps. En plus du versement de sa prime, il est demandé à chaque pays d'élaborer un plan d'urgence précisant de quelle manière les indemnités de l'ARC seront utilisées pour venir en aide aux populations touchées, le cas échéant.

Actuellement, entre le moment où une assistance est demandée et celui où elle est octroyée, les ménages sont souvent contraints d'adopter des stratégies de survie à court terme, telles que la vente d'avoirs productifs (bétail, par exemple), la réduction de la consommation alimentaire ou la déscolarisation des enfants. Ces stratégies peuvent saper la résilience future et remettre en cause les acquis du développement; la perte des moyens d'existence peut en effet avoir des répercussions à long terme sur les ménages et les communautés.

Ce nouveau type de mécanisme de financement, fondé sur le risque plutôt que sur la gestion des crises, cherche à améliorer l'efficacité des interventions en cas de sécheresse, en permettant aux pays de venir plus rapidement en aide aux populations les moins résilientes et les plus vulnérables, en préservant les acquis du développement et en réduisant les coûts à court et long termes de l'assistance. L'objectif de l'ARC est d'offrir un système de gestion des risques plus efficace à l'Afrique et d'assurer le renforcement de capacités nécessaire à sa mise en œuvre. On estime que, si l'ARC disposait d'un fonds d'urgence de 250 millions d'USD, cela permettrait aux pays africains et aux donateurs d'économiser près de 1 milliard d'USD sur 20 ans.

### ***A.8.2 Somalie: l'importance des envois de fonds***

On sait que les envois de fonds effectués par les migrants, dont le montant, à l'échelle mondiale, est actuellement trois fois plus élevé que l'aide publique au développement<sup>28</sup>, ont eu un impact non négligeable sur la pauvreté et la sécurité alimentaire. Ils peuvent contribuer à faire reculer la pauvreté, et déboucher sur une réduction de la faim, de meilleurs régimes alimentaires et, en présence de politiques adaptées, une augmentation des investissements dans les exploitations agricoles<sup>29</sup>.

Les populations touchées par des crises prolongées sont souvent tributaires des envois de fonds effectués de l'étranger par des parents ou des proches qui ont émigrés. Plus de 40 pour cent des Somaliens - soit plus de quatre millions de personnes - reçoivent des fonds de l'étranger, pour un montant estimé à environ 1,2 milliard d'USD par an. Dans tout le pays, les familles utilisent cet argent pour couvrir les dépenses de base du ménage et, dans 70 pour cent des cas, les achats alimentaires<sup>30</sup>. Une baisse de ces envois peut donc entraîner d'importants risques d'insécurité alimentaire.

Des recherches connexes sur les transferts monétaires (l'un des modes d'intervention qui ont prouvé leur efficacité dans le cadre des programmes d'aide alimentaire) ont montré qu'il était possible de maintenir ce type d'aide en Somalie pour faire face à la famine de 2011, sans toutefois se départir de la vigilance requise. Le système local de transferts monétaires était extrêmement efficace et, par leur suivi attentif et leur engagement, les organismes parvenaient à éviter les détournements de fonds<sup>31</sup>.

L'importance des envois de fonds est souvent sous-estimée. Ainsi, en 2013, la banque Barclays a décidé de fermer ses comptes en Somalie, prenant le risque de perturber fortement le flux d'envois de fonds. A sa quarante-septième session extraordinaire, en septembre 2013, le Conseil des Ministres de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) a établi un mécanisme d'appui spécial pour le secteur somalien des envois de fonds et a approuvé les recommandations pratiques formulées par la Somali Money Services Association (SOMSA).

<sup>28</sup> Les envois de fonds ont représenté 40,8 milliards d'USD en 2011, contre 15,1 milliards d'USD pour l'aide au développement. Global Humanitarian Assistance Report (2013).

<sup>29</sup> L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde – 2013

<sup>30</sup> Source: Family Ties: Remittances and Livelihoods Support in Puntland and Somaliland Study Report (2013), Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

<sup>31</sup> Source: Final monitoring report of the Somalia cash and voucher transfer programme - Phase 2: avril 2012-mars 2013 [www.odi.org.uk/publications/7749-cash-transfer-somalia-monitoring-me](http://www.odi.org.uk/publications/7749-cash-transfer-somalia-monitoring-me).

Les initiatives visant à faciliter et à soutenir les envois de fonds peuvent influencer de façon notable sur les moyens d'existence dans les situations de crise prolongée et aider à renforcer la responsabilité mutuelle de la communauté internationale, des autorités nationales et des citoyens.

### ***A.8.3 Mécanismes de financement souples***

Les bailleurs apportent rarement des fonds sans en préciser l'affectation: ils préfèrent souvent soutenir des opérations humanitaires, des interventions de transition ou des actions de développement données. Il s'ensuit inévitablement une coordination des travaux plus difficile et une administration plus lourde. On relève toutefois un nombre croissant d'initiatives visant à renforcer l'intégration des actions humanitaires et des actions de développement au moyen de mécanismes et de politiques de financement plus souples. Ces dispositifs ont permis de réagir plus rapidement aux changements de contexte.

- ***Les «mécanismes d'accélération d'urgence» (Crisis modifiers)***, utilisés pour la première fois par l'USAID/OFDA en Éthiopie, permettent d'adopter une approche plus intégrée, plus fluide et plus souple. Ils se sont révélés efficaces pour protéger les avoirs. Le mécanisme de ce type associé à l'Initiative sur les moyens d'existence des pasteurs (Pastoral Livelihoods Initiative II, PLI-II) apporte à l'USAID/Éthiopie un financement direct qui lui permet de préserver les acquis du développement durant les périodes de choc. Des dons de faible montant donnent aux partenaires les moyens de réagir rapidement en cas de problèmes peu importants et/ou peu étendus qui, faute d'être traités, retarderaient les actions de développement de plus grande ampleur. Ces activités ne durent généralement que quelques mois<sup>32</sup>. L'intégration systématique de «mécanismes d'accélération d'urgence» dans les programmes de développement des zones exposées aux sécheresses, par exemple, permettrait d'adapter les activités aux circonstances extrêmes avec plus de rapidité et de fluidité.
- ***La ligne budgétaire 162.70 de la Norvège, consacrée à l'assistance transitionnelle***, a été créée en 2002 pour financer l'assistance apportée aux pays et aux zones qui se relevaient d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle. Sur le plan institutionnel et financier, l'assistance transitionnelle se situe entre l'assistance au développement à long terme classique et l'assistance humanitaire à plus court terme. L'expérience acquise sur le terrain a montré que le temps qui s'écoulait entre le retrait de l'assistance humanitaire d'un pays et le lancement d'une coopération en faveur du développement à long terme était souvent trop long. Un système de financement souple était donc nécessaire pour assurer un soutien continu des processus actifs de consolidation de la paix et des travaux de reconstruction<sup>33</sup>.
- L'initiative phare ***SHARE (Supporting the Horn of Africa's Resilience – Appui à la capacité de résistance de la corne de l'Afrique) de l'Union européenne*** a été lancée pour parer aux conséquences d'une réaction tardive à la crise qui a touché la corne de l'Afrique en 2011, et dans le but d'améliorer la capacité des populations, des communautés et des pays à faire face aux crises récurrentes. Elle cherche à rompre le cercle vicieux de la sécheresse, de la faim et de la pauvreté au moyen d'une coordination continue entre l'assistance humanitaire et l'aide au développement. Forte d'un budget de plus de 270 millions d'EUR en 2012 et en 2013, l'initiative SHARE vise à renforcer la résilience en améliorant les possibilités d'activités rémunératrices des communautés agricoles et pastorales ainsi que la capacité des services publics à faire face aux crises<sup>34</sup>.

<sup>32</sup> Source: [photos.state.gov/libraries/ethiopia/427391/PDF%20files/OFDA%20Ethiopia%20Overview%202.pdf](https://photos.state.gov/libraries/ethiopia/427391/PDF%20files/OFDA%20Ethiopia%20Overview%202.pdf)

<sup>33</sup> Source: Norwegian Peacebuilding Policies: Lessons Learnt and Challenges Ahead. Evaluation Report 2/2004. [www.regjeringen.no/upload/kilde/ud/rap/2004/0044/ddd/pdfv/210674-rapp204.pdf](http://www.regjeringen.no/upload/kilde/ud/rap/2004/0044/ddd/pdfv/210674-rapp204.pdf).

<sup>34</sup> Source: [ec.europa.eu/echo/policies/resilience/share\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/echo/policies/resilience/share_fr.htm)

## Principe 9

### ***A.9.1 FAO-FIDA: appuyer le renforcement des capacités<sup>35</sup>***

La FAO et le FIDA ont lancé une initiative conjointe de 2,6 millions d'USD pour aider les pays en développement, et en particulier les États fragiles, à gérer plus efficacement les investissements publics dans la petite agriculture. Une attention particulière est accordée aux pays où la faiblesse des structures de gouvernance risque d'entraver l'obtention des résultats escomptés des projets de développement. L'initiative ciblera jusqu'à 15 projets dans dix pays, sur une période de deux ans, en donnant la priorité aux projets qui sont déjà en cours, mais qui rencontrent des difficultés.

La Division du Centre d'investissement de la FAO, qui dirige l'action de l'Organisation visant à augmenter les investissements dans l'agriculture et le développement rural, travaillera aux côtés des pays afin de renforcer leur capacité à planifier et mettre en œuvre des programmes d'investissement financés par le FIDA.

L'objectif est de développer, aux niveaux local et national, les capacités de planification, de gestion et d'exécution des programmes d'investissement agricole, dans le but ultime d'améliorer les résultats en matière de développement. L'initiative est axée sur la formation, le mentorat, l'apprentissage pratique et le matériel d'orientation, le partage des bonnes pratiques et la collecte d'informations sur les obstacles institutionnels ou les contraintes de capacité les plus fréquemment rencontrés par les différents acteurs.

L'amélioration des compétences de gouvernance, de gestion de projets et de partage de connaissances contribue à établir une base solide pour la mise en œuvre des futurs projets, parce qu'elle permet une meilleure compréhension des obstacles et une mise à profit de l'expérience acquise dans ce type de contextes difficiles.

Cette initiative illustre bien comment il est possible de détecter et de résoudre les problèmes de capacités susceptibles d'entraver les parties prenantes dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des programmes et projets en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les États fragiles.

### ***A.9.2 Crise de 2011 dans la corne de l'Afrique: tirer les enseignements de l'expérience et apporter des modifications<sup>36</sup>***

Les effets catastrophiques de la réaction tardive (malgré de nombreux signes avant-coureurs) de la communauté internationale à l'insécurité alimentaire et à la famine qui ont frappé la corne de l'Afrique en 2011 ont conduit à apporter un certain nombre de modifications aux politiques et pratiques d'intervention en cas de situations d'urgence annoncées.

Diverses évaluations et analyses de la réponse apportée à cette crise de 2011 dans la corne de l'Afrique ont abouti à des recommandations similaires pour les actions futures, préconisant notamment: des actions plus préventives, moins de frilosité des donateurs à l'égard du risque, une plus grande souplesse dans le financement, une meilleure utilisation des transferts monétaires et des dispositifs de protection sociale (y compris à grande échelle), une structure plus organisée afin d'améliorer la réponse aux alertes rapides, et des cycles de financement pluriannuels. Depuis les événements de 2011, diverses parties prenantes ont fait évoluer leurs politiques et leurs mesures, en tirant les enseignements de l'expérience:

<sup>35</sup> Source: Communiqué de presse du FIDA: « IFAD and FAO target small-scale agricultural projects facing challenges \$2.6 million grant to help countries manage public investments ». 2 octobre 2013.

[www.ifad.org/media/press/2013/44.htm](http://www.ifad.org/media/press/2013/44.htm)

<sup>36</sup> Sources: Horn of Africa Learning and Accountability Portal ([www.hornofafricaportal.org/evaluations](http://www.hornofafricaportal.org/evaluations)); Global Humanitarian Assistance Report 2013 ([www.globalhumanitarianassistance.org/wp-content/uploads/2013/07/GHA-Report-2013.pdf](http://www.globalhumanitarianassistance.org/wp-content/uploads/2013/07/GHA-Report-2013.pdf)).

- Fin 2012, les Nations Unies ont annoncé une procédure d'appel global de trois ans pour la Somalie, première procédure de ce type. Cette innovation a été suivie depuis d'un plan stratégique d'intervention similaire, le Plan d'intervention humanitaire au Sahel 2014-2016.
- La Stratégie de Nairobi<sup>37</sup>, élaborée par les dirigeants africains et les partenaires internationaux lors du Sommet sur la corne de l'Afrique qui s'est tenu en septembre 2011, exposait un certain nombre d'engagements destinés à remédier à une grande partie des problèmes mis en évidence par la crise de 2011. Les participants au sommet sont convenus que la crise reflétait «[...] un sous-investissement de longue date dans les zones exposées à la sécheresse» et qu'il fallait adopter une nouvelle approche, dans laquelle les politiques et les programmes auraient comme «[...] objectif premier de renforcer la résilience aux futurs chocs climatiques et économiques». Cette nouvelle approche et ce nouvel axe devraient «[...] englober toute la succession d'actions (secours, redressement, reconstruction, innovation et développement à long terme) orientée sur le développement durable, afin de parvenir à la résilience face à la sécheresse et à la sécurité alimentaire».
- Lors des appels suivants, on a constaté une augmentation du montant des programmes de transferts monétaires, ce qui montrait que les bailleurs avaient compris qu'en Somalie du moins, la crise alimentaire était due à la hausse des prix induite par le conflit, qui rendait les produits alimentaires inabordables pour la population, autant qu'à la pénurie alimentaire provoquée par la sécheresse.

## Principe 10

### ***A.10.1 Cisjordanie et Bande de Gaza: mise en pratique de la responsabilité envers les populations touchées***

Les organisations manquent au respect qu'elles doivent aux communautés aux côtés desquelles elles travaillent lorsqu'elles ne sont pas, au minimum, transparentes sur leur rôle, sur leur programme de travail et sur ce que ces communautés peuvent attendre d'elles. En outre, l'information et une communication efficace font sans conteste partie des réalisations essentielles que l'on attend de l'aide. Les organismes d'aide doivent donc s'attacher à comprendre les besoins d'information particuliers des communautés auxquelles ils viennent en aide, puis s'efforcer d'y répondre dans toute la mesure du possible.

Les participants au projet de la FAO en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza ont été interrogés sur le thème de la responsabilité envers les populations touchées, et notamment sur leurs besoins d'information et sur les normes actuelles de communication de cette information. Ils ont rappelé que l'information pouvait être manipulée et utilisée pour exercer un pouvoir sur autrui et ont insisté sur le fait qu'on devrait la rendre accessible à tous dans les mêmes conditions et éviter de favoriser les hommes en mettant l'information à disposition dans des endroits où les femmes ne vont pas. Ils ont confirmé qu'ils étaient effectivement informés des interventions, des ressources qu'ils allaient recevoir et des bénéficiaires ciblés, mais ont demandé en outre à être avertis des changements, des articles qui devaient leur être fournis ainsi que des éventuels retards et de leurs causes, et ont souhaité être informés sur les critères de sélection, le fonctionnement du ciblage, le personnel du projet et les personnes à contacter.

### ***A.10.2 Renforcement de la responsabilité sociale: le programme Mwananchi<sup>38</sup>***

Mis en œuvre dans six pays africains (Éthiopie, Ghana, Malawi, Ouganda, Sierra Leone et Zambie), le programme Mwananchi s'appuie sur 66 organisations présentes dans plus de 200 communautés locales pour renforcer la participation des citoyens aux affaires publiques.

<sup>37</sup> Voir: [aigaforum.com/news/Nairobi\\_Strategy\\_091411.pdf](http://aigaforum.com/news/Nairobi_Strategy_091411.pdf)

<sup>38</sup> Sources: [www.mwananchi-africa.org/](http://www.mwananchi-africa.org/) et UKAid. *Rethinking social accountability in Africa: Lessons from the Mwananchi Programme*, par Fletcher Tembo ([www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/8561.pdf](http://www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/8561.pdf)).



L'objectif est d'accroître la transparence et de faire en sorte que les pouvoirs publics rendent mieux compte de leur action. Le nom du programme, Mwananchi (mwah-nah-'n-chee), est un mot kiswahili signifiant « citoyen ». Il fait référence à un citoyen responsable, travailleur – exactement le type de personnes auxquelles est destiné le programme.

Les constatations issues du programme indiquent que la manière dont les initiatives en matière de responsabilité sociale sont actuellement conçues et mises en œuvre présente trois problèmes majeurs:

- un défaut de prise en compte des incitations qui sont au cœur des problèmes d'action collective;
- des théories du changement qui ne mettent pas à profit l'apprentissage par la pratique;
- un appui général à des agents du changement standard, plutôt qu'une recherche préalable du processus susceptible d'apporter le changement.

Pour remédier à ces problèmes, il est recommandé de privilégier les processus contextuels, ou « processus d'interlocution », qui permettent à des acteurs sélectionnés, ou interlocuteurs, d'orchestrer les changements dans les relations entre les citoyens et l'État à différents niveaux et d'organiser l'abandon des outils normalisés qui pourraient être inefficaces.

Le projet MAJAP (Mwananchi Justice Agenda Project), mis en œuvre par World Voices Uganda, a facilité l'accès à la justice au moyen de systèmes informels de justice communautaire (connus sous le nom de cours Bataka), dans le cadre d'une stratégie visant à donner aux citoyens ordinaires la possibilité de définir leurs propres objectifs en matière de justice. Les populations rurales ont difficilement accès aux tribunaux officiels, ce qui entraîne un coût prohibitif des actions en justice. Le modèle Bataka, en revanche, permet aux citoyens de faire juger leurs litiges au sein de leur propre communauté, reliant ainsi la justice aux relations communautaires et à la résolution des différends. Il se pourrait également qu'il fasse diminuer le taux de récidive, ce que les dispositifs officiels parviennent rarement à faire. En offrant aux citoyens ordinaires une voie d'accès à la justice pour un coût abordable, ce système renforce leur capacité à disposer d'eux-mêmes et à participer aux débats. World Voices a rédigé un manuel afin de permettre au modèle Bataka d'être mis en œuvre dans d'autres régions ougandaises.

### ***A.10.3 Kenya et Myanmar: impact des mécanismes de reddition de comptes<sup>39</sup>***

La responsabilité est jugée importante à divers titres: elle améliore l'efficacité des programmes humanitaires et des programmes de développement en assurant l'adéquation des biens et services avec les besoins des populations, ce qui contribue à garantir la durabilité; en outre, lorsque les systèmes de reddition de comptes favorisent la participation des communautés aux programmes, ils peuvent contribuer à l'autonomisation politique et sociale; enfin, la responsabilité peut accroître l'efficacité des programmes en permettant aux intéressés de détecter les fautes de gestion et le gaspillage et d'y remédier.

Des travaux récents fournissent des éléments probants sur l'efficacité des mécanismes de reddition de comptes pour améliorer la qualité et l'impact de l'assistance. Les résultats, établis à partir des données de référence de la norme de redevabilité humanitaire et de gestion de la qualité publiée par le Partenariat international pour la redevabilité humanitaire (HAP International)<sup>40</sup> et s'inspirant des études de cas relatives au Kenya et au Myanmar et d'une synthèse documentaire, sont frappants. On a constaté que les mécanismes de reddition de comptes avaient:

- amélioré le ciblage de l'assistance, le choix des interventions et le lieu de fourniture des services – la participation des communautés permettait aux organismes de mieux

<sup>39</sup> Sources: A. Featherstone. 2013. *Improving Impact: Do accountability mechanisms deliver results?* A joint Christian Aid, Save the Children, Humanitarian Accountability Partnership report. (Disponible à l'adresse [www.christianaid.org.uk/images/accountability-impact-report-2013.pdf](http://www.christianaid.org.uk/images/accountability-impact-report-2013.pdf)).

<sup>40</sup> [www.hapinternational.org/what-we-do/hap-standard.aspx](http://www.hapinternational.org/what-we-do/hap-standard.aspx).

- appréhender les vulnérabilités locales;
- renforcé la confiance entre les organismes et les communautés locales;
- contribué à développer un climat de confiance avec les communautés dans les zones dangereuses;
- optimisé l'utilisation des ressources et mis en avant la nécessité de tirer le meilleur profit des ressources financières;
- renforcé l'appropriation des projets par les communautés.

Ces résultats indiquent que les mécanismes de reddition de comptes influent favorablement sur les résultantes en matière de développement et d'action humanitaire et doivent être considérés comme contribuant de façon essentielle au processus global de développement. Davantage d'éléments probants seront nécessaires pour pousser plus loin ces constatations.

## **Annexe B – Études de cas**

### **B.1 Introduction**

Cette annexe propose trois études de cas qui ont pour objet:

- d'illustrer les processus multipartites nationaux d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi des politiques et mesures appropriées;
- de partager les premiers enseignements tirés de l'expérience et, dans la mesure du possible, les plans d'action issus des examens multipartites des politiques et mesures en place menés à l'initiative des pays en s'appuyant sur les principes du Programme d'action;
- d'inciter d'autres acteurs à faire évoluer leurs politiques et mesures de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition pendant les crises prolongées.

Ces études de cas s'adressent principalement aux responsables politiques de haut niveau des gouvernements nationaux. Comme indiqué à la section consacrée à la voie à suivre dans la première partie, toutes les parties prenantes sont invitées à utiliser les principes d'action, les exemples et les études de cas de ce programme d'action pour guider l'établissement ou le renforcement des processus multipartites d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi des politiques et des mesures, et à mettre en commun les plans et les enseignements tirés de l'expérience par l'entremise du CSA.

La présentation de ces études de cas n'implique aucune approbation de la part du CSA ni des États membres ou d'autres participants. Elles sont fournies à des fins d'illustration uniquement.

Les membres du CSA et les participants ont été invités à soumettre leurs suggestions et à se porter volontaires pour faire l'objet d'une étude de cas. Trois pays ont accepté de se prêter à l'exercice: le Soudan du Sud, le Yémen et le Brésil. Le Groupe de soutien technique du Programme d'action a jugé ces études de cas intéressantes pour illustrer comment il était possible de transformer les principes en action. Les versions définitives des études de cas seront intégrées dans l'Annexe B du projet final du Programme d'action.

### **B.2 Grandes lignes des études de cas**

#### ***Soudan du Sud et Yémen***

Les sections de l'étude comprendront les éléments suivants:

- description du contexte national, et notamment de la situation de la sécurité alimentaire et des caractéristiques des crises prolongées;
- description de la méthode, y compris ses contraintes et limitations, et la manière dont elle oriente l'établissement de processus multipartites nationaux d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi des politiques et des mesures appropriées;
- analyse multipartite nationale préliminaire du contexte dans le pays, sous l'angle des principes du Programme d'action, et notamment des possibilités d'intégration et d'harmonisation avec d'autres processus et structures apparentés plus larges;
- conclusions et recommandations d'action formulées par diverses parties prenantes et description des plans qui permettront d'y donner suite;
- graphiques et encadrés illustrant le propos.

#### ***Brésil***

Les sections de l'étude comprendront les éléments suivants:

- description de la coopération actuelle du Brésil en matière de sécurité alimentaire et de nutrition avec les pays exposés à des crises prolongées ou touchés par de telles crises;
- description de la méthode employée pour établir un processus multipartite national continu de révision et de planification des politiques et mesures du Brésil;
- analyse multipartite nationale préliminaire de l'approche et des mesures actuellement retenues par le Brésil;
- grandes lignes de la stratégie brésilienne de coopération en matière de sécurité alimentaire et de nutrition lors de crises prolongées;



- plans et engagements des différentes parties prenantes nationales pour renforcer la coopération du Brésil en matière de sécurité alimentaire et de nutrition lors de crises prolongées.

## **Annexe C – Recueil de documents d'orientation et de documents de référence clés**

[Recueil et guide de référence sur les documents d'orientation et les documents de référence clés en matière de sécurité alimentaire et de nutrition lors des crises prolongées, mis en correspondance avec la structure et les principes présentés dans la première partie. Toutes les références sont fournies dans leur langue d'origine uniquement.]

### **PRÉFACE – Contexte et principe**

**Committee on World Food Security (CFS).** 2010. *CFS 2010/6 - Policy Roundtable addressing Food Insecurity in Protracted crises: issues and challenges*, 36<sup>th</sup> session CFS, Rome. (available at <http://www.fao.org/docrep/meeting/019/k8865e.pdf>).

**Committee on World Food Security (CFS).** 2012. Section H. Addressing Food Security and Nutrition in Protracted Crises, (paragraphs 66-68), in *CFS 2012/39/5 Add.1 Rev.1 - Global Strategic Framework for Food Security and Nutrition - First Version Consolidated version endorsed by the Thirty-ninth Session of the Committee on World Food Security, Rome, 15-20 October, 39<sup>th</sup> session CFS, Rome.* (available at [http://www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/bodies/CFS\\_sessions/39th\\_Session/39eme\\_rg/ME498E\\_CFS\\_2012\\_39\\_5\\_Add\\_1\\_Rev\\_1.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/bodies/CFS_sessions/39th_Session/39eme_rg/ME498E_CFS_2012_39_5_Add_1_Rev_1.pdf)).

**Committee on World Food Security (CFS).** 2012. *CFS 2012/39/7 - Addressing Food Insecurity in Countries in Protracted Crises*, 39<sup>th</sup> session CFS, Rome. (available at <http://www.fao.org/docrep/meeting/026/me888e.pdf>).

**FAO.** 2010. *The State of Food Insecurity in the World 2010*. Rome. (available at <http://www.fao.org/docrep/013/i1683e/i1683e.pdf>).

**FAO.** 2012. *High Level Expert Forum on Addressing Food Insecurity in Protracted Crises: Final Report*. 13-14 September, Rome. (available at [http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs\\_high\\_level\\_forum/documents/REPORT\\_H\\_LEF.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs_high_level_forum/documents/REPORT_H_LEF.pdf)).

**GHA (Global Humanitarian Assistance).** 2012. *GHA Report*. (available at <http://www.globalhumanitarianassistance.org/report/gha-report-2012>).

### **PRÉFACE – Alignement**

**Anon.** 2011. *Maastricht principles on extraterritorial obligations of states in the area of economic, social and cultural rights*. (available at [http://www.ciel.org/Publications/Maastricht\\_ETO\\_Principles\\_21Oct11.pdf](http://www.ciel.org/Publications/Maastricht_ETO_Principles_21Oct11.pdf)).

**Committee on World Food Security (CFS).** 2013. *Global Strategic Framework for Food Security and Nutrition - Second Version* endorsed by the Fortieth Session of the Committee on World Food Security (Rome, 7-11 October 2013), (40<sup>th</sup> session CFS, Rome). (available at <http://www.fao.org/docrep/meeting/029/MI019e.pdf>).

**FAO.** 2005. *Voluntary Guidelines to Support the Progressive Realization of the Right to Adequate Food in the Context of National Food Security*. Rome. (available at <http://www.fao.org/docrep/meeting/009/y9825e/y9825e00.HTM>).

**FAO.** 2009. *The Five Rome Principles for Sustainable Global Food Security - Declaration of the World Summit on Food Security*, World Summit on Food Security, Rome, 16-18 November. (available at <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/Meeting/018/k6050e.pdf>). ([http://www.fao.org/fileadmin/templates/wsfs/Summit/Docs/Final\\_Declaration/WSFS\\_09\\_Declaration.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/wsfs/Summit/Docs/Final_Declaration/WSFS_09_Declaration.pdf))

- FAO.** 2012. *Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure of Land, Fisheries and Forests in the Context of National Food Security*. Rome. (available at <http://www.fao.org/docrep/016/i2801e/i2801e.pdf>).
- HLPE.** 2013. *Investing in smallholder agriculture*. A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security, Rome. (available at [http://www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/hlpe/hlpe\\_documents/HLPE\\_Reports/HLP\\_E-Report-6\\_Investing\\_in\\_smallholder\\_agriculture.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/hlpe_documents/HLPE_Reports/HLP_E-Report-6_Investing_in_smallholder_agriculture.pdf)).
- (UN)/ISDR.** 2005. *Hyogo Framework for Action*. Presented at World Conference on Disaster Reduction, 18-22 January, Kobe, Hyogo, Japan. (available at <http://www.unisdr.org/2005/wcdr/intergover/official-doc/L-docs/Hyogo-framework-for-action-english.pdf>).
- ICARRD/FAO.** 2006. *The final Declaration of the International Conference on Agrarian Reform and Rural Development (ICARRD)*. (available at [http://www.nyeleni.org/IMG/pdf/2006\\_03\\_FinalDeclaration\\_FAO\\_Conference\\_En-1-3.pdf](http://www.nyeleni.org/IMG/pdf/2006_03_FinalDeclaration_FAO_Conference_En-1-3.pdf)).
- IFAD.** 2006. *IFAD Policy on Crisis Prevention and Recovery*, April 2006. (available at <http://www.ifad.org/gbdocs/eb/87/e/EB-2006-87-R-3-REV-1.pdf>).
- IFAD.** 2008. *IFAD's role in fragile states*. Rome. (available at <http://www.ifad.org/gbdocs/repl/8/iv/e/REPL-VIII-4-R-5.pdf>).
- IFAD.** 2011. *Fragile states: Working to build resilience*. Rome. (available at [http://www.ifad.org/pub/fragile/fragile\\_e.pdf](http://www.ifad.org/pub/fragile/fragile_e.pdf)).
- IFAD.** Rural Poverty portal website. (available at <http://www.ruralpovertyportal.org/>).
- ILO.** 1948/49. *Conventions 87 and 98*. Geneva. (available at [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/---sro-new-delhi/documents/publication/wcms\\_165765.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/---sro-new-delhi/documents/publication/wcms_165765.pdf)).
- ILO.** 1989. *Convention 169/ Indigenous and Tribal Peoples Convention*. Geneva. (available at <http://www.ilo.org/indigenous/Conventions/no169/lang--en/index.htm>).
- International Dialogue on Peacebuilding and Statebuilding.** 2011. *The New Deal for Engagement in Fragile States*. (available at <http://www.newdeal4peace.org/wp-content/uploads/2013/01/new-deal-for-engagement-in-fragile-states-en.pdf>).
- Millennium Development Goals (MDGs)/UN.** 2000. (available at <http://mdgs.un.org/unsd/mdg/host.aspx?Content=indicators/officialist.htm>).
- OECD.** 2008/2005. *Paris Declaration on Aid Effectiveness (2005), the Accra Agenda for Action (2008)*. (available at <http://www.oecd.org/development/effectiveness/34428351.pdf>).
- OECD.** 2011. *Monitoring the Principles for Good International Engagement in Fragile States and Situations*. (available at <http://www.oecd.org/dacfragilestates/44651689.pdf>).
- OECD.** 2012, *Principles for good international engagement in fragile states and situations*. Paris. (available at <http://www.oecd.org/dacfragilestates/thefragilestatesprinciplesfeps.htm>).
- Scaling up Nutrition (SUN) Framework for Action (2010) and Road Map (2012) and Strategy (2012-2015).** (available at <http://scalingupnutrition.org/resources-archive>).

- UN/HLTF. 2010. *Updated Comprehensive Framework for Action (UCFA)*. (available at <http://www.un-foodsecurity.org/node/842>).
- UNICEF. 1989. *The 1989 Convention on the Rights of the Child (CRC)*. (available at [http://www.unicef.org/crc/index\\_30177.html](http://www.unicef.org/crc/index_30177.html)).
- UN. 1979. *Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women (CEDAW)*. (available at <http://www.ohchr.org/en/hrbodies/cedaw/pages/cedawindex.aspx>).
- UN. 1993. *Declaration on the Elimination of Violence Against Women (DEVAW)*. (available at <http://www.un.org/documents/ga/res/48/a48r104.htm>).
- UN. 1995. *Beijing Platform for Action ensure women's rights*. (available at <http://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/platform/declar.htm>).
- UN. 2008. *The UN Declaration on Rights of Indigenous People (UNDRIP)*. (available at [http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/DRIPS\\_en.pdf](http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/DRIPS_en.pdf)).
- UN. 2012. Rio +20, United Nations Conference on Sustainable Development outcome document. (available at <http://sustainabledevelopment.un.org/rio20.html>).
- UN. 2012. *Sustainable Development Goals (SDGs) process*. (available at <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1300>).
- UNEP. 2005-2007. *International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development (IAASTD)*. (available at <http://www.unep.org/dewa/Assessments/Ecosystems/IAASTD/tabid/105853/Default.aspx>).
- 3<sup>rd</sup> High Level Forum on Aid Effectiveness.** 2008. *Accra Agenda for Action*. 2-4 September Accra, Ghana. (available at <http://www.oecd.org/dac/effectiveness/34428351.pdf>).
- 4<sup>th</sup> High Level Forum on Aid Effectiveness.** 2011. *Busan Partnership for Effective Development Co-operation*. 29 November – 1 December. Busan, South Korea. (available at <http://www.oecd.org/dac/effectiveness/49650173.pdf>).

## **PARTIE 1 – Principes d'action**

### **Introduction**

- ACCRA. 2012. *The ACCRA Local Adaptive Capacity Framework*. An ACCRA Brief. (available at [http://www.careclimatechange.org/files/adaption/ACCRA%20Local Adaptive %20 Policy.pdf](http://www.careclimatechange.org/files/adaption/ACCRA%20Local%20Adaptive%20Policy.pdf)).
- Alinovi, L., Hemrich, G. & Russo, L. (eds). *Beyond Relief: Food Security in Protracted Crisis*. Rugby, UK, Practical Action.
- Alinovi, L., Mane, E. & Romano, D. 2008. Towards the Measurement of Household Resilience to Food Insecurity: Applying a Model to Palestinian Household Data. In Sibrian, R., (ed.). *In Deriving Food Security Information From National Household Budget Surveys. Experiences, Achievement, Challenges*. FAO. Rome: 137-52. (available at <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/i0430e/i0430e.pdf>).
- Collins, G. 2013. *Measuring resilience to recurrent crises in the Horn of Africa and Sahel: Initial approaches and challenges*. Powerpoint presentation to the *Expert Consultation on Resilience Measurement Related to Food Security* sponsored by the Food and Agricultural Organization and World Food Programme, Rome, Italy, February 19-21.

**Constas, M. & Barrett, C.** 2013. *Principles of resilience measurement for food insecurity: metrics, mechanisms, and implementation plans*. Paper presented at the *Expert Consultation on Resilience Measurement Related to Food Security* sponsored by the Food and Agricultural Organization and World Food Programme, Rome, Italy, February 19-21, 2013.

**Council of the European Union.** 2013. *Council conclusions on Food and Nutrition Security in external assistance*. Brussels.

**DFID.** 2011. *Defining Disaster Resilience: A DFID Approach Paper*. London. (available at

<https://www.gov.uk/government/publications/defining-disaster-resilience-a-dfid-approach-paper>).

**EC (European Commission).** 2010. *Humanitarian Food Assistance*. Brussels. (available at [http://ec.europa.eu/echo/files/policies/sectoral/Food\\_Assistance\\_Comm.pdf](http://ec.europa.eu/echo/files/policies/sectoral/Food_Assistance_Comm.pdf)).

**EC (European Commission).** 2010. *An EU policy framework to assist developing countries in addressing food security challenges*. COM, 127. Brussels. (available at [http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/COMM\\_PDF\\_COM\\_2010\\_0127\\_EN.PDF](http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/COMM_PDF_COM_2010_0127_EN.PDF)).

**EC (European Commission).** 2013. *The EU approach to resilience: learning from food security crises*. Brussels. (available at [http://ec.europa.eu/europeaid/what/food-security/documents/20121003-comm\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/europeaid/what/food-security/documents/20121003-comm_en.pdf)).

**EC (European Commission).** 2013. *Boosting food and nutrition security through EU action: implementing our commitments*. Staff Working Document, 104. Brussels. (available at [http://ec.europa.eu/europeaid/what/food-security/documents/boosting\\_food\\_and\\_nutrition\\_security\\_through\\_eu\\_action\\_ec\\_swd.pdf](http://ec.europa.eu/europeaid/what/food-security/documents/boosting_food_and_nutrition_security_through_eu_action_ec_swd.pdf)).

**EC (European Commission).** 2013. *Action Plan for Resilience in Crisis Prone Countries 2013-2020*. Commission Staff Working Document. Brussels. (available at: [http://ec.europa.eu/echo/files/policies/resilience/com\\_2013\\_227\\_ap\\_crisis\\_prone\\_countries\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/echo/files/policies/resilience/com_2013_227_ap_crisis_prone_countries_en.pdf)).

**FAO.** 2012. *Resilience of individuals, households, communities and institutions in protracted crises*. High-Level Expert Forum on Food Insecurity in Protracted Crises, 13–14 September 2012, Rome, Italy. Rome (available at [http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs\\_high\\_level\\_forum/documents/Brief3.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs_high_level_forum/documents/Brief3.pdf)).

**FAO.** 2013. *The Director-General's Medium Term Plan 2014-17 and Programme of Work and Budget 2014-15*. Rome. (see specifically Strategic Objective 5).

**Folkema, J., Ibrahim, M. & Wilkinson, E.** 2013. *World Vision's resilience programming: adding value to development*. ODI Working Paper. London (available at <http://www.odi.org.uk/publications/7680-world-visions-resilience-programming-adding-value-development>).

**HPG (Humanitarian Policy Group).** 2011. *A conceptual analysis of livelihoods and resilience: addressing the 'insecurity of agency'*. HPG Working Paper. ODI. (available at <http://www.odi.org.uk/publications/6976-resilience-livelihoods-agency-socio-economic-security>).

**HLEF.** 2012. *Somalia: A Resilience Strategy*. Istanbul II Conference, Partnership Forum on Resilience, May 31st.

- Kaplan, S.** 2009. *Enhancing Resilience in Fragile States*. European Development Background Paper. (available at [http://www.erd-report.eu/erd/report\\_2009/documents/volB/Backgrounds/ERD-Background\\_Paper-Kaplan.pdf](http://www.erd-report.eu/erd/report_2009/documents/volB/Backgrounds/ERD-Background_Paper-Kaplan.pdf)).
- Kemp, J. & Ireland, C.** 2009. *Linking Relief and Development: Integrating development principles into relief programming for better livelihood outcomes*. March. The IDL Group, Bristol, UK. (available at <http://www.theidlgroup.com/documents/theIDLgroup-LinkingReliefandDevelopmentMar09-JKandCI.pdf>).
- Levine, S., Pain, A., Bailey, S. & Fan, L.** 2012. *The relevance of 'resilience'?* HPG Policy Brief 149. (available at <http://www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/7818.pdf>).
- Mansuri, G. & Healy, A.** 2001. *Vulnerability Prediction in Rural Pakistan*. Washington, DC: World Bank. Mimeo.
- OECD.** 2010. *What does 'resilience' mean for donors?* Factsheet. (available at <http://www.oecd.org/dac/governance-development/May%2010%202013%20FINAL%20resilience%20PDF.pdf>).
- Schmidhuber, J. & Bruinsma, J.** 2011. Investing towards a world free of hunger: lowering vulnerability and enhancing resilience. In A. Prakash, ed. *Safeguarding food security in volatile global markets*. Rome, FAO.
- UN.** 2011. *Programme of Action for the Least Developed Countries for the Decade 2011-2020*, Fourth United Nations Conference on the Least Developed Countries, Istanbul, 9-13 May.
- USAID.** 2012. *Building Resilience to Recurrent Crisis*. USAID Policy And Program Guidance. (available at <http://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1870/USAIDResiliencePolicyGuidanceDocument.pdf>).
- Venton, C.C., Fitzgibbon, C., Shitarek, T., Coulter, L. & Dooley, O.** 2012. *The Economics of Early Response and Disaster Resilience: Lessons from Kenya and Ethiopia*. (available at [www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/67330/Econ-Ear-Rec-Res-Full-Report\\_20.pdf](http://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/67330/Econ-Ear-Rec-Res-Full-Report_20.pdf)).
- Venton, C.C. & Siedenburger, J.** 2010. *Investing in communities: The benefits and costs of building resilience for food security in Malawi*. Tearfund. (available at [http://www.preventionweb.net/files/16866\\_16866investingincommunities1.pdf](http://www.preventionweb.net/files/16866_16866investingincommunities1.pdf)).
- WMO.** 2012. *Building Resilience through Community Participation: A Report on the Pilot Project on Community Flood Management in Bangladesh, India and Nepal*. Hydrology and Water Resources Department of WMO.



## **Principes d'action**

***Principe 1. Respecter les obligations internationales en vigueur dans le domaine de l'action humanitaire et des droits de l'homme et s'inspirer des orientations politiques du CSA, en mettant l'accent sur la protection de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la nutrition lors des crises prolongées.***

- CESCR.** 1999. *Substantive issues arising in the implementation of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights: General comment 12: The right to adequate food (Art. 11).* Committee on Economic, Social and Cultural Rights. Geneva. (available at <http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/0/3d02758c707031d58025677f003b73b9>)
- CFS.** 2012. *Global strategic framework for food security and nutrition.* Committee on World Food Security. Rome. (available at <http://www.fao.org/docrep/meeting/026/ME498E.pdf>).
- CFS.** 2012. H. Addressing food security and nutrition in protracted crises. In *CFS Global strategic framework for food security and nutrition*, paragraphs 66–68. Committee on World Food Security. Rome. (available at <http://www.fao.org/docrep/meeting/026/ME498E.pdf>).
- Cotterell, L.** 2005. *Human rights and poverty reduction: Approaches to human rights in humanitarian crises.* London, Overseas Development Institute. (available at <http://www.odh.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/4345.pdf>).
- FAO.** 2002. *The right to adequate food in emergencies*, by L. Cotula and M. Vidar for the FAO Legal Office. FAO Legislative Study 77. Rome. (available at <http://www.fao.org/docrep/005/Y4430E/y4430e00.htm>).
- FAO.** 2005. *Voluntary guidelines to support the progressive realization of the right to adequate food in the context of national food security.* Rome. (available at <http://www.fao.org/docrep/009/y7937e/y7937e00.htm>).
- FAO.** 2007. *Guide on Legislating for the Right to Food.* Rome. (available at [http://www.fao.org/righttofood/publi09/guide\\_on\\_legislating.pdf](http://www.fao.org/righttofood/publi09/guide_on_legislating.pdf)).
- FAO.** 2007. *FAO's Right to Food Team and FAO Right to Food Web Site.* (available at [www.fao.org/righttofood](http://www.fao.org/righttofood)).
- FAO.** 2007. *Right to Food Methodological Toolbox.* (available at <http://www.fao.org/righttofood/knowledge-centre/rtf-methodological-toolbox/en/>).
- FAO.** 2011. *Country programming guidelines: Principles and policy.* Paper prepared for the 108th session of the FAO Programme Committee, 10–14 October 2011, Rome, Italy. (available at <http://www.fao.org/docrep/meeting/023/mc218e.pdf>).
- FAO.** 2012. *FAO in emergencies guidance note: Accountability to affected populations.* Rome. (available at [http://www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/emergencies/docs/Guidance%20Note\\_Accountability\\_Publi.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/emergencies/docs/Guidance%20Note_Accountability_Publi.pdf)).
- FAO.** 2013. *Social Protection and the Right to Food.* Right to Food Issues Brief 3. Rome. (available at <http://www.fao.org/docrep/017/ap601e/ap601e.pdf>).
- FAO.** (forthcoming). *The Right to Adequate Food in Emergency Response and Resilience-building Programmes.* Rome.
- Graziano Da Silva, J.** 2012. Promover el derecho a la alimentación y la resiliencia para hacer frente a la inseguridad alimentaria en el Sahel. *Tiempo de Paz*, 106: 5–11.

- ICC.** 2002. *Rome Statute of the International Criminal Court*. The Hague. (available at [http://www.icc-cpi.int/nr/rdonlyres/ea9aeff7-5752-4f84-be94-0a655eb30e16/0/rome\\_statute\\_english.pdf](http://www.icc-cpi.int/nr/rdonlyres/ea9aeff7-5752-4f84-be94-0a655eb30e16/0/rome_statute_english.pdf)).
- ICJ.** 2004. *Legal consequences of the construction of a wall in the Occupied Palestinian Territory, advisory opinion*. ICJ Reports 2004. The Hague, International Court of Justice. (available at <http://www.icj-cij.org/docket/files/131/1671.pdf>).
- ICRC.** 1949. *Convention (IV) relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War*. Geneva, 12 August 1949. Geneva. (available at <http://www.icrc.org/ihl/INTRO/380>).
- ICRC.** 1949. *Convention (III) relative to the Treatment of Prisoners of War*. Geneva, 12 August 1949. Geneva, Switzerland (available at [www.icrc.org/ihl/INTRO/375](http://www.icrc.org/ihl/INTRO/375)).
- ICRC.** 1977. *Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of International Armed Conflicts (Protocol I)*, 8 June 1977. Geneva. (available at <http://www.icrc.org/ihl/INTRO/470>).
- ICRC.** 1977. *Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of Non-International Armed Conflicts (Protocol II)*, 8 June 1977. Geneva. (available at <http://www.icrc.org/ihl/INTRO/475>).
- IFRC & ICRC.** 1995. *Code of Conduct for the International Red Cross and Red Crescent Movement and NGOs in Disaster Relief*. Geneva. (available at <http://www.ifrc.org/Docs/idrl/I259EN.pdf>).
- OCHA.** 2012. *Humanitarian Principles*. (available at [https://ochanet.unocha.org/p/Documents/OOM-humanitarianprinciples\\_eng\\_june12.pdf](https://ochanet.unocha.org/p/Documents/OOM-humanitarianprinciples_eng_june12.pdf)).
- Sepúlveda M. & Nyst, C.** 2012. *Human Rights based approach to social protection*. OHCHR. (available at <http://www.ohchr.org/Documents/Issues/EPoverty/HumanRightsApproachToSocialProtection.pdf>).
- UN.** 1945. *Charter of the United Nations*. New York. (available at <https://www.un.org/en/documents/charter/>).
- UN.** 1948. *Universal declaration on human rights*. New York. (available at <http://www.un.org/en/documents/udhr/>).
- UN.** 1951. *Convention relating to the status of refugees*. Geneva. (available at <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/StatusOfRefugees.aspx>).
- UN.** 1966. *International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights*. New York: UN. (available at <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CESCR.aspx>).
- UN.** 1989. *The United Nations Convention on the Rights of the Child*. New York: UN. (available at [http://www.unicef.org.uk/Documents/Publication-pdfs/UNCRC\\_PRESS200910web.pdf](http://www.unicef.org.uk/Documents/Publication-pdfs/UNCRC_PRESS200910web.pdf)).
- UN.** 1991. General Assembly A/RES/46/182 - *Strengthening of the coordination of humanitarian emergency assistance of the United Nations*. New York: UN. (available at <http://www.un.org/documents/ga/res/46/a46r182.htm>).
- UN.** 1999. *Convention on the safety of United Nations and associated personnel*. New York, UN. (available at <http://www.un.org/law/cod/safety.htm>).



- UN. 2003. General Assembly A/RES/58/114 - *Strengthening of the coordination of humanitarian emergency assistance of the United Nations*. New York: UN. (available at <http://daccess-dds.ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N03/501/42/PDF/N0350142.pdf?OpenElement>).
- UN. 2005. *Basic Principles and Guidelines on the Right to a Remedy and Reparation for Victims of Gross Violations of International Human Rights and Serious Violations of International Humanitarian Law*. Geneva. (available at <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/RemedyAndReparation.asp>).
- UN. 2008. *Operational Guidelines on Human Rights Protection in Situations of Natural Disasters by the Representative of the Secretary-General on the Human Rights of Internally Displaced Persons, and their related Manual*. Geneva.
- UN. Ongoing. UN Humans Rights Based Approach Portal website. (available at <http://hrbaportal.org/>).
- WFP. 2011. *WFP and humanitarian protection*. Informal Consultation on the Protection Policy, 31 October 2011, Rome, Italy. Rome. (available at <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/resources/wfp241965.pdf>).
- WFP. 2012. *WFP humanitarian protection policy*. WFP/EB.1/2012/5-B/Rev.1. Rome. (available at <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/eb/wfpdoc061670.pdf>).
- Principe 2. Faciliter l'adoption de politiques et de mesures nationales pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, qui seront élaborées, mises en œuvre et évaluées avec la participation active de toutes les parties prenantes.***
- AGIR. 2013. *Global Alliance For Resilience AGIR – Sahel And West Africa*. RPCA regional roadmap adopted on 9 April 2013.
- Deng, L. B. 1999. *Famine in the Sudan: Causes, Preparedness, and Response*. IDS Discussion Paper 369, Institute of Development Studies, Brighton.
- Flores, M., Khwaja, Y. & White, P. 2005. Food Security in Protracted Crises: Building More Effective Policy Frameworks. *Disasters*, 29: S25–S51.
- Global Donor Platform for Rural Development/ CAADP. 2009. *Guidelines for Donor Support to CAADP Process at a Country-Level*. GDPRD, Bonn, Germany. (available at [http://www.caadp.net/pdf/091028\\_Guidelines-for-Donor-Support Platform%20\(2\).pdf](http://www.caadp.net/pdf/091028_Guidelines-for-Donor-Support Platform%20(2).pdf)).
- Haider, H. 2009. *Community-based Approaches to Peacebuilding in Conflict-affected and Fragile Contexts*. Issues Paper. GSDRC. London. (available at <http://www.gsdrc.org/docs/open/EIRS8.pdf>).
- Kellet, J. & Peters, K. 2014. *Dare to prepare: taking risk seriously*. ODI, London. (available at [http://www.odi.org.uk/publications/7955-dare-prepare-taking-risk-seriously?utm\\_source=ODI+email+services&utm\\_campaign=2a339a85a1-Newsletter\\_12\\_10\\_2013&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_bb7fadfa38-2a339a85a1-75509129](http://www.odi.org.uk/publications/7955-dare-prepare-taking-risk-seriously?utm_source=ODI+email+services&utm_campaign=2a339a85a1-Newsletter_12_10_2013&utm_medium=email&utm_term=0_bb7fadfa38-2a339a85a1-75509129)).
- Maxwell, D., Russo, L. & Alinovi, L. 2012. *Constraints to addressing food insecurity in protracted crises*. Proc Natl Acad Sci: USA. (available at <http://www.pnas.org/content/109/31/12321.short>).

- OECD.** 2008/2005. *Paris Declaration on Aid Effectiveness (2005), the Accra Agenda for Action (2008)*. (available at <http://www.oecd.org/development/effectiveness/34428351.pdf>).
- OECD.** 2011. *Aid Risks in Fragile and Transitional Contexts: Improving Donor Behaviour*. OECD Publishing, Paris (available at <http://www.oecd.org/dac/incaf/49185677.pdf>).
- USAID.** 2007. *Community-Based Development in Conflict-Affected Areas: An Introductory Guide for Programming*, USAID, Washington, DC.
- USAID.** 2012. PRIME - USAID Ethiopia's flagship program for pastoral Ethiopia called Pastoralist Areas Resilience Improvement through Market Expansion. (available at <http://www.usaid.gov/news-information/speeches/launch-pastoralist-areas-resiliency-improvement-through-market-expansion>).
- World Bank.** 2005. *The Effectiveness of World Bank Support for Community-Based and Driven Development*, an OED Evaluation, World Bank, Washington, DC.
- World Bank.** 2006. *Community-Driven Development in the Context of Conflict-Affected Countries: Challenges and Opportunities*. Social Development Department, Environmentally and Socially Sustainable Development Network, World Bank, Washington, DC.
- Principe 3. Effectuer et soutenir des analyses détaillées de la situation et des réponses apportées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, sur lesquelles fonder des politiques et mesures cohérentes.***
- Alexandre, M., Willman, A., Aslam, G., Rebosio, M. & Balasuriya, K.** 2012. *Societal Dynamics and Fragility: Engaging Societies in Responding to Fragile Situations*. Washington DC: World Bank.
- Behrman, J., Meinzen-Dick, R. & Quisumbing, A.** 2011. *The gender implications of large-scale land deals*. Discussion Paper 01056. Washington, DC: IFPRI.
- Conflict Sensitivity Consortium/DFID.** 2008-2012. *The Resource Pack* (available at <http://www.conflictsensitivity.org/publications/conflict-sensitive-approaches-development-humanitarian-assistance-and-peacebuilding-res>).
- Dufour, C & Egal, F.** 2012. *Nutrition in protracted crisis: a reason to act, and an entry point for effective response*. Food Insecurity in Protracted Crises, background paper High-Level Expert Forum (Rome, 13-14 September 2012). (available at: [http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs\\_high\\_level\\_forum/documents/Nutrition\\_ProtractedCrises\\_DufourEgal.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs_high_level_forum/documents/Nutrition_ProtractedCrises_DufourEgal.pdf)).
- EC (European Commission).** 2010. *An EU policy framework to assist developing countries in addressing food security challenges/ COM(2010) 127*. Brussels. (available at [http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/COMM\\_PDF\\_COM\\_2010\\_0127\\_EN.PDF](http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/COMM_PDF_COM_2010_0127_EN.PDF)).
- EC (European Commission).** 2013. *Enhancing Maternal and Child Nutrition in External Assistance: an EU Policy Framework*. Brussels. (available at [http://ec.europa.eu/europeaid/documents/enhancing\\_maternal-child\\_nutrition\\_in\\_external\\_assistance\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/europeaid/documents/enhancing_maternal-child_nutrition_in_external_assistance_en.pdf)).
- Ekstedt, J. & Holmberg, B.** 2006. *Manual for Conflict Analysis*. Stockholm: Swedish International Development Agency (SIDA).
- FAO/ FSC (Food Security Cluster).** 2013. *Livelihood Recovery Appraisal of Households Affected by Flooding in 2010 and 2011 in Sindh and Balochistan*. Rome.

- FAO.** 2011. *The State of Food and Agriculture 2010–11. Women in agriculture: closing the gender gap*. Rome. (available at <http://www.fao.org/docrep/013/i2050e/i2050e00.htm>).
- FAO.** 2011. *A response analysis framework for food and nutrition security interventions at district at inter-cluster and cluster level, drawing on work done in relation to the IPC (version 1.1) and the IASC cluster system in Somalia; a facilitation guide*. Rome. (available at <http://www.fao.org/docrep/014/i1994e/i1994e00.pdf>).
- FAO.** 2013. RIMA (Resilience Index Measurement and Analysis) website. (available at <http://www.foodsec.org/web/resilience/measuring-resilience/en/>).
- FAO.** 2013. *The State of Food Insecurity in the World: the multiple dimensions of food security*. Rome. (available at <http://www.fao.org/docrep/018/i3434e/i3434e.pdf>).
- FAO.** 2013. *Capacity development. E-learning – “Resilience in Food Security Analysis”*. (available at <http://www.foodsec.org/web/resilience/capacity-development/en/>).
- FSIN (Food Security Information Network).** 2014. *Resilience Measurement Principles - Toward an Agenda for Measurement Design*. WFP. Rome. (available at [http://www.fsincop.net/fileadmin/user\\_upload/fsin/docs/resources/1\\_FSIN\\_29jan\\_WEB\\_medium%20res.pdf](http://www.fsincop.net/fileadmin/user_upload/fsin/docs/resources/1_FSIN_29jan_WEB_medium%20res.pdf)).
- Flores, M. & Andrews, C.** 2007. *Linking analysis to response in fragile contexts: Emerging insights from the Integrated Food Security and Humanitarian Phase Classification (IPC)*. Paper presented at conference ‘Fragile states – fragile groups: tackling economic and social vulnerability’, 15–16 June 2007, World Institute for Development Economics Research (WIDER), Helsinki.
- Frankenberger, T.** 2012. *Enhancing Resilience to Food Insecurity amid Protracted Crisis*. Food Insecurity in Protracted Crises, background paper High-Level Expert Forum, Rome, 13–14 September. (available at [http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs\\_high\\_level\\_forum/documents/Enhancing\\_Resilience\\_FoodInsecurity-TANGO.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs_high_level_forum/documents/Enhancing_Resilience_FoodInsecurity-TANGO.pdf)).
- Hausmann, R., Rodrik, D. & Velasco, A.** 2005. *Growth Diagnostics*. Working Paper. Cambridge, MA: Kennedy School of Government.
- Hemrich, G.** 2005. Matching food security analysis to context: The experience of the Somalia Food Security Assessment Unit, *Disasters* 29 (S1): S67–S91.
- IBON International.** 2013. *On Promoting Equality for Sustainable Development*. IBON Policy Brief, Quezon City, Philippines. (available at [http://iboninternational.org/resources/policy\\_briefs/193#sthash.0gvs5Wny.dpuf](http://iboninternational.org/resources/policy_briefs/193#sthash.0gvs5Wny.dpuf)).
- IFAD.** 2013. *Report on IFAD’s Development Effectiveness (RIDE)*. Rome. (available at <http://www.ifad.org/operations/projects/implementation/index.htm>).
- IFAD.** 2013. *Annual Report on Results and Impact of IFAD Operations (ARRI)*. Rome. (available at <http://www.ifad.org/evaluation/arri/2013/index.htm>).
- IFAD.** (2013-forthcoming). *Annual Review of Portfolio Performance 2012-2013*. Rome.
- Jaspers, S. & Shoham, J.** 2002. *A Critical Review of Approaches to Assessing and Monitoring Livelihoods in Situations of Chronic Conflict and Political Instability*. Working Paper 191, ODI, London. (available at <http://www.odi.org.uk/publications/1986-critical-approaches-monitoring-livelihoods-situations-chronic-conflict-political-instability>).
- Longley, C. & Maxwell, D.** 2003. *Livelihoods, Chronic Conflict and Humanitarian Response: A*

*Synthesis of Current Practice*. Working Paper 182. London, ODI.

**Lovendal, C.R. & Knowles, M.** 2006. *Tomorrow's hunger: a framework for analysing vulnerability to food security*, Research Paper, UNU-WIDER, United Nations University (UNU), No. 2006/119, ISBN 9291909033. (available at <https://www.econstor.eu/dspace/bitstream/10419/63319/1/521392098.pdf>).

**Oxford Policy Management.** 2012. *Qualitative research and analyses of the economic impacts of cash transfer programmes in sub-Saharan Africa: A research guide for the From Protection to Production (PtoP) project*. Rome: FAO.

**Quisumbing, Agnes, Lynn Brown, Hilary Sims Feldstein, Lawrence Haddad, and Christine Peña.** 1995. *Women: The key to food security*. Washington, DC: IFPRI.

**UN.** 2004. *Report of the Secretary-General – Women, peace and security*, S/2004/814. New York: UN. (available at <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N04/534/14/PDF/N0453414.pdf?OpenElement>).

**UN Women and UNICEF.** 2013. *Addressing Inequalities: Synthesis Report of Global Public Consultation*. 7 February 2013. (available at <http://www.worldwewant2015.org/node/299198>).

**UNICEF and African Union.** 2009. *Improving nutrition security for Africa's children*. New York.

**USAID.** 2013. *Agricultural Growth Program - Livestock Market Development: Expanding livestock markets for the small-holder producers*. Washington, DC. (available at <http://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1860/AGP-LMD%20End%20Market%20Analysis.pdf>).

**World Bank.** 2005. *Natural Disaster Hotspots: A Global Risk Analysis*. (available at <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/7376>).

**World Bank.** 2006. *Repositioning Nutrition as Central to Development - A Strategy for Large-Scale Action*. Washington, DC. (available at <http://siteresources.worldbank.org/NUTRITION/Resources/281846-1131636806329/NutritionStrategy.pdf>).

***Principe 4. Concevoir, soutenir et mettre en œuvre des politiques et mesures cohérentes et axées sur la résilience pour s'attaquer à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition dans les contextes de crise prolongée.***

**Abdulai, A., Barrett, C. & Hazell, P.** 2004. *Food Aid for Market Development in Sub-Saharan Africa*, International Food Policy Research Institute, Development Strategy and Governance Division, DSGD Discussion Paper No. 5.

**Agriculture-Nutrition Community of Practice/ UNSCN.** 2010. *Key recommendations for improving nutrition through agriculture*. Geneva. (available at [http://unscn.org/files/Agriculture-Nutrition-CoP/Agriculture-Nutrition\\_Key\\_recommendations.pdf](http://unscn.org/files/Agriculture-Nutrition-CoP/Agriculture-Nutrition_Key_recommendations.pdf)).

**Berg, M., Mattinen, H. & Pattugalan, G./WFP.** 2013. *Examining Protection and Gender in Cash and Voucher Transfers: Case Studies of the World Food Programme (WFP) and the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) Assistance*. Rome: WFP.

**Birner, R. & Resnick, D.** 2010. The political economy of policies for smallholder agriculture. *World Development*, 38(10): 1442–1452.

- Boone, R., Covarrubias, K., Davis, B. & Winters, P.** 2012. *Cash transfer programs and agricultural production: the case of Malawi*. Rome, FAO. (mimeo)
- Borras, S.M., Kay, C. & Akram-Lodhi, A.H.** 2007. Agrarian reform and rural development: Historical overview and current issues. In *Land, poverty and livelihoods in an era of globalization*, ed. A.H. Akram-Lodhi, S.M. Borras Jr and C. Kay, 1-40. London and New York: Routledge.
- Buchanan-Smith M & Maxwell S.** 1994. Linking relief and development: An introduction and overview. *IDS Bull* 25:2-16.
- CaLP.** (accessed 2013). Cash and Learning Partnership website. (available at <http://www.cashlearning.org/2012-2014/research-gaps-and-way-forward>).
- Christian Aid.** 2004. *The Politics of Poverty: Aid in the New Cold War*, London: Christian Aid.
- Concern Worldwide and Oxfam GB.** 2011. *Walking the Talk: Cash Transfers and Gender Dynamics*. Concern Worldwide and Oxfam GB, London. (available at <http://www.gsdr.org/go/display&type=Document&id=4089>).
- Covarrubias, K., Davis, B. & Winters, P.** 2012. *From Protection to Production: Productive Impacts of the Malawi Social Cash Transfer Scheme*.
- Deng, L.B.** 2012, *Confronting civil war: the case of risk managing strategies in South Sudan in the 1990s*. Paper prepared for the High Level Expert Forum on Addressing Food Insecurity in Protracted Crises, Rome, Italy, 13-14 September. (available at [http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs\\_high\\_level\\_forum/documents/Confronting\\_Civil-War-LukaBiong.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs_high_level_forum/documents/Confronting_Civil-War-LukaBiong.pdf)).
- Dercon, S.** 2011. *Social Protection, Efficiency and Growth*. WPS/2011-17, Centre for the Study of African Economies, University of Oxford.
- Devereux, S.** 2001. *Livelihood Insecurity and Social Protection: a Re-emerging Issue in Rural Development*. Development Policy Review, 19 (4): 507-19.
- EC (European Commission).** 2013. *Addressing Undernutrition in Emergencies*. Staff Working Document, 72. Brussels. (available at [http://ec.europa.eu/echo/files/news/201303\\_SWDundernutritioninemergencies.pdf](http://ec.europa.eu/echo/files/news/201303_SWDundernutritioninemergencies.pdf)).
- EC (European Commission).** 2013. *Enhancing Maternal and Child Nutrition in External Assistance: an EU Policy Framework*. Brussels. (available at [http://ec.europa.eu/europeaid/documents/enhancing\\_maternal-child\\_nutrition\\_in\\_external\\_assistance\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/europeaid/documents/enhancing_maternal-child_nutrition_in_external_assistance_en.pdf)).
- FAO.** 2006. *Food aid as part of a coherent strategy to advance food security objectives*, by C.B. Barrett. ESA Working Paper 06-09. Rome.
- FAO.** 2006. *Assessing the impact of food aid on recipient countries: a survey*, by T.O. Awokuse. ESA Working Paper 06-11. Rome.
- FAO.** 2006. *Food aid in response to acute food insecurity*, by C.B. Barrett. ESA Working Paper 06-10. Rome.
- FAO.** 2009. *Joint guidelines for crop and food security assessment missions (CFSAMs)*. (available at <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/i0515e/i0515e.pdf>).
- FAO.** 2010. *"Climate-smart" agriculture: policies, practices and financing for food security, adaptation and mitigation*. Rome.



- FAO.** 2012. *Synthesis Of Guiding Principles On Agriculture Programming For Nutrition*. Rome.
- FAO.** 2012. *Identifying opportunities for climate smart agriculture investments in Africa*. (available at: <http://www.fao.org/docrep/015/an112e/an112e00.pdf>).
- FAO.** 2012. *Social protection and the right to food*, by L. Cruz. Right to Food Issue Brief 3. Rome. (available at <http://www.fao.org/righttofood/publications/publications-detail/en/c/165378/>).
- FAO.** 2013. *Resilient Livelihoods – Disaster Risk Reduction for Food and Nutrition Security Framework Programme*. Rome. (available at <http://www.fao.org/docrep/015/i2540e/i2540e00.pdf>).
- FAO.** 2013. *Climate-Smart Agricultural Sourcebook*. Rome. (available at <http://www.fao.org/docrep/018/i3325e/i3325e.pdf>).
- FAO.** 2013. *Reviewed strategic framework*. Document prepared for the 38th Session of the FAO Conference, 15–22 June 2013, Rome, Italy. C/2013/7. Rome. (available at <http://www.fao.org/docrep/meeting/027/mg015e.pdf>).
- FAO, WFP & UNICEF.** 2012. *A joint resilience strategy for Somalia*. High-Level Expert Forum on Protracted Crises, Side Event, 13 September 2012, Rome, Italy. (available at [http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs\\_high\\_level\\_forum/documents/Resilience\\_HLEF\\_sideevent\\_13Sept12.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs_high_level_forum/documents/Resilience_HLEF_sideevent_13Sept12.pdf)).
- GHA (Global Humanitarian Assistance).** 2012. *Tracking spending on cash transfer programming in a humanitarian context*. Briefing. UK.
- HLPE.** 2012. *Social protection for food security*. A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition. HLPE Report No. 4. Rome.
- Harmer, A & Macrae J. (eds.)** 2004. *Beyond the continuum: The changing role of aid policy in protracted crises*. Humanitarian Policy Group Research Report 18. London: ODI.
- Harvey, P. & Bailey, S.** 2011. *Cash Transfer Programming in Emergencies. Good Practice Review 11*. London: ODI. (available at [http://www.odihpn.org/index.php?option=com\\_k2&view=item&layout=item&id=3218](http://www.odihpn.org/index.php?option=com_k2&view=item&layout=item&id=3218)).
- Heitzmann, K., R. S. Canagarajah, & P. B. Siegel.** 2002. 'Guidelines for Assessing the Sources of Risk and Vulnerability'. Social Protection Discussion Paper No 0218. Washington, DC: World Bank.
- Hoddinott, J. & Weismann, D.** 2008 *The Impact of Conditional Cash Transfer Programs on Food Consumption in Honduras, Mexico, and Nicaragua in Conditional Cash Transfers* in M. Adato and J. Hoddinott (eds) *Latin America: A Magic Bullet To Reduce Poverty*. Washington, DC: IFPRI.
- IFC.** 2013. *Handshake – IFC's Quarterly Journal on PPPs*. April 2013. Reconstruction PPP (post-conflict). Washington, DC.
- IFAD.** 1998. *IFAD Framework for Bridging Post-Crisis Recovery and Long-Term Development*, September 1998. Rome. (available at <http://www.ifad.org/gbdocs/eb/64/e/eb64-r8.pdf>).
- IFAD.** 2012. *Policy on Gender Equality and Women's Empowerment*. Rome.
- IFAD.** 2013. *Smallholders, food security, and the environment*. Rome. (available at <http://www.unclearn.org/sites/www.unclearn.org/files/inventory/ifad90.pdf>).

- IGAD.** 2013. *Communique of the 49th extra-ordinary session of the IGAD Council of Ministers*, Brussels. September 16<sup>th</sup>.
- Jackson, C., Butters, S. Byambaa, E. Davies, M. & Perkins, N.** 2011. *Lessons from Social Protection: Programme Implementation in Kenya, Zambia and Mongolia*- IDS Research Report 69, Brighton: IDS. (available at <http://www.ids.ac.uk/publication/lessons-from-social-protection-programme-implementation-in-kenya-zambia-and-mongolia-research-summary#sthash.IUxvcjqY.dpuf>).
- Jaspars, S & Maxwell, D.** 2013. *Food security and livelihoods programming in conflict: a review*. HPN Network paper. London: ODI.
- Juma, C., Tabo. R., Wilson, K. & Conway, G.** 2013. *Innovation for Sustainable Intensification in Africa*, The Montpellier Panel, Agriculture for Impact, London. (available at [https://workspace.imperial.ac.uk/africanagriculturaldevelopment/Public/MP\\_0047\\_Report\\_V5\\_Low-res\\_singlepages.pdf](https://workspace.imperial.ac.uk/africanagriculturaldevelopment/Public/MP_0047_Report_V5_Low-res_singlepages.pdf)).
- Levine, S.** 2012, *Livelihoods in protracted crises*. Paper prepared for the High Level Expert Forum on Addressing Food Insecurity in Protracted Crises, Rome, Italy, 13–14 September. (available at [http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs\\_high\\_level\\_forum/documents/Livelihoods-Protractedcrises-Levine.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs_high_level_forum/documents/Livelihoods-Protractedcrises-Levine.pdf)).
- Mallett, R. & Slater R.** 2012. *Growth and livelihoods in fragile and conflict-affected situations*. ODI Briefing paper.
- Maxwell, Sadler, et al.** 2008. *Emergency Food Security Interventions: Good Practice Review*. HPN (Humanitarian Practice Network). ODI. London.
- Mitchell.** 2011. *Disaster Risk Management For Insecure Contexts*, ACF-International Briefing Paper (Paris: ACF, 2011).
- (The) Montpellier Panel.** 2013, *Sustainable Intensification: A New Paradigm for African Agriculture*, London.
- OCHA.** 2014. *2014-2016 Strategic Response Plan – Sahel Region*. (available at [http://www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/newsroom/docs/Regional%20Sahel%20SRP%20Final.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/newsroom/docs/Regional%20Sahel%20SRP%20Final.pdf)).
- OECD/DAC.** 1999. *DAC Guidelines for Gender Equality and Women Empowerment in Development Cooperation*. (available at <http://www.oecd.org/dac/gender-development/28313843.pdf>).
- Peppiatt, D., Mitchell, J. & Holzman, P.** 2001. *Cash Transfers in Emergencies: Evaluating Benefits and Assessing Risks*, Humanitarian Practice Network Paper 35. London: Overseas Development Institute.
- Pingali, P., L. Alinovi & J. Sutton.** 2005. Food security in complex emergencies: enhancing food system resilience. *Disasters*, 29(S1): S5–S24.
- Rosegrant, M. W. and Sarah A. Cline.** 2003. *Global Food Security: Challenges and Policies*. Science 12 December: 302 (5652), 1917-1919.
- SWAC/OECD & CILSS.** 2012. *Charter for food crisis prevention and management in the Sahel and West Africa*. Paris, OECD. (available at <http://www.oecd.org/swac/publications/41276585.pdf>).
- Sepúlveda M. & Nyst, C.** 2012. *Human Rights based approach to social protection*.

- Shepherd, A., Marcus, R. and Barrientos, A.**, 2004, 'Policy Paper on Social Protection', paper produced for UK Department for International Development (DFID), final draft, Overseas Development Institute, London.
- Smith, P., Martino, D., Cai, Z., Gwary, D., Janzen, H., Kumar, P., McCarl, B., Ogle, S., O'Mara, F., Rice, C., Scholes, B. & Sirotenko, O.** 2007. Agriculture. In *Climate change 2007: Mitigation – contribution of Working Group III to the fourth assessment report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, ed. B. Metz, O.R. Davidson, P.R. Bosch, R. Dave and L.A. Meyer. Cambridge, UK, and New York: Cambridge University Press.
- Smith, J.** 2009. *Cash Transfers as a Humanitarian and Development Programming Tool in Zimbabwe: Recommendations for Non-State Actors* from the 1–2 December, Conference in Harare. NGO Joint Initiative for Urban Zimbabwe.
- Smukler, S.M., Philpott, S.M., Jackson, L.E., Klein, A.M., DeClerck, F., Winowiecki, L. and Palm, C.A.** 2012. Ecosystem services in agricultural landscapes. In *integrating ecology and poverty reduction: Ecological dimensions*, Chapter 3, ed. J.C. Ingram, F. DeClerck and C. Rumbaitis del Rio. New York, Dordrecht, the Netherlands, Heidelberg, Germany, London: Springer
- Scott, Z.** 2012. *Topic Guide on Social Protection*. GSDRC (Government and Social Development Resource Center), University of Birmingham, UK. (available at <http://www.gsdr.org/docs/open/SP1.pdf>).
- The Sphere Project.** 2011. *Humanitarian Charter and Minimum Standards in Humanitarian Response*. Practical Action Publishing.
- UN.** 1992. UNFCCC (United Nations Framework Convention on Climate Change). (available at <http://unfccc.int/resource/docs/convkp/conveng.pdf> or [http://unfccc.int/documentation/document\\_lists/items/2960.php](http://unfccc.int/documentation/document_lists/items/2960.php)).
- UN.** 2000. Resolution 1325. UN Security Council. (available at <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N00/720/18/PDF/N0072018.pdf?OpenElement>).
- UN Global Compact.** 2013. *Sustainable Agriculture Business Principles*. White Paper. (available at [http://www.unglobalcompact.org/docs/issues\\_doc/agriculture\\_and\\_food/SABP\\_White\\_Paper\\_July13.pdf](http://www.unglobalcompact.org/docs/issues_doc/agriculture_and_food/SABP_White_Paper_July13.pdf)).
- UN/HLTF.** 2012. *Food and Nutrition Security for All through Sustainable Agriculture and Food Systems*. 14 March. New York.
- UN High Level Panel.** 2012. *Global Sustainability Panel website*. (available at <http://www.un.org/gsp>).
- Varma, S. & Winslow, M.** 2004. *Healing Wounds: How the International Centers of the CGIAR Help Rebuild Agriculture in Countries Affected by Conflicts and Natural Disasters*. Consultative Group on International Agricultural Research (CGIAR), Washington, DC.
- Vorley, B., Cotula, L. & Chan, M-K.** 2012. *Tipping the balance. Policies to shape agricultural investments and markets in favor of small-scale farmers*. Research Report. IIED-Oxfam.
- WFP.** 2011. /EB.2/2011/4-A WFP Policy on Disaster Risk Reduction and Management. Rome, Italy.
- WFP.** 2012. *Update of WFP's Safety Nets Policy: The Role of Food Assistance in Social Protection*. Rome.
- World Bank** (nd). *The Contribution of Social Protection to the Millennium Development Goals*. Washington, DC: World Bank.



***Principe 5. Préserver l'accès des petits producteurs d'aliments et des exploitants familiaux aux avoirs productifs et aux ressources naturelles, en favorisant une gouvernance stable et équitable des régimes fonciers applicables aux terres et aux autres ressources naturelles avant et pendant les crises prolongées, ainsi qu'au sortir de ces crises.***

**Adoko, J. & Levine, S.** 2004. *Land matters in displacement. The importance of land rights in Acholiland and what threatens them.* Kampala, Civil Society Organisations for Peace.

**Berg, N, Horan, H. & Patel, D.** *Women's inheritance and property rights: a vehicle to accelerate progress towards the achievement of the Millennium Development Goals.* Rome, IDLO.  
(available at <http://www.isn.ethz.ch/Digital-Library/Publications/Detail/?ots591=0c54e3b3-1e9c-be1e-2c24-a6a8c7060233&lng=en&id=138102>).

**Buchanan-Smith, M. & Christopolos, I.** 2004. *Natural disasters amid complex political emergencies*, Humanitarian Exchange 27, Humanitarian Practice Network, Overseas Development Institute, London.

**Committee on World Food Security (CFS)** . 2012. paragraph 24 on 'Natural Disasters' and paragraph 25 on 'Conflicts in respect to tenure of land, fisheries and forests' , in *CFS 2012/38/2 - Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure of Land, Fisheries and Forests in the Context of National Food Security*, (38<sup>th</sup> special session CFS, Rome). <http://www.fao.org/docrep/meeting/025/md708e.pdf>

**De Wit, P., Tanner, C. & Norfolk, S.** 2009. *Land policy development in an African context: lessons learned from selected experiences.* Land Tenure Working Paper 14. Rome, FAO.

**FAO.** 2011. *Land tenure and international investments in agriculture.* A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security. Rome.

**Grunewald, F.** 2012. *Food security and protracted crises in Africa: managing economic security in rural areas.* Paper prepared for the High Level Expert Forum on Addressing Food Insecurity in Protracted Crises, Rome, Italy, 13–14 September. (available at [http://www.alnap.org/resource/6606?utm\\_source=smartmail&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=](http://www.alnap.org/resource/6606?utm_source=smartmail&utm_medium=email&utm_campaign=)).

**Loescher, G. & Milner, J.** 2005. *Protracted Refugee Situations: Domestic and International Security Implications*, Adelphi Paper no. 375, Routledge, London.

**Tanner, C.** 2002. *Law making in an African context: the 1997 Mozambican Land Law.* FAO Legal Papers Online No. 26. Rome, FAO.

**UN Women.** 2013. *Women and Natural Resources: Unlocking the Peacebuilding Potential.* (available at <http://www.unep.org/disastersandconflicts/Introduction/ECP/WomenandNaturalResourcesinPeacebuilding/tabid/131156/Default.aspx> or [http://postconflict.unep.ch/publications/UNEP\\_UN-Women\\_PBSO\\_UNDP\\_gender\\_NRM\\_peacebuilding\\_report.pdf](http://postconflict.unep.ch/publications/UNEP_UN-Women_PBSO_UNDP_gender_NRM_peacebuilding_report.pdf)).

**USAID.** 2004. – Office of Conflict Management and Mitigation, Land and Conflict – A Toolkit for Intervention.

**Vlassenroot, K. & Huggins, C.** 2005. Land, migration and conflict in eastern DRC. In C. Huggins & J. Clover, *From the ground up. Land rights, conflict and peace in sub-Saharan Africa*, pp. 115–194. Pretoria, South Africa, ISS.

***Principe 6. Admettre et mieux comprendre la relation qui unit conflit violent et insécurité alimentaire et nutritionnelle; favoriser la mise en place de solutions pour la sécurité alimentaire et la nutrition et intégrer ces solutions dans les efforts liés à la consolidation de la paix, à l'administration de la justice en période de transition et à la gouvernance.***

**Allouche J. & Lind, J.** 2013. *A New Deal? Development and Security in a Changing World*. IDS: Institute for Development Studies.

**Brinkman, H.J. & Hendrix, C.** 2011. *Food Insecurity and Violent Conflict: Causes, Consequences, and Addressing the Challenges*. WFP Occasional paper 24. Rome. (available at <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/newsroom/wfp238358.pdf>).

**Colletta, N.J.** 2012. Interim Stabilisation in Fragile Security Situations. *Stability: International Journal of Security and Development* 1(1):45-51, DOI: (available at <http://dx.doi.org/10.5334/sta.aa>).

**Cramer, C.** 2006. *Civil War is Not a Stupid Thing: Accounting for Violence in Developing Countries*. London: Hurst and Co.

**DFID.** 2010. *Working Effectively in Conflict-affected and Fragile Situations*. Briefing Paper E: Aligning with Local Priorities. A DFID practice paper. London: DFID.

**DFID.** 2010. *Building Peaceful States and Societies: A DFID Practice Paper*, London: DfID

**FAO.** 2006. *Food aid's intended and unintended consequences*, by C.B. Barrett. ESA Working Paper 06-05. Rome.

**Fischer, M.** 2011. Transitional Justice and Reconciliation: Theory and Practice, in *Advancing Conflict Transformation: The Berghof Handbook II* eds. B. Austin, M. Fischer, H.J. Giessmann, Barbara Budrich Publishers, Opladen/Framington Hills, pp. 406-430.

**Frankenberger, T.** 2012. *Can Food Assistance Promoting Food Security and Livelihood Programs Contribute to Peace and Stability in Specific Countries?* Food Insecurity in Protracted Crises, background paper High-Level Expert Forum, Rome, 13-14 September. (available at [http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs\\_high\\_level\\_forum/documents/Food\\_Assistance-Stability-inTransition\\_TANGO\\_01.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs_high_level_forum/documents/Food_Assistance-Stability-inTransition_TANGO_01.pdf)).

**Harris, K., Keen, D. & Mitchell, T.** 2013. *When disasters and conflict collide: Improving links between disaster resilience and conflict prevention*. ODI: London. (available at <http://www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/8228.pdf>).

**International Dialogue on Peacebuilding and Statebuilding.** 2011. *The New Deal for Engagement in Fragile States* (available at <http://www.newdeal4peace.org/wp-content/uploads/2013/01/new-deal-for-engagement-in-fragile-states-en.pdf>).

**International Dialogue on Peacebuilding and Statebuilding (the "Dialogue").** 2013. *The Washington Communiqué on Peacebuilding and Statebuilding*. "The New Deal: Achieving Better Results and Shaping the Global Agenda" Third International Global Meeting. 19 April, Washington, DC.

**Justino, P.** 2012. *"Nutrition, Governance and Violence: A Framework for the Analysis of Resilience and Vulnerability to Food Insecurity in Contexts of Violent Conflict"*, HiCN Working Papers 132, Households in Conflict Network.

- Lautze, S., Raven-Roberts, A. & Holleman, C.** 2012. *Agriculture, conflict and stability: A call for renewed focus on protection and conflict sensitive programming in agriculture and food and nutrition security*. Paper prepared for the High Level Expert Forum on Addressing Food Insecurity in Protracted Crises, Rome, Italy, 13–14 September, 2012. (available at [http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs\\_high\\_level\\_forum/documents/Agriculture-Conflict-Stability\\_Lautze\\_01.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs_high_level_forum/documents/Agriculture-Conflict-Stability_Lautze_01.pdf)).
- Mallett, R & Slater, R.** 2012. *Growth and Livelihoods in Fragile and Conflict-Affected Situations*. ODI Working Paper 9. London.
- Maxwell, D.** 2012. *Food Security and Its Implications for Political Stability: A Humanitarian Perspective*, background paper High-Level Expert Forum, Rome, 13-14 September.
- McCandless, E.** 2012. *Peace Dividends and Beyond: Contributions of Administrative and Social Services to Peacebuilding*. UN Peacebuilding Support office, NY. (available at [http://www.un.org/en/peacebuilding/pbso/pdf/peace\\_dividends.pdf](http://www.un.org/en/peacebuilding/pbso/pdf/peace_dividends.pdf)).
- Messineo, C & Egil Wam, P.** 2011. *Approaches to Governance in Fragile and Conflict Situations. A synthesis of Lessons*. Washington, DC, World Bank.
- Mobekk, E.** 2005. *Transitional Justice in Post-Conflict Societies - Approaches to Reconciliation In After Intervention: Public Security Management in Post-Conflict Societies - From Intervention to Sustainable Local Ownership*, eds. Ebnother, A and Fluri, P., Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces (DCAF), Geneva.
- OCHA.** 2011. *Peacebuilding and linkages with Humanitarian Action: Key Emerging Trends and Challenges*. Occasional Policy Briefing Series - No. 7.
- OECD.** 2012, *Principles for good international engagement in fragile states and situations*. Paris. (available at <http://www.oecd.org/dac/incaf/38368714.pdf>).
- UN.** 1992. *Agenda for Peace: Preventive Diplomacy, Peacemaking and Peace-keeping*, A/47/277-S/24111. New York: UN.
- UN.** 2011. *Report of the Secretary-General on civilian capacity in the aftermath of conflict*, A/66/311-S/2011/527. New York: UN.
- UN Security Council.** 2004. *The rule of law and transitional justice in conflict and post-conflict societies*. Report of the Secretary-General, S/2004/616, New York. (available at <http://www.gsdrc.org/docs/open/SSAJ152.pdf>).
- Vinck, P.** 2008. *Living with Fear: A Population-Based Survey on Attitudes about Peace, Justice and Social Reconstruction in Eastern Democratic Republic of Congo*. Berkeley-Tulane Initiative on Vulnerable Populations, Berkeley.
- Principe 7. Soutenir activement les capacités institutionnelles et la bonne gouvernance et veiller à l'existence de celles-ci.***
- Asian Development Bank (ADB)/OECD.** 2011. *Anti-corruption Initiative for Asia and the Pacific - Preventing corruption in disaster relief operations/ Ch. 5*. (available at <http://www.oecd.org/site/adboecdanti-corruptioninitiative/partnerships/36770989.pdf>).
- African Union.** 2003. *AU Convention on Preventing and Combatting Corruption*. Maputo. (available at <http://www.africanunion.org/root/au/Documents/Treaties/Text/Convention%20on%20Combating%20Corruption.pdf>).

- Booth, D.** 2011. *Aid, Institutions and Governance: What Have We Learned?*. Development Policy Review, 29: s5–s26.
- Earle, L. & Scott, Z.** 2009. *Assessing the Evidence of the Impact of Governance on Development Outcomes and Poverty Reduction*. Birmingham, UK: GSDRC, University of Birmingham.
- ECOWAS.** 2001. *Protocol on the Fight against Corruption*. (available at [http://archive.transparency.org/global\\_priorities/international\\_conventions/conventions\\_instruments/ecowas\\_protocol](http://archive.transparency.org/global_priorities/international_conventions/conventions_instruments/ecowas_protocol)).
- Galtung, F. & Tisné, M.** 2009. A New Approach to Post Conflict Reconstruction. *Journal of Democracy*, vol. 20, no. 4, pp. 93-107.
- Leonor Magtolis Briones.** 2008 (draft). *Local Capacity Development Investments for MDG Localization in the Philippines*. Paper presented at the UNDP/SNV Regional Advocacy Workshop which was held in Bangkok, Thailand from June 23-25. (available at [http://www.thepowerofhow.org/uploads/resource/Philippines\\_Investments\\_in\\_Local\\_Capacity\\_Development\\_48.pdf](http://www.thepowerofhow.org/uploads/resource/Philippines_Investments_in_Local_Capacity_Development_48.pdf)).
- Marsh, R.** 2003. *Working with Local Institutions to Support Sustainable Livelihoods*. Rome: FAO.
- Nightingale, K.** 2012. *Building the future of humanitarian aid: local capacity and partnerships in emergency assistance*. Christian Aid: UK.
- OHCHR.** (accessed January 2014). *Good governance and human rights*. (available at <http://www.ohchr.org/en/Issues/Development/GoodGovernance/Pages/GoodGovernanceIndex.aspx>).
- ProCap (Protection Capacity Standby Project).** 2013. Website and snapshot information sheet. (available at <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/ProCap%20Update%20May%202013%20Final.pdf>).
- Ramalingam, B., Gray, B. & Cerruti, G.** 2013. *Missed Opportunities: The Case for Strengthening National and Local Partnership-Based Humanitarian Responses*. ActionAid, Cafod, Christian Aid, Oxfam GB and Tearfund.
- UNDP.** 2002. *Deepening Democracy in a Fragmented World*, Human Development Report, (available at <http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2002/>).
- UNDP.** 2011. *Governance principles, institutional capacity and quality, IN Towards Human Resilience: Sustaining MDG Progress in an Age of Economic Uncertainty*. New York: UNDPUN. 2004. *United Nations Convention against Corruption*. New York. (available at [http://www.unodc.org/documents/treaties/UNCAC/Publications/Convention/08-50026\\_E.pdf](http://www.unodc.org/documents/treaties/UNCAC/Publications/Convention/08-50026_E.pdf)).
- World Bank.** 2011. *The World Development Report 2011: Conflict, Security, and Development*. Washington, DC. (available at [http://publications.worldbank.org/index.php?main\\_page=product\\_info&products\\_id=23888](http://publications.worldbank.org/index.php?main_page=product_info&products_id=23888)).

***Principe 8. Veiller à la mise en place de mécanismes de financement pluriannuels, prévisibles et souples, qui soient cohérents par rapport aux plans nationaux et qui établissent un lien entre les réactions et les interventions à court terme et à long terme.***

**ARC (AfricanRiskCapacity).** 2013 - ongoing. Website. (available at <http://africanriskcapacity.org/web/ictpr/home>).

**ARC.** 2013. Consultation Documents to Executive Board at WFP, Rome. (available at <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/resources/wfp257404.pdf>).

**FAO.** 2011. *Report on expert meeting on international investment in the agriculture sector of developing countries.* Rome, Italy, 22–23 November.

**GHA (Global Humanitarian Assistance).** 2012. *Report.* (available at <http://www.globalhumanitarianassistance.org/report/gha-report-2012>).

**GHA (Global Humanitarian Assistance).** 2013. *Report.* (available at <http://www.globalhumanitarianassistance.org/report/gha-report-2013>).

**Manuel, M., McKechnie, A., King, M., Coppin, E., & Denney, L.** 2012. *Innovative aid instruments and flexible financing: providing better support to fragile states.* ODI.

**Mitchell, T., Anderson, S. & Huq, S.** 2008. *Principles for Delivering Adaptation Finance.* Briefing, Institute of Development Studies, Brighton.

**Mowjee, T. & Randel J.** 2009. *Mapping of Transition Financing Procedures and Mechanisms: Revised Report.* Sida and DFID commissioned report.

**ODI.** 2013. *Financing Disaster Risk Management: The Forthcoming Report.* Brief. London.

**ODI.** 2013. *Annual Report. 2012-2013: Meeting Global Challenges.* London.

**OECD.** 2009. *Innovative financing to fund development: progress and prospects.* DCD Issues Brief, November. Paris.

**OECD.** 2009. *DAC and Non-DAC OECD Donors Responding to Global Development Challenges at a Time of Crisis,* endorsed by the DAC High Level Meeting on 27-28 May.

**OECD.** 2011. *Managing Risks in Fragile and Transitional Contexts. The Price of Success?* OECD, Paris.

**OECD.** 2012. *International Support to Post-Conflict Transition: Rethinking Policy, Changing Practice.* DAC Guidelines and Reference Series, OECD Publishing: Paris.

**OECD/DAC.** 2010. *Transition Financing: Building a Better Response.* Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD), Paris .

**OECD/G20.** 2012. *Methodological framework on disaster risk assessment and risk financing.* (available at [www.oecd.org/gov/risk/g20oecdframeworkfordisasterriskmanagement.htm](http://www.oecd.org/gov/risk/g20oecdframeworkfordisasterriskmanagement.htm)).

**OXFAM/WFP/Swiss Re.** Ongoing. Rural Resilience Initiative. (available at [http://www.swissre.com/rethinking/crm/The\\_R4\\_Rural\\_Resilience\\_Initiative.html](http://www.swissre.com/rethinking/crm/The_R4_Rural_Resilience_Initiative.html)).

**UNDG/ECHA Working Group.** 2009. *Norway's Transition Financing Budget Line (included in a Guidance Note on Funding for Transition).*



**Warner, K., Yuzva, K., Zissener, M., Gille, S., Voss, J. and S. Wanczeck** (2013). *Innovative Insurance Solutions for Climate Change: How to integrate climate risk insurance into a comprehensive climate risk management approach*. Report No. 12. Bonn: United Nations University Institute for Environment and Human Security (UNU-EHS).

**Williamson, T. & Kizilbash Agha, Z.** 2008. *Building Blocks or Stumbling Blocks? The Effectiveness of New Approaches to Aid Delivery at the Sector Level*. ODI Working Paper, London. (available online at <http://www.odi.org.uk/themes/aid/index.asp>).

***Principe 9. Garantir et intégrer un apprentissage systématique tiré de l'expérience dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition lors des crises prolongées afin d'améliorer continuellement les politiques et mesures.***

**Active Learning Network for Accountability and Performance in Humanitarian Action and ProVention Consortium.** 2006. *Slow onset disasters: drought and food livelihoods insecurity – learning from previous relief and recovery responses*. (available at [www.proventionconsortium.org](http://www.proventionconsortium.org)).

**ALNAP.** 2004. *ALNAP Review of Humanitarian Action in 2004*. (available at <http://www.alnap.org/>).

**EuropeAid.** Ongoing. Website for knowledge sharing in development community. (available at <http://capacity4dev.ec.europa.eu/content/about-us>).

**FAO.** 2005. *Improving nutrition programmes: an assessment tool for action*. (available at <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/009/a0244e/a0244e00.pdf>).

**FAO.** 2011. *Right to Food, making it Happen - Progress and Lessons Learned through Implementation*. (<http://www.fao.org/docrep/014/i2250e/i2250e.pdf>).

**FAO/EU.** 2011. *Food Security Communications Toolkit*. This toolkit was prepared in the context of the EC-FAO Programme on “Linking Information and Decision Making to Improve Food Security”. Rome.

**Horn of Africa Learning and Accountability Portal.** Ongoing. Website. (available at <http://www.hornofafricaportal.org/evaluations>).

**IFAD.** 2001. *A Guide for Project M&E*. Rome. (available at <http://www.ifad.org/evaluation/guide/index.htm>).

**Juma, C., Tabo, R., Wilson, K. & Conway, G.** 2013. *Innovation for Sustainable Intensification in Africa*, The Montpellier Panel, Agriculture for Impact, London. (available at [https://workspace.imperial.ac.uk/africanagriculturaldevelopment/Public/MP\\_0047\\_Report\\_V5\\_Low-res\\_singlepages.pdf](https://workspace.imperial.ac.uk/africanagriculturaldevelopment/Public/MP_0047_Report_V5_Low-res_singlepages.pdf)).

**Mattinen, H. & Ogden, K.** 2006. Cash-based Interventions: Lessons from Southern Somalia. *Disasters*, vol. 30, no.3.

**Minear, L.** 2006. Lessons Learned: Darfur. IN *ALNAP Review of Humanitarian Action in 2004*. (available at <http://www.alnap.org/resource/5216>).

**M&E Harmonization Group of Food Security Partners.** 2013. *Food Security Learning Framework*.

**(The) Montpellier Panel.** 2013, *Sustainable Intensification: A New Paradigm for African Agriculture*, London.

- OECD.** 2012. *Towards Better Humanitarian Donorship*. Paris: Organisation for Economic Cooperation and Development.
- Spielman, D.J., Hartwich, F. & von Grebmer, K.** 2007. *Sharing science, building bridges, and enhancing impact: public-private partnerships in the CGIAR*. IFPRI Discussion Paper 708. Washington, DC, IFPRI.
- UN.** 2013. *UN Guidance Note for Effective Use and Development of National Capacity in Post-Conflict Contexts*. (available at [http://www.undg.org/docs/13236/CivCap%20Capacity%20Development%20Guidance%20Note\\_130816.pdf](http://www.undg.org/docs/13236/CivCap%20Capacity%20Development%20Guidance%20Note_130816.pdf)).
- UNEP.** 2005-2007. *International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development (IAASTD)*. (available at <http://www.unep.org/dewa/Assessments/Ecosystems/IAASTD/tabid/105853/Default.aspx>)
- World Bank.** Ongoing. The Hive: knowledge platform on fragility, conflict and violence. Website. (available at <https://worldbankhive.logicaladvantage.com/layouts/WBHive/Buzz.aspx>).
- Principe 10. Renforcer la responsabilité à l'égard de toutes les parties prenantes, y compris les populations touchées, pour veiller à ce que les mesures de prévention de l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées et les mesures de réaction soient prises rapidement et dans le respect des droits des individus touchés par les crises.***
- ALNAP.** 2003. *Humanitarian action: Improving monitoring to enhance accountability and learning*. Overseas Development Institute, London.
- Benequista, N.** 2010. *Putting Citizens at the Centre: Linking States and Societies for Responsive Governance - A Policy-maker's Guide to the Research of the Development Research Centre on Citizenship, Participation and Accountability*, Prepared for the DFID Conference on 'The Politics of Poverty, Elites, Citizens and States', 21-23 June, Sunningdale, UK.
- FAO.** 2012. *FAO in emergencies guidance note: Accountability to affected populations*. Rome. (available at [http://www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/emergencies/docs/Guidance%20Note\\_Accountability\\_Publi.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/emergencies/docs/Guidance%20Note_Accountability_Publi.pdf)).
- McNeil, M. & Mumvuma, T.,** 2006. *Demanding Good Governance: A Stocktaking of Social Accountability Initiatives by Civil Society in Anglophone Africa*. World Bank Institute, Washington, D.C. (available at <http://www.gsdr.org/go/display&type=Document&id=4073>).
- SEDESOL.** 2012. *Accountability Scheme for the Human Development Programme 'Oportunidades' – Food Support Programme*. Mexico. (available at [http://www.oportunidades.gob.mx/Portal/work/sites/Web/resources/ArchivoContent/1924/esquema\\_de\\_contraloria\\_social\\_2012.pdf](http://www.oportunidades.gob.mx/Portal/work/sites/Web/resources/ArchivoContent/1924/esquema_de_contraloria_social_2012.pdf)).
- UNDP.** 2010. *Fostering Social Accountability: From Principle to Practice*. Oslo. (available at <http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Democratic%20Governance/OGC/dg-ogc-Fostering%20Social%20Accountability-Guidance%20Note.pdf>).
- UNDP Capacity Development Group.** 2006. *Mutual Accountability Mechanisms: Accountability, Voice and Responsiveness*. United Nations Development Programme, New York. (available

at <http://lencd.com/data/docs/236-Concept%20Note%20Mutual%20Accountability%20Mechanisms.pdf>).

### **Orientations, cadres juridiques et documents généraux connexes**

**APEC.** 2012. *APEC Ministerial Meeting on Food Security Kazan, Declaration on APEC Food Security*, May 2012. (available at [http://www.apec.org/Meeting-Papers/Ministerial-Statements/Food-Security/2012\\_food.aspx](http://www.apec.org/Meeting-Papers/Ministerial-Statements/Food-Security/2012_food.aspx)).

**COHRE.** 2006. *The Pinheiro Principles – United Nations Principles on Housing and Property Restitution for Refugees and Displaced Persons*, Geneva.

**De Waal, A.** 1993. *War and famine in Africa*. IDS Bulletin 24(4), Brighton, UK, Institute of Development Studies.

**FAO.** 2012. *High Level Expert Forum on Addressing Food Insecurity in Protracted Crises: Final Report*. 13-14 September, Rome.

**Sen, Amartya.** 1981. *Poverty and Famines: An essay on entitlement and depression*. Oxford, Clarendon Press.

**UN.** 1994. *Development and International Economic Cooperation: An Agenda for Development*, A/48/935. New York: UN.

**UN.** 1999. *Report of the Secretary-General -The causes of conflict and the promotion of durable peace and sustainable development in Africa*, A/52/871 – S/1998/318. New York: UN.

**UN.** 2000. [A/55/305] *Report of the Panel on United Nations Peace Operations “Brahimi report”*. (UN, October 2000).

**UN.** 2005. *Basic Principles and Guidelines on the Right to a Remedy and Reparation for Victims of Gross Violations of International Human Rights and Serious Violations of International Humanitarian Law*. (available at <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/RemedyAndReparation.asp>).

**UN/IASC.** 2008. *Human Rights and Natural Disasters: Operational Guidelines and Field Manual on Human Rights Protection in Situations of Natural Disaster*. Geneva.

**UN/FAO.** 2007. *Handbook on Housing and Property Restitution for Refugees and Displaced Persons - Implementing the “Pinheiro Principles”*. Rome. (available at <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/a1131e/a1131e00.pdf>).

**UNHCR.** 1993. *Declaration of Principles on Interim Self-Government Arrangements* ("Oslo Agreement"), 13 September 1993. (available at <http://www.unhcr.org/refworld/docid/3de5e96e4.html>).

**UNHCR.** 1998. *Guiding Principles on Internal Displacement*. Geneva.

**UNHCR.** (1999-present). *Addressing Protracted Refugee Situations*. (for more information see <http://www.unhcr.org/4a1d43986.html>).



## **Annexe D – Glossaire**

[D'autres termes seront ajoutés au glossaire dans les versions ultérieures de l'avant-projet.]

### **Responsabilité, obligation de rendre compte**

Moyens par lesquels le pouvoir est exercé de façon responsable. Processus consistant, d'une part, à tenir compte des différentes parties prenantes, d'autre part, à être tenu pour responsable par celles-ci et en particulier celles sur lesquelles s'exercent les effets de l'autorité ou du pouvoir<sup>41</sup>.

### **Sécurité alimentaire**

Aux fins du présent document, cette expression est utilisée dans le sens qui lui est donné dans le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition (2013)<sup>42</sup>. Il est entendu que la dimension nutritionnelle est partie intégrante du concept de l'«insécurité alimentaire». À cet égard, on utilise aussi parfois, pour plus de clarté ou de précision, l'expression «sécurité alimentaire et nutrition».

### **Bonne gouvernance<sup>43</sup>**

Il n'existe pas de définition unique et complète universellement acceptée de la notion de «bonne gouvernance», et les délimitations du concept ne sont pas plus nettes. Cette notion est utilisée avec beaucoup de souplesse, ce qui constitue un avantage mais pose aussi des difficultés au niveau opérationnel. Selon le contexte et l'objectif général recherché, il a été dit à différents moments que la bonne gouvernance englobait les aspects suivants: le respect total des droits de l'homme, l'état de droit, une participation effective, des partenariats entre plusieurs acteurs, le pluralisme politique, des processus et institutions transparents et assortis d'une obligation de rendre compte, un secteur public efficace et efficient, la légitimité, l'accès aux connaissances, aux informations et à l'enseignement, la dévolution de pouvoirs politiques aux individus, l'équité, la durabilité et des attitudes et valeurs qui favorisent la responsabilité, la solidarité et la tolérance.

On s'accorde cependant à dire que la bonne gouvernance a trait aux processus et résultats politiques et institutionnels jugés nécessaires pour la réalisation des objectifs de développement. Il a été dit que la bonne gouvernance était le processus par lequel les institutions publiques menaient les affaires publiques, géraient les ressources publiques et garantissaient la concrétisation des droits de l'homme pour l'essentiel sans abus ni corruption, et compte dûment tenu de l'état de droit. Le véritable test de la «bonne» gouvernance est la mesure dans laquelle elle tient ses promesses concernant les droits de l'homme, à savoir les droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux.

### **Institutions**

Selon une définition souvent utilisée, qui convient pour les situations de crise prolongée, les institutions sont les règles du jeu dans une société ou, de manière plus formelle, des contraintes conçues par l'homme qui façonnent les interactions humaines<sup>44</sup>.

### **Politiques et mesures**

Aux fins du présent document, cette expression englobe les investissements, les plans, les stratégies, les programmes et les dispositifs et l'architecture institutionnels.

### **Crises prolongées**

Comme il est indiqué dans la section «Contexte et principe» de la partie 1, aux fins du présent document, les expressions «contexte de crise prolongée», «situation de crise prolongée» et

<sup>41</sup> Humanitarian Accountability Partnership (HAP), 2014. <http://www.hapinternational.org/what-we-do/hap-standard.aspx>

<sup>42</sup> Disponible à l'adresse [http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1213/gsf/GSF\\_Version\\_2\\_FR.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1213/gsf/GSF_Version_2_FR.pdf).

<sup>43</sup> Description tirée du site Web du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (en anglais), à l'adresse <http://www.ohchr.org/en/Issues/Development/GoodGovernance/Pages/GoodGovernanceIndex.aspx>.

<sup>44</sup> North, Douglass (1990), *Institutions, Institutional Change, and Economic Performance*, Cambridge University Press.

«crise prolongée» sont interchangeables. Ces expressions décrivent des contextes et des situations qui ont en commun certaines caractéristiques, mais pour lesquels il n'existe pas de définition acceptée par tous.

L'absence d'une ou plusieurs des caractéristiques énumérées dans un cas précis ne signifie pas nécessairement qu'il n'y a pas situation de crise prolongée, et aucune caractéristique ne suffit à elle seule à définir une crise prolongée. On comprend donc que les situations de crise prolongée peuvent être très différentes les unes des autres.

La variété des définitions présentées ci-après est révélatrice de la variété des qualificatifs que des acteurs différents donnent aux mêmes situations, parfois au même moment: urgences complexes, crises prolongées, États fragiles ou transitions d'après-conflit. En fait, les urgences complexes, les États fragiles et les crises prolongées se recoupent sur certains points. Cependant, la classification de la situation revêt une importance capitale puisqu'elle peut avoir des incidences significatives pour les politiques et la programmation. Par exemple, si l'on classe une situation dans la catégorie des urgences complexes, les questions humanitaires se trouveront mises en exergue et il en résultera dans la plupart des cas une intervention dirigée par la communauté internationale, mettant l'accent sur l'aide alimentaire d'urgence. Une intervention dans un État fragile, en revanche, portera davantage sur le renforcement de l'aptitude de l'État à fournir des services à ses citoyens.

L'expression «crise prolongée» (telle qu'elle est utilisée dans le présent document) est le libellé de choix parce qu'elle privilégie la compréhension et le traitement des problèmes à court et à long termes, et qu'elle tient compte du fait que des causes multiples sont en jeu pendant une période prolongée. Ces descriptions se fondent sur des perspectives variées, notamment celles des donateurs, des institutions financières internationales, des pouvoirs publics qui évaluent leur action et des institutions internationales spécialisées.

- *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2010: Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées*<sup>45</sup>

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont utilisé trois critères mesurables pour qualifier une situation de crise prolongée:

- Déclaration d'une crise alimentaire (insérée dans la liste du Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR) de la FAO) et demande d'une aide pendant huit des dix dernières années.
- Reception, depuis 2000, de dix pour cent ou plus d'aide extérieure sous forme d'aide humanitaire.
- Présence sur la liste des pays à faible revenu et à déficit vivrier de la FAO.

Dans l'édition 2010 de l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, il a été noté que certaines crises prolongées étaient limitées à une zone géographique déterminée d'un pays et ne touchaient pas l'ensemble de la population. Par exemple, l'Ouganda figurait sur la liste en 2010, mais cette crise ne s'étendait qu'au nord et au nord-est du pays. Un territoire comme la Cisjordanie et la bande de Gaza peut également être considéré comme étant confronté à une crise prolongée; il figurait parmi les études de cas présentées dans cette édition 2010.

- *Département du développement international (Royaume-Uni, DFID)*<sup>46</sup>

La notion d'États fragiles et en proie à des conflits utilisée par le DFID englobe les situations dans lesquelles une partie d'un pays, ou une région, est fragile. Une zone fragile et en proie à

<sup>45</sup> Voir FAO/PAM, 2010, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2010, Rome. (Disponible à l'adresse <http://www.fao.org/docrep/015/a0778e/a0778e00.pdf>).

<sup>46</sup> Voir DFID, 2012, Results in Fragile and Conflict Affected States and Situations. (Disponible à l'adresse [https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/67437/managing-results-conflict-affected-fragile-states.pdf](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/67437/managing-results-conflict-affected-fragile-states.pdf)).

des conflits peut exister dans un État par ailleurs stable, ou au niveau régional, et toucher ainsi un ou plusieurs États. Les méthodes servant à définir et à classer les États fragiles diffèrent souvent d'un organisme à l'autre. Par exemple, pour l'OCDE, un État est fragile «lorsque les instances étatiques n'ont pas la volonté politique et/ou la capacité d'assumer les fonctions essentielles requises pour faire reculer la pauvreté et promouvoir le développement, et d'assurer la sécurité et le respect des droits de l'homme» (OCDE, 2007). L'approche du DFID consiste à associer les trois cadres d'évaluation les plus couramment acceptés: les indicateurs de la Banque mondiale pour l'évaluation des politiques et institutions des États (CPIA)<sup>47</sup>, la liste des États défaillants du Fund for Peace<sup>48</sup> et la base de données sur les conflits de l'Université d'Upsal<sup>49</sup>.

■ *Pays du g7+*<sup>50</sup>

Le g7+ est un groupe autodéclaré de dix-huit États fragiles et en proie à des conflits. Il s'agit d'un groupement volontaire de pays qui sont ou ont été touchés par un conflit et qui sont en transition vers l'étape suivante de développement. L'objectif principal des pays du g7+ est de mettre en commun des données d'expérience, d'apprendre les uns des autres et de faire un plaidoyer afin que la communauté internationale réforme sa façon de s'engager dans les États touchés par un conflit.

Le g7+ contribue beaucoup au Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État<sup>51</sup>, qui s'inscrit dans le cadre du Réseau international sur les situations de conflit et de fragilité (INCAF) de l'OCDE. Le g7+ a été un acteur important dans l'élaboration du New Deal pour l'engagement dans les États fragiles<sup>52</sup>, présenté et largement approuvé en novembre 2011, au quatrième Forum de haut niveau pour renforcer ensemble l'efficacité de l'aide au développement, et élaboré dans le cadre du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État.

De 2012 à 2015, sept pays du G7+ piloteront le New Deal. Celui-ci fera l'objet d'un suivi au moyen d'un mécanisme d'évaluation par les pairs comprenant un soutien par des partenaires internationaux, mais il s'agira d'un processus national, piloté par les pays, et visant à la transition vers la défragilisation.

■ *Banque mondiale*<sup>53</sup>

La Banque mondiale, la Banque africaine de développement et la Banque asiatique de développement établissent chaque année leur liste harmonisée des situations de fragilité dans le cadre de leur action (qui passe principalement par l'Association internationale de développement (IDA)) d'aide à la reconstruction après un conflit apportée aux pays fragiles et aux pays en proie à des conflits, concrétisant ainsi les recommandations du Rapport sur le développement dans le monde 2011<sup>54</sup>, dans lequel il est proposé un nouveau cadre pour guider le travail de la communauté internationale dans les situations de fragilité ou de conflit.

<sup>47</sup> Voir [http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2011/06/02/000356161\\_20110602025428/Rendered/PDF/622550PUB0CHIN000public00BOX361476B.pdf](http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2011/06/02/000356161_20110602025428/Rendered/PDF/622550PUB0CHIN000public00BOX361476B.pdf).

<sup>48</sup> Voir <http://ffp.statesindex.org/>.

<sup>49</sup> Voir <http://www.ucdp.uu.se/gpdatabase/search.php>.

<sup>50</sup> Voir <http://www.g7plusfr.org/>.

<sup>51</sup> Voir <http://www.oecd.org/international%20dialogue/aboutthedialogue.htm>.

<sup>52</sup> Voir <http://www.newdeal4peace.org/>.

<sup>53</sup> Voir la liste harmonisée des situations de fragilité établie par la Banque mondiale. (disponible à l'adresse <http://siteresources.worldbank.org/EXTLICUS/Resources/511777-1269623894864/HarmonizedlistoffragilestatesFY14.pdf>).

<sup>54</sup> Voir

[http://econ.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64165259&theSitePK=469372&piPK=64165421&menuPK=64166093&entityID=000356161\\_20110602025428](http://econ.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64165259&theSitePK=469372&piPK=64165421&menuPK=64166093&entityID=000356161_20110602025428)

Figurent sur la liste les pays ou régions: a) dont l'indice d'évaluation des politiques et institutions nationales (CPIA) est égal ou inférieur à 3,2, ou b) dans lesquels une mission de maintien de la paix des Nations Unies ou régionale était présente au cours des trois dernières années. Cette liste comprend uniquement les pays pouvant prétendre aux financements de l'IDA et les territoires/pays non-membres ou inactifs sans données CPIA. L'indice CPIA reflète l'évaluation des pays selon 16 critères, répartis en 4 groupes: a) la gestion économique, b) les politiques structurelles, c) les politiques d'inclusion sociale et d'équité, d) la gestion et les institutions du secteur public.

▪ *Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)*<sup>55</sup>

Le Comité d'aide au développement de l'OCDE suit depuis 2006, par l'intermédiaire de son Réseau international sur les situations de conflit et de fragilité (INCAF), l'aide et les autres flux financiers tels que l'investissement étranger direct, les transferts de fonds et les recettes nationales.

Son rapport annuel est un outil qui doit permettre aux responsables politiques et aux décideurs des pays donateurs et des États fragiles de suivre le niveau, les tendances et la qualité des flux de ressources (aide et autre) passés et futurs dans les situations de fragilité, et de mettre en avant les problèmes et les pays dont la situation est préoccupante. L'analyse quantitative de 2013 porte sur 47 États et économies fragiles. Elle s'appuie sur la liste des États défaillants de 2011, sur la liste harmonisée des pays fragiles ou en proie à des conflits établie par la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et la Banque asiatique de développement pour 2012 et sur le classement en fonction des revenus établi par la Banque mondiale (août 2012).

## Résilience

L'attention accrue qui est portée sur la résilience tient à la volonté d'éviter l'appauvrissement, l'insécurité alimentaire, la malnutrition et la souffrance répétés qu'entraînent les chocs récurrents ou prolongés. Comme tout nouveau concept, la résilience a de nombreuses définitions. On trouvera ci-après un certain nombre d'entre elles, qui sont les plus utilisées par les organismes des Nations Unies, les organisations internationales, les donateurs et les autres acteurs du développement qui défendent actuellement le concept de résilience.

- *Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe*: Aptitude d'un système, d'une communauté ou d'une société exposé à un danger à résister aux effets de ce danger, à les absorber et à s'y adapter, et à se remettre de manière rapide et efficace, y compris en préservant et en rétablissant ses structures et fonctions de base essentielles.
- *Alliance mondiale pour l'action en faveur de la résilience aux sécheresses et de la croissance*<sup>56</sup>: Aptitude des ménages, familles, communautés et des systèmes vulnérables à faire face à l'incertitude et au risque de choc, à résister aux chocs, à réagir efficacement, à récupérer et à s'adapter de manière durable.
- *Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture*: Aptitude à prévenir les catastrophes et les crises, à en prévoir les effets, à les absorber, à s'y adapter et à s'en remettre le plus rapidement possible et de manière efficace et durable. Cette définition couvre la protection, le rétablissement et l'amélioration des moyens d'existence face aux menaces qui pèsent sur l'agriculture, l'alimentation et la nutrition (ainsi que les questions de santé publique y afférentes).
- *Programme alimentaire mondial*: Aptitude des personnes, des communautés et des pays à résister à des événements extrêmes et à s'en remettre.

<sup>55</sup> OCDE, 2013, FRAGILE STATES 2013: Resource flows and trends in a shifting world (disponible à l'adresse <http://www.oecd.org/dac/incaf/FragileStates2013.pdf>).

<sup>56</sup> Réseau de plus de 51 donateurs et partenaires internationaux de développement organisé par USAID.

- *USAID*: Aptitude des personnes, des ménages, des communautés, des pays et des systèmes à atténuer les chocs et tensions, à s'y adapter et à s'en remettre d'une manière qui réduise la vulnérabilité chronique et qui facilite la croissance sans exclusion.
- *PNUD*: Processus de transformation qui consiste à renforcer l'aptitude des hommes, des femmes, des communautés, des institutions et des pays à anticiper et à prévenir les chocs, les tensions et le changement, à s'en remettre et à s'y adapter.
- *DFID*: Aptitude des pays, des communautés et des ménages à gérer le changement, en préservant ou en transformant leur niveau de vie face aux chocs ou aux tensions (par exemple un tremblement de terre, une sécheresse ou un conflit violent) sans compromettre leurs perspectives à long terme.
- *OCHA*: Aptitude des communautés et des ménages à supporter les tensions et les chocs.
- *Alliance globale pour l'initiative résilience (AGIR)*: Aptitude des ménages, familles, communautés et des systèmes vulnérables à faire face à l'incertitude et aux risques de choc, à résister aux chocs, à réagir efficacement, à se remettre et à s'adapter de manière durable<sup>57</sup>.

Indépendamment de leur source, toutes ces définitions partagent des principes essentiels. Fondamentalement, la résilience a trait à l'aptitude inhérente - ou à la force - des individus, des communautés et des institutions à résister, à se remettre, à s'adapter et à se transformer face à des chocs donnés. Toutes les interventions menées à la suite d'une crise doivent donc commencer par le recensement des capacités et ressources existantes, et s'appuyer sur celles-ci. Certaines définitions parlent également de l'anticipation et/ou de la prévention des chocs, mais ce n'est pas un aspect courant.

### ***Petits producteurs d'aliments et exploitants familiaux***

Aux fins du présent document, les expressions «petits producteurs d'aliments» ou «exploitants familiaux» désignent les petits agriculteurs, les travailleurs agricoles et du secteur alimentaire, les artisans pêcheurs, les éleveurs/pasteurs, les peuples autochtones, les paysans sans terre, les pauvres des villes, les femmes et les jeunes. Ce sens est conforme aux catégories définies dans le document de 2009 relatif à la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale<sup>58</sup>.

<sup>57</sup> The Global Alliance for Resilience (AGIR) – Sahel and West Africa Regional Roadmap, 2013, p. 8 (pour l'anglais).

<sup>58</sup> Disponible à l'adresse <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/018/k7197f.pdf>.

## Notes

<sup>i</sup> Aux fins du présent document, l'expression «sécurité alimentaire» est utilisée dans le sens qui lui est donné dans le «Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition». Il est entendu que la dimension nutritionnelle fait partie intégrante de la notion «insécurité alimentaire». À cet égard, on utilise aussi parfois, pour plus de clarté ou de précision, l'expression «sécurité alimentaire et nutrition».

<sup>ii</sup> On notera que la méthode utilisée dans l'édition 2010 de l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde s'appuie sur trois des critères mesurables possibles, et que la liste qui y figure n'est pas définitive.

<sup>iii</sup> 2014-2016 Strategic Response Plan: Sahel Region, janvier 2014 (<http://www.unocha.org/cap/appeals/sahel-humanitarian-response-plan-2014-2016>). Aux fins du plan de réponse stratégique, la région du Sahel couvre le Burkina Faso, le nord du Cameroun, le Tchad, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le nord du Nigéria, le Sénégal et la Gambie.

<sup>iv</sup> Cette hétérogénéité est bien illustrée dans les qualificatifs différents que des acteurs différents donnent aux mêmes situations, parfois au même moment: urgences complexes, crises prolongées, États fragiles ou transitions d'après-conflit. La variété des définitions et des typologies employées, en particulier concernant la notion d'État «fragile», peut avoir des implications pour les politiques et la programmation relatives à la sécurité alimentaire. L'expression «crise prolongée» est préférée car elle porte tant sur les problèmes à court terme que sur les problèmes à long terme, ainsi que sur les multiples causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Voir l'annexe D pour des informations complémentaires.

<sup>v</sup> Ces principes sont abordés et développés dans plusieurs instruments, notamment les «Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale», approuvées par le CSA.

<sup>vi</sup> Les principes d'humanité, d'impartialité et de neutralité ont été consacrés dans la résolution A/RES/46/182 de l'Assemblée générale des Nations Unies, celui d'indépendance dans la résolution A/RES/58/114 du même organe.

<sup>vii</sup> Dans la deuxième version du Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition (octobre 2013), on trouve, à la page 55, les cinq principes à appliquer aux systèmes de suivi et de reddition des comptes: a) ils doivent être fondés sur les droits de l'homme, et plus particulièrement sur la concrétisation progressive du droit à une nourriture suffisante dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale; b) ils doivent permettre de responsabiliser les décideurs; c) ils doivent être de type participatif et comprendre une évaluation à laquelle participent l'ensemble des parties prenantes et des bénéficiaires, y compris les plus vulnérables; d) ils doivent être simples mais complets, précis, ponctuels, compréhensibles pour tous et assortis d'indicateurs ventilés par sexe, âge, région, etc., portant sur l'impact, les processus et les résultats escomptés; e) ils ne doivent pas faire double emploi avec des systèmes déjà en place, mais plutôt faire fond sur ces derniers et renforcer les capacités nationales en matière de statistique et d'analyse.

<sup>viii</sup> CFS 2013/40/8 (<http://www.fao.org/docrep/meeting/029/mi320f.pdf>).